

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE L'ESCROQUERIE

EN DROIT FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera soutenu le mardi 25 février, à 1 heure

PAR

Michel MALLET

Avocat à la Cour d'appel

Président : M. PLANIOL, professeur.

Suffragants : M. LE POITTEVIN, professeur.

M. SALEILLES, agrégé.

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot, 13

1896

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE L'ESCROQUERIE

EN DROIT FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera soutenu le mardi 25 février, à 1 heure

PAR

Michel MALLET

Avocat à la Cour d'appel



Président : M. PLANIOL, professeur.

*Suffragants : M. LE POITTEVIN, professeur.
M. SALEILLES, agrégé.*

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot, 13

1896

A MA MÈRE

MEIS ET AMICIS

INTRODUCTION

L'intérêt est le mobile le plus général des actions humaines, et, s'il est la cause de presque tous les crimes, il est aussi le facteur le plus puissant de la richesse matérielle et du progrès des civilisations. Pouvons-nous blâmer l'habileté que déploie l'intelligence dans cette poursuite vers l'intérêt, tant que cette habileté reste dans les limites du droit? Pourrions-nous l'empêcher par des entraves de toute sorte, sans porter atteinte à la liberté et sans ruiner l'énergie et la fécondité individuelle?

Et, d'autre part, si cette habileté est, comme nous venons de le dire, nécessaire, si elle est respectable, est-il bien possible de tracer les limites exactes qu'elle ne pourra franchir, sans blesser le droit ou la morale? Cette confusion se trouve plus particulièrement dans le délit d'escroquerie. Car, il faut bien le reconnaître, malgré les précautions du législateur qui s'est efforcé d'en préciser les caractères distinctifs, pour empêcher de le confondre avec des actes plus ou moins immoraux, tels que l'indéli-

catesse, le mensonge, etc., le délit d'escroquerie n'en est pas moins un délit complexe, tout psychologique, et qui prête par là d'autant plus à l'erreur et à l'arbitraire du juge.

C'est cette idée que M. le Procureur général Dupin a exprimée d'une façon si saisissante dans un de ses réquisitoires :

« L'escroquerie, c'est une sorte de Protée, qui se transforme en mille manières.

..... S'il importe de ne pas innocenter les coupables, il importe aussi à la dignité de la justice, à l'intérêt social et à la protection due aux individus de ne les punir que conformément à la loi ».

CHAPITRE PREMIER.

HISTORIQUE.

1. Définition. — 2. Escroquerie dans le droit romain. — 3. Escroquerie dans l'ancien droit français. — 4. Escroquerie dans le droit intermédiaire. — 5. Code Pénal de 1810, art. 405. — 6. Loi du 13 mai 1863. — 7. Comparaison de la législation française avec certaines législations étrangères.

I. — D'une façon générale, nous pouvons définir l'escroquerie, le délit qui consiste à employer des moyens frauduleux pour se faire remettre sans compensation le bien d'autrui. Il présente certaines ressemblances avec le vol et l'abus de confiance ; mais, tandis que le voleur *soustrait* la chose d'autrui, c'est-à-dire, s'en empare malgré la volonté ou à l'insu du propriétaire, l'escroc en obtient par ruse la remise volontaire. Dans l'escroquerie, le dol précède la remise de la chose, il réside dans les manœuvres qui ont déterminé le dépouillement de la victime ; dans l'abus de confiance, au contraire, la fraude n'intervient qu'après cette remise, dans le détournement *a posteriori* de l'objet qui a été librement et valablement confié.

II. — Les Romains n'avaient pas fait cette distinction : ils comprenaient sous le nom de *furtum*, les trois délits que nous venons d'énumérer, et ils les réprimaient d'une même peine qui variait seulement suivant que le *furtum* était *manifestum* ou *non manifestum*. C'est qu'ils considéraient avant tout le résultat du crime, sans se préoccuper des moyens plus ou moins frauduleux qui avaient servi à le consommer. Nous voyons là un exemple de l'esprit éminemment synthétique qui caractérise leur législation. Ils érigeaient en loi un principe absolu pour en tirer des conséquences et des applications rigoureuses et logiques, mais trop souvent dépourvues d'équité. Ils avaient pour la psychologie un profond dédain, que cette science ne mérite pas : elle est, chez nous, comme la lumière du juge, et l'éclaire sur la vraie responsabilité du coupable, dont il tiendra surtout compte dans l'application de la peine.

Nous pensons que l'escroc qui déploie toutes les ressources de son imagination malfaisante pour dépouiller sa victime, est souvent plus coupable au point de vue moral et social que le filou qui dérobe avec plus ou moins d'habileté le bien d'autrui : c'est que le premier est plus dangereux parce qu'il est plus insaisissable, et il causera ainsi un trouble social plus grand, parce qu'il sera atteint moins facilement.

Nous n'allons pourtant pas jusqu'à dire que les Romains avaient totalement ignoré l'escroquerie. Ils punissaient, en effet, comme voleur, celui qui avaient usurpé la qualité de créancier ou de *procurator*, pour s'emparer du bien d'autrui (1).

Dans un autre texte du Digeste, ils punissaient de la même peine, ceux qui s'introduisaient dans les lieux publics et qui prenaient par ruse ou autrement ce qui ne leur appartenait pas : *Saccularii, qui vetitas in sacco artes excellentes subducunt, partem subtrahunt, item qui directarii appellantur, hoc est hi qui in aliena caenacula, se dirigunt furandi animo* (2).

Ce dernier texte, il est vrai, nous laisse un doute dans l'esprit, et, par le vague de ses expressions, il nous semble applicable aussi bien au filou qu'à l'escroc.

III. — Notre ancien droit suivit sur ce point la tradition romaine, et il ne nous semble pas avoir distingué nettement l'escroquerie du vol. C'est ainsi que Merlin définit l'escroc, le fripon qui est dans l'habitude d'attraper de l'argent ou autre chose par ruse, et l'escroquerie, l'action que commet l'escroc en friponnant (3).

1. Dig., livre XLVII, titre II, § 44.

2. Loi 7 Dig. *De extraord. Crim.*

3. V. Merlin, *Répertoire*. V. *Escroquerie*. Sic Muyart de Vouglans, *Lois criminelles*, p. 292.

Il faut arriver à l'époque révolutionnaire pour voir disparaître cette confusion entre le vol par ruse et fourberie et l'escroquerie, et pour trouver une disposition législative punissant l'escroquerie comme délit spécial.

IV. — L'article 35 du titre II de la loi des 19-22 juillet 1791 renvoie devant les tribunaux de district ceux qui, par dol ou à l'aide de faux noms, ou de fausses entreprises, ou d'un crédit imaginaire, ou de craintes chimériques, auraient abusé de la crédulité de quelques personnes, et escroqué la totalité ou partie de la fortune d'autrui ». Et, si l'escroquerie est prouvée, le tribunal, après avoir prononcé les restitutions et les dommages-intérêts, a la faculté de les condamner, par voie correctionnelle, à une amende qui ne pourra excéder 5,000 livres, et à un emprisonnement qui ne pourra excéder deux ans ».

Cette loi fut l'objet de violentes critiques. On lui reprochait tout d'abord de faire une déplorable confusion entre le dol civil et le dol criminel. Le tribunal de cassation décida bien que le dol criminel devait seul tomber sous l'application de la loi de 1791 ; et il dût réformer bien des jugements et arrêts qui avaient méconnu cette règle. Mais il n'avait pas défini, d'une façon précise, le dol civil et le dol criminel, et il était résulté de ce défaut de principes une tendance, née aussi du point de départ de la loi

« à favoriser l'extension arbitraire d'une qualification déjà bien élastique » (1).

On reprochait, en deuxième lieu, à la loi de 1791 de permettre à la partie poursuivante de convertir les procès civils en procès correctionnels, afin de se ménager la preuve testimoniale dans les cas où elle n'aurait pas été admise, si le procès se fût engagé au civil. Mais ce reproche nous paraît immérité, puisque, même devant les tribunaux civils, celui qui allègue des faits de dol relatifs ou non à une convention, est admis à en faire la preuve, par tous les moyens possibles.

On disait, en troisième lieu, que cette loi permettait d'éluder une poursuite au criminel pour faux, en présentant l'affaire comme une simple escroquerie. Nous répondrons que le tribunal de cassation était là, pour contrôler les différentes qualifications données par les tribunaux aux délits, et pour rectifier les erreurs commises.

On reprochait enfin à cette loi d'avoir fait dépendre l'action publique de l'action civile, en laissant la faculté, au tribunal civil qui découvrait un dol dans un contrat, d'ordonner outre les réparations pécuniaires, les peines de l'escroquerie; bientôt la loi du 7 frimaire an II (art. 1^{er}) fit disparaître cet incon-

1. Garraud, *Traité théorique et pratique du Droit pénal français*, t. 5, n^o 237.

vénient en déférant aux tribunaux correctionnels seuls, la connaissance et la répression de ce délit.

V. — Le Code pénal de 1810 (art. 405) vint modifier profondément le texte de l'article 35 :

« On tâcha, dit Faure, dans l'exposé des motifs (au ch. II, du titre II, livre III, C. pénal), d'éviter par la nouvelle définition de ce qui constitue le délit d'escroquerie, les inconvénients qui étaient résultés des rédactions précédentes. La suppression du mot dol, qui se trouvait dans les deux premières rédactions, ôtera tout prétexte de supposer qu'un délit d'escroquerie existe par la seule intention de tromper. En approfondissant les termes de la définition, on verra que la loi ne veut pas que la poursuite en escroquerie puisse avoir lieu, sans un concours de circonstances, et d'actes antécédents qui enlèvent toute idée d'une affaire purement civile. »

Dans le nouveau texte relatif à l'escroquerie, le terme de dol fut donc supprimé, et deux autres moyens de fraude furent ajoutés : ce sont « la fausse qualité » et le « pouvoir imaginaire ».

On voulut ainsi échapper au vague de l'ancienne définition, mais on tomba dans l'excès contraire, en limitant le champ d'application de ce délit.

Le nouveau texte péchait par un défaut encore plus grave : il n'avait pas précisé les caractères cons-

titutifs de la tentative d'escroquerie, d'où de fréquentes hésitations dans la jurisprudence, auxquelles la loi du 13 mai 1863, mit enfin un terme.

VI. — L'article 405, tel qu'il a été remanié par cette loi, est encore aujourd'hui en vigueur ; il est ainsi conçu :

« Quiconque, soit en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaires, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre évènement chimérique, se sera fait remettre ou délivrer ou aura tenté de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles, ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharges, et aura par un de ces moyens escroqué ou tenté d'escroquer la totalité ou partie de la fortune d'autrui, sera puni d'un emprisonnement d'un an au moins, et de cinq ans au plus, et d'une amende de 50 francs au moins, et de 3,000 fr. au plus; le coupable pourra être, en outre, à compter du jour où il aura subi sa peine, interdit pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code : le tout, sauf les peines plus graves, s'il y a un crime de faux. »

On peut, dès maintenant, faire différentes critiques à ce texte. Il est regrettable, dit M. Garraud, « que les tribunaux se trouvent souvent dans l'impuissance de réprimer certains faits qui sont au fond de véritables escroqueries, soit parce qu'il n'y a pas eu emploi de manœuvres frauduleuses prévues par la loi, soit parce que si l'une de ces manœuvres frauduleuses a été employée, elle n'a pas eu pour but de persuader l'existence d'une fausse entreprise, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou de faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident, ou de tout autre événement chimérique (1) ».

Les tribunaux, il est vrai, ont forcé souvent le sens des mots restrictifs de la loi pour atteindre certains faits nettement déshonnêtes. Nous n'hésitons pas à trouver dangereux et arbitraire, ce rôle du juge qui s'érige en législateur, pour réformer une loi qui lui paraît insuffisante ; « par des analogies forcées, par des extensions arbitraires, il fait dire à la loi ce qu'elle n'a pas dit : pour conjurer le péril social, il comble par arrêt, les lacunes de la législation, et regarde comme justifié par le service rendu à l'ordre public, cet empiètement sur le domaine du législateur (2) ».

1. Garraud, t. 5, n° 239.

2. *Revue critique de législ.*, t. XVI, an 1860, p. 164. Lafontaine : « D'une tendance de la jurisprudence dans l'application de la loi pénale ».

VII. — On ne peut faire les mêmes reproches d'insuffisance au Code pénal belge, qui dans son article 496, fait la même énumération que notre article 405, des divers moyens frauduleux employés par l'escroc, mais qui contient en outre ces mots : « ou pour abuser autrement de la confiance et de la crédulité ». Cette disposition finale permet au juge de réprimer toutes les diverses espèces d'escroqueries.

L'article 413 du Code pénal italien ne nous semble pas moins compréhensif quand il punit « quiconque se procure un injuste profit en induisant quelqu'un en erreur à l'aide d'artifices ou de ruses »

Il en est de même du Code pénal des Pays-Bas, qui, dans son article 326, punit comme escroquerie tout profit illégal obtenu « soit par des manœuvres frauduleuses, soit par des combinaisons de mensonge ».

Parmi les codes étrangers qui suivent un système aussi large en matières d'escroquerie, nous pourrions citer encore : le Code pénal allemand (§ 263), hongrois (§ 379), autrichien (§ 197) : Ces codes font consister l'escroquerie, dans le fait quelconque, d'induire ou de maintenir une personne en erreur, pour se procurer un avantage illégitime.

CHAPITRE II.

MOYENS FRAUDULEUX. — DU DOL.

Le délit d'escroquerie, tel qu'il est prévu par l'article 405, doit, pour être punissable, contenir trois éléments.

Ce sont :

1° L'emploi de moyens frauduleux, consistant, soit dans l'usage de faux noms ou de fausses qualités, soit dans l'emploi de manœuvres frauduleuses spécifiées par la loi ;

2° Le fait de se faire remettre ou délivrer, ou de tenter de se faire remettre ou délivrer à l'aide de ces moyens, des fonds, des meubles ou des obligations, billets, promesses, quittances ou décharges ;

3° Le détournement de ces valeurs, qui consomme l'escroquerie, ou la tentative de détournement.

Nous avons vu, en faisant l'historique du délit d'escroquerie, à quelles divergences dans les arrêts rendus par nos tribunaux, l'obscurité de la notion de dol avait donné lieu. Nous avons alors à dessein

négligé d'étudier cette question, qui nous paraît avoir sa place toute désignée à la tête de ce chapitre.

Le dol criminel ne comprend-il pas, en effet, les moyens frauduleux qui ont servi à commettre l'escroquerie ? Le dol criminel, il est vrai, n'est pas seulement prévu par l'article 405, il est également réprimé dans certains délits spéciaux qui sont au fond de véritables escroqueries ; ce sont, entr'autres, la filouterie d'aliments, la tromperie dans les ventes, le vol à l'américaine (1).

En droit civil, le dol est considéré comme un vice du consentement, à côté de l'erreur et de la violence ; il consiste à agir sur la volonté d'autrui par des moyens illicites, à surprendre ainsi son consentement pour l'amener à accomplir un acte juridique. Il est donc différent de la fraude, qui n'intervient qu'après la formation du contrat, qui ne s'exerce donc pas sur la volonté d'autrui, mais sur sa confiance, qui a été trahie. Les fraudes les plus ordinaires sont les fraudes contre les créanciers, telles qu'elles sont prévues par les articles 1151 et 1178 du Code civil.

1. Consulter à ce sujet les savants articles de M. Planiol sur le dol civil et le dol criminel parus à la *Revue critique de législat. et de jurispr.* (nov.-déc. 1893), et dans lesquels nous avons puisé de précieux renseignements.

Les Romains, en particulier, avaient confondu le dol et la fraude, ainsi que le prouve cette définition fameuse de Labéon, adoptée par Justinien : *Omnem calliditatem, fallaciam, machinationem ad circumveniendum, fallendum, decipiendum alterum adhibitam* (1).

Le dol criminel consiste dans l'emploi de moyens frauduleux spécifiés par la loi, et qui ont servi à se faire remettre le bien d'autrui.

Tandis que le dol criminel n'est répréhensible, que s'il a déterminé un enrichissement gratuit de l'escroc aux dépens de sa dupe, le droit civil accorde au contraire l'action pour dol, alors même qu'il n'y a pas eu lésion, que les prestations échangées ont été équivalentes, soit qu'il y ait eu erreur de la victime sur les motifs qui ont déterminé l'autre partie à contracter, soit qu'il y ait eu erreur sur les qualités accidentelles de la chose.

Nous voyons une deuxième différence, dans le fait que le dol criminel ne peut avoir pour objet que les meubles : il emprunte cette particularité au caractère même du vol, dont l'escroquerie n'est qu'une variété : le droit civil prévoit au contraire le dol qui s'attaque aux immeubles, le stellionat, par exemple.

En troisième lieu, le système restrictif de la loi en matière d'escroquerie, agrandit par là même le

1. Dig., livre IV, t. 3, § 2.

domaine du dol civil. C'est ainsi que les mensonges ne portant pas sur le nom ou la qualité de l'auteur, les réticences, autres que celles prévues par l'article 348 du Code de commerce, les manœuvres frauduleuses ne réalisant pas les conditions spécifiées par l'article 405, en un mot, tous ces procédés ne feront pas l'objet d'une poursuite en escroquerie, mais constitueront sous certaines réserves, un dol civil.

Telles sont les principales différences qui séparent le dol civil du dol criminel : nous aurons plus d'une fois l'occasion, au cours de cette étude, de regretter le manque de sévérité de la loi, qui relègue dans le domaine du droit civil des faits blâmables et reprehensibles, qui devraient être punis par la loi pénale. Les peines de l'escroquerie devraient atteindre tous ceux qui cherchent à se procurer par dol, aux dépens d'autrui, un enrichissement non payé. « Il devrait donc y avoir sur ce point, dit M. Planiol (1), concordance parfaite entre la théorie du droit civil et celle du droit pénal, l'un annulant le contrat à raison du dol, l'autre prononçant une peine à raison de l'atteinte à la fortune d'autrui. Les légères différences que nous avons relevées sont encore de trop ; elles ne se justifient pas ».

1. *Revue crit. de lég.* (nov, 93).

SECTION I. — Usage de faux noms ou de fausses qualités.

§ 1. — *Principale différence de ce premier moyen avec les manœuvres frauduleuses.* — Disons tout d'abord, et c'est là un point essentiel, que l'usage d'un faux nom ou d'une fausse qualité suffit pour constituer le délit d'escroquerie, indépendamment de l'emploi des manœuvres frauduleuses, lorsque cet usage a été la cause déterminante de la remise des valeurs. La doctrine et la jurisprudence sont constantes en ce sens (1).

Il en est tout autrement de l'emploi des manœuvres frauduleuses, qui ne peut être incriminé, que s'il a eu pour but de persuader l'existence de fausses entreprises, etc., etc., etc. Cette distinction importante a toujours été faite de la façon la plus formelle par la Cour de cassation (2).

Elle est conforme à la construction grammaticale de l'article 405, puisqu'aucune particule ne sépare les mots « manœuvres frauduleuses » de la phrase qui les suit, et que dès lors cette phrase se rapporte

1. Cass., 22 août 1854. *B. cr.*, n° 265. Cass., 4 février 1858, *B. cr.*, n° 28. Chauveau et Hélie, *Théorie du Code Pénal*, t. 5, n° 1988. Garraud, t. 5, n° 242.

2. Cass., 19 sept. 1844. *B. cr.*, n° 322. Cass., 6 février 1890. *Pand. fr.*, 90, 1, 498.

exclusivement à ces manœuvres. Elle est surtout conforme à la raison de la loi qui a jugé utile de spécifier le caractère des manœuvres frauduleuses, en présence du vague de cette expression, alors que l'emploi d'un faux nom ou d'une fausse qualité est assez précis en lui-même.

§ 2. — *Historique de ce premier moyen.* — Dans la législation romaine, l'usage de faux noms ou de fausses qualités constituait le crime de faux, soit qu'il eût été fait verbalement ou par écrit. Papinien en établit formellement la règle : *Falsi nominis aut cognonimis adseveratio pœna falsi coercetur* (1).

Dans notre ancien droit, la règle était la même. C'est ainsi que Jousse dit, au sujet du faux nom : « celui qui prend le nom d'une autre personne, et qui se dit faussement être celui dont il prend le nom, est punissable de la peine du faux (2).

Au sujet de la fausse qualité, Farinacius prétendait également que celui qui, se présentant chez une autre personne et se disant son créancier, exigeait le paiement d'une dette imaginaire, et celui qui prenant la fausse qualité de mandataire d'un tiers, recevait frauduleusement le paiement d'une somme due à ce tiers ; ces deux individus commettaient le crime de faux (3).

1. Dig. l. 13, *ad. leg. com. de falsis*.

2. *Traité des matières criminelles*, t. 2, p. 364.

3. Farinacius, quest. 150, numéro 86.

La loi des 16-22 juillet 1791 (art. 35), comprenait parmi les escroqueries, les abus de qualité commis à l'aide de faux noms. Nous avons vu ce qu'il fallait penser du reproche fait à cette loi, de soustraire à la poursuite du faux, les affaires qui présentaient le caractère de ce crime.

La loi du 7 frimaire an II, extensive du crime de faux, ne laissa dans le domaine de l'escroquerie que l'emploi de faux noms pris verbalement et sans signature, tandis qu'elle poursuivait pour faux, l'emploi d'un faux nom, pris par écrit, ou pris verbalement et avec signature :

Cette distinction, qui n'était rien moins que rationnelle, fut violemment attaquée, lors de la discussion du Code pénal : les mots verbalement, et sans signature, furent supprimés, et à la fin du nouvel article 405, on ajouta ces mots : « le tout, sauf les peines plus graves, s'il y a crime de faux ».

On réserva ainsi, avec beaucoup de justesse, la peine de faux aux espèces auxquelles elle se trouvait applicable, c'est-à-dire, quand les actes frauduleux ont pour objet de constater les faits faux qui y sont énoncés, et nuisent à des tiers.

§ 3. — *Définition du faux-nom.* — User d'un faux nom, c'est employer un nom qui n'est pas le sien. Il importe peu que le nom usurpé appartienne à un tiers, ou qu'il soit purement imaginaire.

§ 4. — *Du surnom.* — L'emploi d'un sobriquet, sous lequel l'agent est habituellement connu, ne pourrait pas devenir un élément constitutif de l'escroquerie, non plus que l'usage de son nom véritable par un individu connu sous un nom, qui ne lui appartient pas. L'intention frauduleuse ne suffit pas; il faut qu'elle soit accompagnée du fait prévu par la loi. Or on ne peut considérer comme ayant pris un faux nom, celui qui s'est présenté sous le nom qui lui appartient légitimement, ou sous celui par lequel on le désigne habituellement.

§ 5. — *Du prénom.* — Le prénom est un nom que l'on porte en sus de son nom patronymique, et qui sert à distinguer chacun de ceux qui portent le même nom.

L'usage fait par un individu de son prénom, ne doit pas, selon nous, être assimilé à l'usage de son nom véritable, car il peut servir à dissimuler le vrai nom de celui qui le porte, et il y aura ici en réalité emploi d'un faux nom. C'est ainsi qu'il a été jugé, quoiqu'il y ait dans cette espèce, concours de manœuvres frauduleuses avec l'emploi d'un faux nom, que le fait par un individu, d'avoir, sous son prénom, et en dissimulant son nom de famille, sous lequel il avait subi une condamnation, délivré des remèdes qu'il savait être inefficaces et des pres-

criptions incapables de produire les bons effets qu'il annonçait dans des prospectus, constituait le délit d'escroquerie (1).

§ 6. — *De la fausse qualité.* — User d'une fausse qualité, c'est s'attribuer un titre, un emploi, une fonction, une parenté, qu'on ne possède pas en réalité, c'est vouloir se faire passer par exemple, pour comte, marquis, médecin, avocat, ou bien encore pour parent d'un personnage connu, alors qu'on n'a aucun droit de prendre ces titres.

Ni la loi, ni la jurisprudence, n'ont donné de définition de la fausse qualité, et il semble bien que ce défaut de principes ait embarrassé les juges dans des espèces délicates, et, par suite, ait donné lieu à des divergences d'arrêts.

§ 7. — *Du faux mandataire.* — Néanmoins la jurisprudence a toujours reconnu qu'il y avait emploi d'une fausse qualité dans le fait de se faire passer pour *mandataire* d'autrui. Citons au hasard des nombreuses condamnations qui ont atteint les faux mandataires :

Le domestique qui, chargé de faire les fournitures de son maître, moyennant paiement qui lui en est

1. Cass., 5 novembre 1853, D., 53, 5, 199.

fait directement par celui-ci, s'est qualifié auprès des fournisseurs de son choix personnel, de mandataire de son maître et a dissipé les sommes qu'il en recevait, au lieu de payer les fournisseurs (1);

Celui qui, en se présentant faussement auprès du caissier chargé de payer un bon, comme mandataire du titulaire, est arrivé, au moyen de cette fraude, à toucher indûment le montant du bon au préjudice du débiteur, non libéré par ce paiement (2).

§ 8. — *Du faux propriétaire.* — La Cour de cassation et certaines cours d'appel sont en désaccord sur le point de savoir si le faux propriétaire tombe sous le coup de l'article 405.

Dans un premier système qui a toujours été suivi par la Cour de cassation, il a été jugé que l'individu qui affirmant faussement être le propriétaire d'un objet perdu, se le faisait remettre par suite de cette seule affirmation, ne devait pas être considéré comme escroc, parce qu'il n'avait commis qu'un simple mensonge, et qu'il n'avait fait qu'en imposer sur son droit (3). C'est aussi l'opinion de tous les auteurs.

1. Paris, 18 septembre 1835, S., 36, 2, 308.

2. Cass., 5 mars 1868, D., 69, 1, 71; *Add.* Rennes, 8 décembre 1881, D., 82, 2, 152; Cass., 24 juin 1887, *Pand. Fr.* 87, 1, 243.

3. Cass. 11 juillet 1861, D. 61, 1, 454; Cass. 5 déc. 1862. D. 63, 1, 140; Cass. 12 février 1863. D. 63, 1, 268.

Certaines cours d'appel appliquent le système contraire : ce sont les cours de Douai et de Besançon (1). Cette dernière opinion est celle de M. Hibon, qui faisait fonction de conseiller rapporteur devant la Cour de cassation : « Il n'est pas d'audience, disait-il, où les tribunaux correctionnels ne condamnent comme escroc celui qui s'est fait remettre un objet en se disant mandataire d'autrui. Il y a parité de raisons pour décider de même dans l'espèce présente ; l'opinion contraire conduit même à un résultat bizarre, et par cela même inadmissible.

Le prévenu qui viendrait réclamer l'objet trouvé au nom d'un propriétaire vrai ou imaginaire, tomberait sous le coup de la loi ! Celui qui le revendiquerait en son propre nom, serait à l'abri de toute peine ! » (2).

Cette solution nous semble absolument juridique, et nous estimons qu'il y a au même titre, emploi d'une fausse qualité, dans le fait de se faire passer mensongèrement, soit pour mandataire, soit pour propriétaire, soit pour créancier.

§ 9. — *Du faux créancier.* — En ce qui concerne la fausse qualité de créancier, la doctrine et la ju-

1. Douai, 3 déc. 1862; 12 février 1863; 15 nov. 1870. D. 1863, 1, 208; 1872, 2, 105; Besançon, 4 avril 1879. S. 79, 2, 295.

2. *Journal du ministère public*, année 1872, p. 12.

risprudence décident en général que la production d'un titre faux ou irrégulier de créance ne suffit pas pour constituer le 1^{er} élément de délit d'escroquerie, pourvu qu'il s'agisse d'une production faite à celui-là même, qui a intérêt et qualité pour discuter la valeur du titre (1). A l'appui de cette décision, on invoque le motif que, chacun étant à même de vérifier ses dettes, il ne doit s'en prendre qu'à lui, s'il se laisse induire en erreur.

Il en serait autrement, si cette affirmation mensongère de l'existence d'un droit de créance, était faite à tout autre personne qu'au prétendu débiteur. La Cour de Montpellier a tacitement admis cette solution, en déclarant que ne commettait pas d'escroquerie, l'employé insolvable d'un négociant qui avait fait escompter des traites fictives, tirées en son propre nom, et causées « valeurs en marchandises », sur des clients de son patron, alors surtout que le banquier avait négocié les dites traites, sans avoir la précaution de vérifier si elles avaient été acceptées (2).

Pour relaxer le prévenu, la Cour s'était fondée notamment sur le fait qu'il n'avait pas pris, vis-à-vis le

1. Cass. 15 juillet 1869. D. 70, 1, 237 ; 20 novembre 1862. D. 63, 1, 109.

2. Montpellier, 25 mars 86. (*Gaz. Pal.* 86, 1, 704.) Cass. 15 juillet 1869, D. 70, 1, 237 ; En ce sens, M. Garraud, t. 5, n. 244 ; *Contrà*, Orléans, 8 mars 1869. D. 69, 2. 55.

banquier, la fausse qualité de créancier personnel des tirés.

La Cour de cassation n'admet dans aucun cas la fausse qualité du créancier, comme suffisante pour constituer, à elle seule, un des moyens frauduleux prévus par l'art. 405.

§ 10. — *De la fausse capacité civile.* — L'attribution d'une fausse capacité civile, doit-elle être assimilée à l'emploi d'une fausse qualité ? En ce qui concerne le fait du mineur qui se fait passer pour majeur, et le fait de la femme mariée qui se fait passer pour fille majeure, libre de ses droits, la Cour de cassation a décidé que, lorsque la qualification employée peut être vérifiée facilement par ceux qui se prétendent victimes, l'article 405 ne reçoit pas son application (1).

Elle s'appuie, en deuxième lieu, sur cette idée, qu'admettre dans de pareilles circonstances la poursuite en escroquerie, ce serait anéantir l'effet des lois civiles relatives à la capacité des personnes pour contracter valablement ses obligations. M. Blanche (2) admet la solution de ces arrêts, en invoquant seulement le deuxième motif : « En effet, dit-il, l'article

1. Cass. 21 mars 1807 ; 4 déc. 1812 ; 15 juillet 1850 ; V. Dall. R. G. vol., n. 737.

2. Blanche, *Etude pratique sur le Code pénal*, t. 6. n. 161.

1307 du code civil dispose que la simple déclaration de majorité faite par le mineur ne fait pas obstacle à sa restitution ; et, d'autre part, l'art. 1310 ajoute que le mineur n'est point restituable contre les obligations, résultant de son délit ou quasi-délit. » Et il conclut « que si le mineur est condamné comme escroc pour s'être déclaré majeur, l'article 1307 perdra toute sa valeur, puisque, condamné pour escroquerie, le mineur ne sera pas restituable contre l'obligation résultant de son délit ».

MM. Chauveau et Hélie et M. Garraud n'admettent pas cette opinion, d'une manière absolue. Ils font dépendre la solution des circonstances qui sont laissées à l'appréciation souveraine du juge ; la qualité de majeur prise par un mineur, celle de fille prise par une femme mariée, peuvent n'être pas toujours faciles à vérifier. Si donc, en pareil cas, cette qualité avait été la cause déterminante de la remise de valeurs, elle pourrait donner lieu à une condamnation pour escroquerie. Nous croyons qu'il y a lieu, pour les mêmes raisons, d'appliquer cette théorie au cas où la fille majeure, libre de ses droits, se fait passer pour femme mariée ; la Cour de cassation, l'a jugé ainsi, notamment dans une espèce où, de concert avec le prévenu Fournet, la fille Bellier s'est attribuée, pour obtenir la remise d'un acte, la fausse qualité de femme légitime du dit Fournet,

en se présentant à l'étude du notaire, et en contractant personnellement sous les faux noms de femme Fournet. (1)

§ 11.— *Du faux commerçant.* — Celui qui se dit fausement commerçant, fait-il usage d'une fausse qualité ? Nous ne le pensons pas, car la seule qualité de commerçant ne suffit pas pour inspirer confiance : Il est bien certain que la profession de commerçant confère certains avantages, et par contre, impose certaines obligations à ceux qui l'exercent, mais il faut noter aussi que cette profession est libre, ouverte à tous, et qu'aucune garantie n'est exigée de ceux qui s'y adonnent. Ce qui inspire confiance, ce n'est donc pas la qualité de commerçant, mais la présomption que ce commerçant est solvable ; présomption éminemment personnelle et variable suivant les individus et que nos tribunaux ne sauraient admettre.

Aussi la Cour de cassation, a-t-elle jugé que l'usage de la fausse qualité de commerçant, ne saurait devenir à lui seul, un élément constitutif de l'escroquerie (2).

Mais l'escroquerie serait constituée, si cet usage était accompagné de manœuvres frauduleuses, pro-

1. Cass. 8 août 1867, D. 68, 1. 41.

2. Cass. 20 avril 1837. P. 38, 1. 416.

pres à faire croire à la réalité de la qualité ainsi usurpée et au crédit qui y est attaché (1)

§ 12. — *Autres exemples d'emploi de fausses qualités.* — Nous venons d'examiner certaines catégories intéressantes de fausses qualités, sans avoir jamais eu l'intention d'en faire une énumération limitative. Il y aura encore escroquerie pour emploi d'une fausse qualité, dans le fait de la part de deux femmes, en affectant de vifs sentiments de piété, et transformant en chapelle une des chambres de leur habitation, de prendre le costume religieux, de se faire adresser des lettres sous cette rubrique à Madame la supérieure des Oblates de St Benoit, et d'avoir, par ce moyen, obtenu la remise de sommes d'argent (2).

§ 13. — *De la qualité perdue.* — Celui qui fait usage d'une qualité perdue, est considéré comme faisant usage d'une fausse qualité.

On a condamné pour escroquerie, l'individu qui, après sa révocation de commis à la recette des contributions directes, s'était fait remettre par des per-

1. Cass. 9 mars 1861. D. 61, 5, 193; 18 nov. 1867. D. 68, 1, 461.

2. C. d'ass. de la Loire-Inférieure 1883. Voir Dalloz, *Code pénal annoté*, (art. 405), 22 à 85.

sonnes imposées, les sommes dont elles étaient débitrices (1).

§ 14. — *De l'usurpation tacite d'une fausse qualité.* — M. Dalloz rapporte un arrêt de la Cour de Rouen, où furent condamnés pour escroquerie, deux individus de sexe différent, qui s'étaient présentés à une vente publique, avec les apparences du mari et de la femme, la qualité d'époux leur ayant été attribuée par erreur, ils ne l'avaient pas refusée, et à la faveur de la confiance qu'ils avaient inspirée, par cette qualité supposée, à l'officier public chargé de la vente, ils avaient obtenu la remise d'objets qui ne leur eussent pas été livrés, si leur véritable situation eût été connue (2).

M. Dalloz n'admet pas cette solution sans réserves, il fait avec beaucoup de sens une distinction: ou bien, il apparaît que les prévenus ont eu l'intention de se faire passer pour mari et femme, afin d'obtenir au moyen de la confiance que devait inspirer ce titre la remise des objets; ils pourront alors être condamnés comme escrocs; ou bien, il ne ressortira pas des circonstances, qu'ils ont employé ce moyen pour obtenir cette remise: on ne saurait alors raisonna-

1. Cass. 1 mai 1818, *S. chr.* 18, 1, 296; Voir également Cass. 10 déc. 1858. D. 59, 1, 96; Cass. 9 sept. 1869. D. 70, 1, 144.

2. Rouen, 8 sept. 1827. Dalloz, *Rép.*, vol. n. 735.

blement leur appliquer ici les peines de l'article 405, parce que, vivant maritalement, ils auront tout simplement reculé devant l'aveu de leur honte, en se laissant donner par erreur le titre d'époux.

§ 15. — *De l'usage abusif d'une qualité vraie.* — Nous verrons plus loin que, si l'usage d'une qualité vraie ne peut constituer par lui seul, un élément de manœuvres frauduleuses, il ne saurait en être de même de l'abus fait de cette qualité, pour imprimer aux allégations mensongères une gravité et une apparence de réalité, propres à commander la confiance, et à égarer la volonté de la personne trompée.

§ 16. — *Des conditions que doit réaliser l'emploi d'un faux nom ou d'une fausse qualité.* — A. Intention frauduleuse; B. L'emploi d'un faux nom ou d'une fausse qualité doit être la cause déterminante de la remise des valeurs.

Nous venons d'examiner les différentes formes que peut revêtir dans la pratique l'emploi d'un faux nom ou d'une fausse qualité, il nous reste à déterminer à quelles conditions cet emploi devient un élément constitutif de l'escroquerie.

Il faut qu'il soit frauduleux, et qu'il soit la cause déterminante de la remise des valeurs.

A. L'intention frauduleuse est de l'essence du délit d'escroquerie, comme de tous autres délits.

Quoique l'article 405 n'ait pas spécifié que l'usage de faux noms ou de fausses qualités doive être frauduleux, les principes généraux du droit pénal, et la raison elle-même, sont d'accord pour exiger cette condition. Aussi la Cour de cassation n'a-t-elle pas réputé coupable d'escroquerie, le correspondant d'une maison de commerce qui, pour éluder la prohibition à lui faite de donner des commandes dans son intérêt, a demandé des envois au nom de maisons de commerce imaginaires ou même existantes, si son intention était simplement de faire lui-même et à son bénéfice, le placement des marchandises envoyées, sans faire éprouver de préjudice à l'expéditeur (1). Elle a jugé dans le même sens, que l'emploi de faux noms ou de fausses qualités pour se faire délivrer des fonds ou des marchandises, et spécialement pour se faire arrêter et obtenir en prison les aliments et l'entretien, ne constituait pas le délit d'escroquerie, s'il résultait des circonstances de la cause, que le prévenu avait agi sans intention frauduleuse (2).

C'est le juge du fait qui est appréciateur souverain de l'existence de l'intention. L'usage d'un faux

1. Cass., 20 janvier 1855. D. 55, 1, 87.

2. Trib. corr. Millau, 31 décembre 1888. *Journ. Min. pub.* 1889, p. 72; *Sic*, trib. corr., Amiens, 20 juillet 1886. *Rec. d'Amiens*, 1886, 206.

nom ou d'une fausse qualité ne fait donc pas nécessairement présumer l'intention d'escroquer par ce moyen le bien d'autrui.

Tous les auteurs reconnaissent bien ce pouvoir du juge, mais quelques-uns font des réserves; notamment MM. Merlin (1), Bourguignon (2) et Rauter (3), qui enseignent que le juge doit admettre très difficilement la bonne foi du prévenu.

B. Il faut, en deuxième lieu, que l'usage du faux nom ou de la fausse qualité ait été la cause efficiente de la remise des valeurs escroquées; aussi, en conformité avec cette règle, on n'a pu condamner pour escroquerie le marchand, qui, après s'être établi dans une ville autre que celle où il exerçait d'abord son commerce, a imaginé, pour obtenir des livraisons d'un ancien fournisseur, de se présenter à lui en se disant le mandataire ou le recommandé d'un homonyme désigné comme exerçant toujours dans le lieu du précédent domicile, si ces livraisons lui ont été faites, non pas à raison de la qualité par lui mensongèrement prise, mais par suite de la confiance personnelle que lui avait conservée son ancien fournisseur (4).

1. *Rép. Escr. Dict. gén.* Voir *Escr.*, n° 10.

2. T. 3, p. 450.

3. T. 2, p. 531.

4. Bordeaux, 22 mars 1872, D. 73, 2, 148; *Sic.* Aix, 27

L'emploi d'un faux nom ou d'une fausse qualité peut, alors même qu'il n'a pas été la cause déterminante de la remise des valeurs, constituer un élément du délit d'escroquerie, si, pris de mauvaise foi, il a servi et assuré la fraude : ce cas s'est présenté dans le fait, par un ouvrier travaillant dans une usine, de s'être présenté chez un logeur de la localité sous un faux nom, et de s'être fait nourrir par lui (1).

Si l'emploi d'un faux nom ou d'une fausse qualité est postérieur à la remise des valeurs, il n'a pu la déterminer et, par conséquent, il ne saurait y avoir ici escroquerie.

Citons comme exemple, le fait d'un individu auquel ont été livrées des marchandises qu'il n'a pas payées, d'avoir exhibé une lettre paraissant avoir pour objet de lui attribuer un faux nom, alors que l'exhibition n'a été faite qu'après que les marchandises ont été livrées et consommées (2).

Nous avons ainsi examiné quelles conditions devait réaliser l'emploi d'un faux nom ou d'une fausse qualité, pour devenir un élément constitutif du délit d'escroquerie, et si nous supposons ces condi-

février 1880, D. 82, 2, 119; *Sic.* Angers, 5 mai 1844. *Gaz. Palais*, 84, 1, 854; V. aussi Garraud, t. 5, n° 243. Chauveau et Hélie, t. 5, n° 1990.

1. Dijon, 5 août 1868. S., 68, 2, 277.

2. Cass., 10 déc. 1869, D., 70, 1, 441.

tions réalisées, il suffit, abstraction faite de toute autre manœuvre frauduleuse, pour donner lieu à l'application de l'article 405.

§ 17. — *Cas où l'emploi d'un faux nom ou d'une fausse qualité coexiste avec l'emploi de manœuvres frauduleuses.* — Il se présente souvent en pratique, des cas d'escroquerie, où il y a tout à la fois, existence d'un faux nom ou d'une fausse qualité, et emploi de manœuvres frauduleuses (1).

Ainsi, par exemple, de la part d'individus qui, ayant usurpé la qualité de commissionnaires en marchandises et simulé une société commerciale, ainsi que des rapports sociaux purement imaginaires, ont, à l'aide de ces moyens, obtenu de nombreuses livraisons de marchandises, qu'ils déclaraient devoir être expédiées en pays étranger, et qu'ils ont immédiatement revendues à vil prix (2).

De la part d'un courtier d'assurances, qui prend la fausse qualité d'agent d'une compagnie, et use de manœuvres frauduleuses pour faire souscrire des polices (3).

De la part d'un individu qui n'a obtenu l'escompte de billets, qu'en faisant usage de la qualité d'entre-

1. Cass., 5 nov. 1853, D., 53, 5, 199; Sic. Cass., 23 avril 1857, D., 57, 1, 269.

2. Cass., 23 avril 1857, S., 57, 1, 611.

3. Paris 5 janvier 1881, *Gaz. Pal.*, 82, 1, 320.

preneur et en indiquant un domicile qui est reconnu être celui de son père, dont la solvabilité est incontestable, et qui remet, pour appuyer ses fausses allégations, une fiche donnant des renseignements favorables sur ce dernier (1).

§ 18. — *La question de savoir si le nom ou la qualité de l'inculpé lui appartient réellement, est-elle une question préjudicielle?* — Avant de terminer cette section, une dernière difficulté reste à résoudre, la question de savoir si l'inculpé a réellement le droit de porter les noms et titres qu'il est prévenu d'avoir usurpés, ne constitue-t-elle pas une question d'état, dont les tribunaux correctionnels ne puissent connaître ?

La Cour de cassation n'y a pas vu une question préjudicielle, réservée à la connaissance des tribunaux civils.

« Attendu, dit-elle, que les articles 326 et 327 du Code Napoléon, ne s'appliquent qu'à la filiation des enfants légitimes, à leur possession d'état et à toutes les réclamations, que peut faire naître leur suppression d'état ; que ces questions sont sans rapport avec la question d'identité, dont la Cour était seule juge ; que les faux titres et les faux noms usurpés par le demandeur, étaient autant d'éléments

1. Cass., 14 juin 1888, *Pand. Fr.*, 88, 1, 475.

du délit que la Cour était appelée à constater, et qu'elle avait le droit d'apprécier » (1).

SECTION II. — Des manœuvres frauduleuses.

Nous avons étudié le premier mode de perpétration du délit d'escroquerie. Les manœuvres frauduleuses dont le but est déterminé par la loi, constituent le deuxième mode, qui sera l'objet de cette section.

§ 1. — *Définition du mot manœuvre.* — Le mot manœuvre est vague par lui-même, et le sens donné par la loi à cette expression dans l'article 405, ne saurait être découvert que par l'examen attentif des différentes règles posées par les auteurs, et des nombreux arrêts qui ont eu à examiner les diverses formes, que les manœuvres frauduleuses pouvaient revêtir dans la pratique.

L'étymologie du mot manœuvre, exclut bien l'idée de simple mensonge et de tous les faits simples qui, selon (2) MM. Chauveau et Hélie, ne présentent pas la forme de combinaison de faits, de machination préparée avec plus ou moins d'adresse, de ruse ourdie avec plus ou moins d'art. Ainsi, ni les sim-

1. Cass., 14 octobre 1853, D., 54, 1, 45.

2. Chauveau et Hélie, t. 5, n. 2203.

plés mensonges ou allégations mensongères, ni les simples réticences, ne sauraient constituer des manœuvres.

§ 2. — *Dans quels cas il n'y a pas manœuvres.* —

A. Cas où il n'y a pas même de mensonges ; B. Des menaces ; C. Des mensonges verbaux ; D. Des mensonges écrits ; E. Des fausses promesses ; F. Des réticences.

A. Il n'y aura pas manœuvres, parce qu'il n'y a pas même de mensonges, et qu'on ne saurait y voir qu'un abus commis par l'agent de la confiance aveugle et spontanée, que la victime a eue dans sa loyauté et sa bonne foi, dans le fait, par un créancier, de retenir indûment un billet acquitté, et d'en poursuivre une seconde fois le paiement, si ce billet n'était resté en sa possession que par l'effet de la volonté libre du débiteur (1).

Dans l'emploi par un créancier d'un titre anéanti, pour prendre une inscription hypothécaire (2).

Dans le fait, par un créancier, soit de conserver des obligations acquittées, soit de recevoir des acomptes en argent ou en denrées, sans en donner quittance et sans en inscrire la mention au dos des obligations, soit enfin de porter le prix d'une vente

1. Cass., 8 thermidor an XIII. Dall. R. G. Vol. n. 774.

2. Cass., 6 février 1806. Dall. R. G. Vol n. 750, 5.

à une somme supérieure à celle qui est due, sans tenir compte de cet excédant au débiteur (1), dans le fait d'émettre un chèque, sans provision préalable (2), soit encore dans le fait d'un individu qui consomme des aliments, sans avoir d'argent pour les payer (3).

Soit enfin dans l'acceptation, par un médecin, d'une somme d'argent spontanément offerte, pour faire exempter un jeune homme du service militaire (4).

B. Les menaces ou voies de fait ne sauraient constituer des manœuvres frauduleuses : elles sont exclusives du consentement libre de la victime, et sont par conséquent étrangères au caractère essentiel du délit d'escroquerie.

Il n'y a donc pas escroquerie de la part de l'huissier qui, à l'aide de voies de fait, a fait payer arbitrairement des frais non taxés (5).

Ni de la part d'un débiteur, d'avoir arraché de force des mains de son créancier le billet de commerce qu'il lui a souscrit, et de l'avoir lacéré.....

1. Cass., 27 nov. 1812, S., 1814, 1, 233.

2. Aix, 31 juillet 1890, *Recueil*. Aix, 1891, 1, 287.

3. Bordeaux, 18 mars 1847. D., 48, 5, 383 ; Colmar, 25 nov. 1862. D., 63, 2, 42. *Contrà*, Metz, 9 nov. 1859. D., 63, 2, 43.

4. Cass., 14 juillet 1843. Dall., J.-G. Vol. n. 788-3.

5. Cass., 12 floréal an XIII, S., 1802, 1, 106.

... ce fait constitue le crime de suppression de titre et non un simple délit d'escroquerie (1).

C. La loi ne punit pas le simple mensonge, qu'il se rapporte à un fait actuel ou futur, que ce soit un dire simple ou une promesse (2).

La Cour de Bordeaux a formulé très-nettement cette opinion dans un de ses arrêts :

« Attendu que des mensonges plus ou moins adroits ne suffisent pas pour constituer les manœuvres, dont parle l'article 405 ; qu'il faut des actes frauduleux, ayant pour objet d'abuser ceux au préjudice desquels une trame coupable est ourdie ; que là où ne se rencontrent pas de semblables menées, de pareilles machinations, il peut y avoir indécatesse, dol simple, mais non pas escroquerie » (1).

Il peut néanmoins se présenter des espèces où il soit délicat d'apprécier s'il y a ou non manœuvres.

C'est ainsi qu'il a été soumis dernièrement aux tribunaux une espèce en apparence banale ; un individu offrait à plusieurs personnes à un prix avantageux des montres en argent doré, en affirmant qu'elles étaient en or, et dans le but d'écarter la

1. Cass., 6 germinal an XIII, Dall. R. G. Vol. n. 750.

2. Bordeaux, 9 mai 1838. D., 39, 2, 29. Nous renvoyons à MM. Chauveau et Hélie et Dalloz qui rapportent beaucoup d'arrêts statuant sur les simples mensonges, mais ne les retenant jamais pour le délit d'escroquerie.

défiance, le vendeur affirmait que la misère l'obligeait à se défaire de bijoux venant de ses parents (1).

M. Chauveau (note de l'arrêt), voit en ce fait un mensonge, éveillant en même temps la cupidité et la commisération des acheteurs, alléchés par la perspective de rendre service au vendeur, tout en faisant eux-mêmes une bonne affaire, et le savant arrêtiste conclut que la vente pouvait être attaquée pour dol, approuvant ainsi la Cour de cassation pour n'avoir pas vu dans l'espèce une manœuvre frauduleuse. Il n'y a ici, dit-il, qu'une série d'allégations mensongères, corroborées par aucun fait extérieur ou plutôt par aucune manœuvre, car si l'exhibition des montres est bien un acte matériel, elle ne saurait être considérée comme une manœuvre ; ou bien il faudrait alors supprimer toute la différence que le Code pénal a voulu établir entre le dol civil et l'escroquerie : bien plus, au point de vue civil même, la présentation et la remise de l'objet vendu ou échangé, ne seraient pas dans les conditions constitutives du dol, puisque cet acte là, d'ailleurs nécessaire à la formation et à l'exécution du contrat, ne pouvait avoir pour but de fortifier les allégations mensongères, mais risquait, au contraire, ici de faire découvrir l'erreur ; l'auteur du mensonge aurait certainement préféré qu'on traitât à l'aveugle.

1. Cass., 12 mai 1893, *Pand. chron.*, 2^e cahier, 95, 1, 49.

Pour que la manœuvre frauduleuse fût caractérisée, il faudrait tout au moins que l'exhibition de l'objet eût lieu dans les circonstances de fait spéciales, intentionnellement choisies ou combinées de manière à rendre la vérification, le contrôle impossible, ou tout au moins particulièrement difficile (1).

D'autre part, il a été jugé que le fait de l'individu qui dépose dans la coupe d'une chanteuse au moment de la quête faite par elle dans un café-concert, une pièce de 5 francs étrangère, qu'il sait être fausse, et reçoit 4 francs 90 de monnaie, ne constitue pas à défaut de manœuvres frauduleuses, le délit d'escroquerie.

Il n'y a là qu'une allégation mensongère qui, en l'absence de toute autre circonstance, est insuffisante pour caractériser la manœuvre frauduleuse (2). Mais il a été décidé que le fait par un débiteur d'avoir volontairement offert en paiement à son créancier un jeton en carton doré, ayant la forme et la couleur d'une pièce d'or de vingt francs, constitue à sa charge une manœuvre frauduleuse, ayant eu pour but de persuader l'existence d'un crédit imaginaire, et de se faire délivrer quittance ou décharge, et pré-

1. Cass. 23 août 1872 ; D. 72, 1, 288 ; 17 janvier 1878. D. 78, 1, 333 ; 19 juillet 1889. D. 90. 1, 192.

2. Caen, 18 déc. 1889. S. 91, 2, 142. *Sic.* Cass. 19 février 1880. S. 80, 1, 240 ; Riom. 31 mars 1886. S. 86. 2. 132.

sente, par conséquent, les caractères de la tentative d'escroquerie (1).

D. Pas plus que le mensonge verbal, le mensonge écrit ne suffit à lui seul, pour constituer une manœuvre frauduleuse.

C'est ainsi que la seule présentation même dolosive par un marchand ou par son commis, d'une facture exagérée, n'est pas punissable pour escroquerie (2).

Néanmoins, la Cour de cassation a vu une escroquerie dans le fait d'ajouter des chiffres sur les registres d'un office ministériel, et de faire croire ainsi à des produits plus élevés que les produits réels (3).

Cet arrêt nous semble très critiquable, car ici, comme dans le cas précédent, nous ne voyons pas apparaître de manœuvres frauduleuses; dans les deux cas, il y a eu un simple mensonge écrit.

E. Les promesses qui n'ont pas été tenues, ne sauraient pas plus que les mensonges, constituer des manœuvres frauduleuses.

1. Trib. corr. Forcalquier, 22 déc. 1894 (*Droit* 8 février 95. Dans le sens de cette décision : Cass. 23 août 1872. D. 72. 1, 280; Caen, 15 nov. 1893. Recueil de Rouen 1893. 2. 237.

2. Cass. 9 avril 1875. D. 76. 1, 45.

3. Cass. 15 août 1842. D. 47. 4. 235; *Sic.* 18 février 1865. D. 65. 1. 147.

Ce sera l'affirmation faite par un créancier, qu'il ferait mettre en liberté son débiteur, s'il obtenait le cautionnement de sa dette, affirmation non suivie d'effet (1).

Le fait du débiteur qui se fait remettre contre une promesse de paiement ultérieur, non réalisée, une quittance de sa dette, s'il n'est pas établi que cette promesse ait été accompagnée de manœuvres tendant à déterminer la remise obtenue du créancier (2).

F. Si de simples mensonges ou de fausses promesses n'ont pas le caractère de manœuvres frauduleuses, à plus forte raison, en est-il ainsi des simples réticences.

C'est ce qu'il a été jugé à l'égard du commerçant, qui ayant commencé son commerce avec de faibles ressources, l'aurait continué pendant une année, sachant que son actif était bien inférieur à son passif (3).

Mais il existe un cas, où la simple réticence suffit pour constituer une manœuvre frauduleuse, nous voulons parler du fait de l'armateur qui assure

1. Cass., 10 avril 1858.

2. Cass., 10 mai 1850, D. 51, 5, 230.

3. Cass., 24 avril 1829; 20 avril 1837. P. 38, 1, 416. *Adde.* Cass., 19 septembre 1843. D. 43, 4, 248. Cass., 4 février 1858, D. 58, 5. 164.

son navire à un moment où il en connaît déjà la perte (1); nous reviendrons d'ailleurs plus loin sur ce point.

§ 3. — *Des actes extérieurs accompagnant le mensonge.* — A. Intervention d'un tiers; B. Production d'un écrit. — Mais les allégations, les promesses mensongères, les réticences, constituent des manœuvres frauduleuses lorsque leur nature dolosive ressort d'actes extérieurs, tels que l'intervention d'un tiers, la production d'une lettre, une démarche ostensible, un voyage prétexté, tout acte matériel en un mot, qui vient fortifier les mensonges et les promesses, et faire croire à leurs assertions par une certaine mise en scène d'une action préparée à l'avance (2).

A. L'intervention d'un tiers convertira le mensonge en manœuvre dans les cas suivants :

Dans le fait d'un individu qui se présentant pour faire un achat, a fait confirmer ses déclarations mensongères par un acolyte qui a feint d'offrir le dépôt d'une somme d'argent à titre de garantie (3).

Dans le fait d'individus, feignant d'être étrangers à la personne chargée de vendre un immeuble,

1. Art. 367. *C. Com.*

2. Chauveau et Hélie, t. 5, n° 2205.

3. Bourges, 11 février 1841 S. 42. 2, 110.

d'avoir amené sous le titre apparent et mensonger de conseillers et d'amis, un jeune homme riche et inexpérimenté à acquérir cet immeuble pour un prix excédant de beaucoup celui fixé par le vendeur, et d'avoir, par cette manœuvre, réalisé à son détriment, un bénéfice à partager avec les mandataires de ce vendeur (1).

Il importe peu que le tiers soit de bonne ou mauvaise foi, connaisse ou non le rôle qu'il joue. Il y a seulement intérêt au point de vue de la poursuite de ce tiers comme complice (2).

Si le tiers est le commis ou le serviteur de l'auteur principal, la jurisprudence décide que la manœuvre frauduleuse n'est pas suffisamment caractérisée.

Ce n'est pas non plus, s'adresser à un tiers que faire publier dans un journal à soi, dans un but de lucre ou de spéculation, des faits faux (3).

B. Il y aura mensonge et production d'un écrit destiné à corroborer et à fortifier ce mensonge, dans le fait du vendeur d'un immeuble qui obtient

1. Cass., 15 juin 1864. D. 68, 5, 191. *Sic.* Cass., 16 février 1873, S. 73, 1, 351. Beaucoup d'arrêts de ce genre sont rapportés par Dalloz, J. G. Vol. n° 756-7 et *Gaz. du Palais, Rép. Alphabétique. Escr.*, n° 53.

2. Cass., 10 sept. 1880, D. 81, 1, 144. Cass., 16 juin 1863, D. 63, 1, 385. Cass., 12 nov. 1866, D. 68, 1, 442.

3. Cass. 31 mars 1854. P. 54, 1, 446; 10 mars 1882. P. 83, 1, 75.

de son acquéreur, un prix très supérieur à la valeur de la chose vendue, en lui faisant, à l'aide d'assertions mensongères contenues sciemment dans une correspondance, croire à la réalisation purement chimérique d'un bail qui devait compenser l'élévation du prix d'achat (1);

Dans le fait d'obtenir des crédits, à l'aide d'un certificat de contributions qui n'avaient pas été payées (2).

§ 4. — *Des allégations mensongères émanant d'une personne dont les paroles, à raison de sa qualité, inspirent confiance.* — Les allégations mensongères peuvent constituer encore des manœuvres frauduleuses, lorsqu'elles émanent d'une personne dont les paroles, à raison de sa qualité, inspirent la confiance; ce sont des personnes qui, élues par le suffrage de leurs concitoyens, ou choisies par le gouvernement après une enquête minutieuse, présentent des garanties de moralité et de sincérité, qu'il serait injurieux de mettre en doute.

C'est pour ces raisons, qu'on a pu déclarer coupable d'escroquerie :

Le notaire qui, à l'aide de simples mensonges,

1. Cass., 14 mai 1847. *B. cr.*, 102.

2. Douai, 2 nov. 1844. *D.* 45, 4, 247.

s'est fait remettre par son client des fonds, qu'il a ensuite employés dans son intérêt personnel (1).

Nous devons mentionner ici une espèce rapportée par tous les criminalistes. « Il s'agit d'un sieur Gély, curé, confesseur et médecin d'une personne malade, qui, après avoir abusé de l'influence que cette triple qualité lui donnait sur celui-ci pour lui persuader que le moyen le plus sûr d'assurer son bien à l'Eglise, ainsi qu'il en avait manifesté l'intention, était de lui en faire directement la vente, sauf par lui à accomplir la volonté du donateur, et qui, après avoir fait signer à ce malade un premier acte dans lequel le donateur se réservait l'usufruit, a lacéré cet acte pour y substituer un second où la vente était pure et simple, et l'a fait signer au malade, sans lui en donner lecture au moment où il venait de le confesser, et alors qu'il avait eu soin d'éloigner tout témoin, et que, plus tard, ce même curé a nié le fidéicommiss, s'est présenté comme acquéreur sérieux, et s'est emparé de la succession du prétendu vendeur » (2).

§ 5. — *Examen de certaines espèces délicates.* — Pour nous résumer, la jurisprudence ne considère les manœuvres comme un élément du délit d'escroque-

1. Cass. 28 avril 1856. D. 57, 5, 14.

2. Cass. 3 avril 1857. D, 57, 1, 228.

rie, que dans les cas où elles prennent un corps, revêtent une forme, et deviennent pour ainsi dire visibles ou tangibles. « Mais, dit M. Garraud (1), si la jurisprudence est restée ferme sur les principes, elle est de moins en moins exigeante sur son application. On peut dire que le moindre fait, le moindre acte venant fortifier le mensonge est une manœuvre, au sens de la loi. »

Nous trouvons cette sévérité de bon aloi devant l'impudence et l'habileté croissante des escrocs, devenus de plus en plus en nombreux, et nous aurions mauvaise grâce à blâmer les tribunaux qui protègent avec tant de zèle la fortune des particuliers ; mais si nous nous plaçons au point de vue de la stricte application de la loi qui est de règle en droit pénal, nous devons reconnaître que cette interprétation est souvent arbitraire et forcée.

On pourrait, pour ces raisons, critiquer l'arrêt qui a vu une manœuvre frauduleuse, dans le fait d'un maire, qui, pour bénéficier de l'exemption d'impôts accordée par la loi du 1^{er} décembre 1887, aux propriétaires replantant en vignes des terrains phylloxérés, produisait devant le commissaire de répartition une déclaration inexacte, obtenait ainsi en abus de sa qualité, l'admission de sa demande, et

1. Garraud, t. 5, n. 249.

se prévalait de cette abhésion auprès de l'administration pour faire dégrever de l'impôt des parcelles qu'il n'avait pas réellement replantées (1).

Nous ferons le même reproche à la qualification du délit d'escroquerie donnée à celui qui parcourt les rues en distribuant à prix d'argent un journal qu'il annonce comme contenant une nouvelle en réalité imaginaire, alors que le journal reproduit la même nouvelle en caractère assez apparents pour fixer les regards du public (2).

§ 6. — *Conditions que doivent réaliser les manœuvres frauduleuses.* — A. Intention frauduleuse. B. Faut-il que les manœuvres soient de nature à déjouer une prudence ordinaire? C. Il faut qu'elles aient été la cause directe et immédiate de la remise; D. Il n'est pas nécessaire qu'elles aient été pratiquées à l'égard de celui qui a délivré les valeurs; E. Connexité des manœuvres.

Nous avons jusqu'ici essayé de déterminer le caractère légal de la manœuvre. Certaines conditions sont exigées, pour qu'elle soit punissable.

Il faut qu'elle soit frauduleuse; qu'elle ait été la cause déterminante de la remise des valeurs

1. Cass., 28 février 1889, D., 90, 1, 44.

2. Cass., 19 déc. 1884, S., 85, 1, 144; Cass., 29 octobre 1886, S., 86, 1, 496.

escroquées ; qu'elle ait été employée dans le but soit de persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, soit de faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de toute autre événement chimérique.

C'est cette dernière condition, qui spécialise la manœuvre frauduleuse, et la distingue des deux moyens frauduleux étudiés plus haut.

A. Les manœuvres doivent être frauduleuses. Il faut que, d'une part, l'agent sache qu'il en impose par ses promesses, par ses entreprises, par les espérances qu'il donne, en un mot qu'il soit de mauvaise foi. Il faut, d'autre part, que sa prétendue victime ait ignoré que les espérances fussent chimériques.

Le double sens de ce mot fraude est fort bien mis en évidence par un arrêt de la Cour de cassation :

« Attendu que, pour constituer le délit d'escroquerie, il faut nécessairement qu'il y ait eu abus de crédulité ; ce qui ne peut arriver que quand il est acquis que le prévenu d'escroquerie savait qu'il en imposait sur ses promesses, ses entreprises, et les espérances qu'il donnait, et que ceux avec lesquels il traitait, ignoraient réellement que leur adversaire se targuait de fausses promesses, de fausses entreprises et qu'il les berçait d'espérances chimériques ; car l'on n'abuse pas de la crédulité d'autrui, lorsque

l'on croit vrais les faits qu'on lui débite ; et la crédulité de celui-ci n'est point abusée, lorsqu'il connaissait d'avance la fausseté des faits qui lui sont racontés » (1).

Dans l'espèce suivante, on n'a pu condamner le prévenu, parce qu'il était de bonne foi : il s'agissait d'un individu, qui s'était fait remettre par diverses personnes, en leur faisant voir le livre de l'Ancien Grimoire, certaines sommes pour frais des expériences par lesquelles il disait pouvoir faire de l'or, mais qui croyait sincèrement à l'efficacité des procédés qu'il employait, et dont la bonne foi a été reconnue (2).

B. Faut-il que les manœuvres soient de nature à déjouer une prudence ordinaire ? ou bien, en d'autres termes, ne suffit-il pas qu'elles aient trompé la crédulité de la personne qui en a été la victime ?

Dans une première période qui commence à la loi de 1791, la jurisprudence adopta l'affirmative.

Elle décidait que le délit d'escroquerie ne pourrait résulter que de manœuvres pratiquées avec un art propre à surprendre la crédulité d'une personne ayant l'intelligence ordinaire de ses intérêts ; celles

1. Cass., 13 fructidor an XIII. Devilleneuve, 1808, 1, 158.

2. Cass., 26 août 1824, S., 25, 1, 208. En même sens : Cass., 3 avril 1886, *Gaz. Pal.*, 86, 2, 688 ; Trib. corr. Seine, 3 juillet 1888 (*Loi*, 24 juillet 1888).

qui n'ont réussi qu'à raison de la faiblesse d'esprit ou du défaut de prudence de la personne trompée ne constituent que le simple dol civil prévu par les articles 1116 et 1117 du Code civil (1). M. Dalloz a très bien mis en lumière les conséquences déplora- bles de cette interprétation. « De ce qu'un homme, dit-il, n'est pas doué de la prudence ordinaire qui dirige le commerce des hommes, et surtout de celle qui préside aux opérations d'un commerçant bien avisé; de ce qu'il a l'esprit borné, crédule, de ce qu'il est facile à tromper, il ne s'ensuit pas qu'il n'ait pas droit à la protection de la loi : moins il est capable de se défendre lui-même, plus il a besoin que la loi, au contraire, vienne à son secours. Et quant à l'agent, il n'est pas moins coupable, parce qu'il lui a suffi du piège le plus grossier pour at- teindre son but, et qu'il n'a pas eu besoin pour cela de déployer toutes les ressources d'un esprit exercé à tromper. »

Aussi ce système qui déduit la criminalité de l'a- gent du degré plus ou moins élevé de l'habileté avec laquelle il a procédé, n'a-t-il pas prévalu longtemps. La jurisprudence actuelle, conformément à l'opinion de la doctrine, n'admet plus la distinction sur laquelle se fondaient les arrêts précités : pour devenir l'un

1. Cass., 13 mars 1806; 23 avril 1807; Dall., *Rep. Escr.*, vol. 1276, 7.

des éléments de l'escroquerie, il suffit que les manœuvres frauduleuses aient trompé la crédulité de celui qui en était l'objet, et qu'elles aient eu une influence déterminante sur sa volonté (1).

C. Il faut en outre que les manœuvres aient été la cause directe et immédiate de la remise de la valeur ou de l'objet convoité.

Il a été jugé spécialement, que les manœuvres frauduleuses mises en œuvre par les fondateurs et administrateurs d'une société anonyme et de nature à induire en erreur sur la réelle valeur des actions de ladite société, ne peuvent revêtir au regard d'un acquéreur de ces actions, le caractère du délit d'escroquerie, qu'autant qu'elles ont été la cause déterminante de leur acquisition, par celui-ci ; ces caractères font notamment défaut, lorsqu'il est constant, en fait, que l'acquéreur, étant un homme expérimenté, ayant l'habitude des choses de bourse, savait à quoi s'en tenir sur la valeur réelle des titres, qu'il acquérait dans un but unique de spéculation, ou pour mieux dire de jeu (2).

D. Il n'est pas nécessaire que les manœuvres aient été pratiquées à l'égard de celui qui a délivré

1. Cass. 23 nov. 1838 P. 39, 2, 542.

2. Orléans, 9 février 1886. *Gaz. Pal* 86, 1, 490, Voir également Cass. 14 février 1888. *Gaz. Midi*, 3 mars 1889. Orléans, 31 déc. 1889 *Droit*, 7 janvier 1890.

les valeurs ; dans le cas suivant, elles ont été pratiquées à l'égard d'un tiers qui était chargé non d'acquitter les sommes demandées, mais seulement d'ordonnancer les mandats à l'aide desquels elles ont été touchées indûment (1).

E. Il n'est pas non plus nécessaire que les manœuvres frauduleuses aient été toutes pratiquées le même jour, ni au même lieu, il suffit qu'il y ait connexité entre les unes et les autres (2).

SECTION III. — But des manœuvres frauduleuses.

Nous avons examiné le caractère légal des manœuvres frauduleuses, et les conditions qu'elles doivent remplir, pour tomber sous l'application de la loi pénale.

Si on met à part, les différences qui tiennent à la nature même des manœuvres frauduleuses, on peut dire que les mêmes conditions sont exigées pour l'emploi d'un faux nom ou d'une fausse qualité. Il faut, dans les deux cas, qu'il y ait fraude, qu'elle soit de nature à tromper la prudence de la personne contre laquelle elle est dirigée, et qu'elle ait été la cause déterminante de la remise des valeurs ainsi escroquées ; mais à l'égard des manœuvres fraudu-

1. Cass., 26 juillet 1873, D. 73, 1, 388.

2. Caen, Recueil 1870, p. 238.

leuses, une condition est exigée en plus : « Il faut dit l'article 405, qu'elles aient été spécialement employées pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident, ou de tout autre événement chimérique ».

De nombreuses décisions ont consacré cette règle. Il a été jugé notamment :

Qu'il ne suffit pas, pour appliquer les peines de l'escroquerie, qu'il soit déclaré que l'agent a fait emploi de manœuvres frauduleuses, qu'il faut encore que le but de ces manœuvres soit clairement indiqué (1).

Que l'existence de la manœuvre frauduleuse suivie de remise de fonds ne suffit pas pour constituer le délit, il faut encore que la manœuvre ait eu le but spécifié par l'article 405 (2).

Aussi le fait par un directeur de filature, d'employer un dévidoir frauduleusement élargi, et des poids surchargés dans le but de tromper les ouvriers sur la quantité des cotons qu'ils travaillent, et de les priver ainsi d'une partie de leur salaire, est un fait assurément blâmable et malhonnête, mais il ne

1. Cass., 4 janvier 1842. S. 12, 1, 304.

1. Trib. Seine, 6 mars 1883. *Gaz. Pal.* 83, 1, 448.

constitue pas les manœuvres frauduleuses voulues par la loi (1).

Le droit pénal belge, plus compréhensif que le nôtre, fait résulter l'escroquerie de manœuvres employées pour abuser de la confiance et de la crédulité d'autrui. Il a pu être jugé en Belgique qu'il y a manœuvres frauduleuses constitutives de l'escroquerie, de la part du marchand de bestiaux, qui ayant chargé un tiers de vendre pour son compte un animal à une foire, se présente lui-même comme amateur, au moment où l'animal est examiné par un acheteur, vante les qualités de la bête, en offre un prix plus élevé que le prix offert par l'acheteur, et amène ainsi celui-ci à acquérir l'animal, pour un prix supérieur à la valeur réelle (2).

Nous allons maintenant examiner séparément ce qu'il faut entendre par les fausses entreprises, le crédit ou le pouvoir imaginaire, et les espérances ou les craintes de tout événement chimérique, que les manœuvres doivent avoir pour objet de persuader ou de faire naître.

§ 1. — *Fausse entreprise.*

A. — *Définition.* — Il y a fausse entreprise, dit M. Blanche, non seulement dans une entreprise qui

1. Cass., 25 février 1851 D. 51, 5, 1, 215.

2. Dinant, 1^{er} décembre 1880, S. 81, 4, 31.

est de tout point chimérique, mais encore dans celle qui, partiellement vraie, présente, dans certaines parties qui la composent, des circonstances entièrement fausses (1).

M. Carnot semble admettre que par les mots « fausses entreprises », la loi n'a entendu parler que d'entreprises qui n'auraient aucune existence réelle, de sorte que l'article 405 serait inapplicable au cas où il s'agirait d'entreprises réelles, dont on aurait considérablement exagéré l'importance (2).

Mais la grande majorité des auteurs et la jurisprudence rejettent cette opinion, et enseignent avec raison qu'on ne saurait voir aucune différence, soit quant à la moralité, soit quant au résultat, entre persuader l'existence d'une entreprise qui n'existe pas, et présenter comme une brillante opération, ce qu'on sait n'être qu'une chétive et funeste entreprise.

Il a été décidé dans ce dernier sens, que l'individu qui, pour obtenir des remises d'argent, a dénaturé les résultats d'une entreprise dont le fond est certain, en faisant figurer dans ses états des dépenses exagérées ou fictives, est à bon droit, tout aussi bien que celui qui suppose une entreprise

1. Blanche, t. 6, n. 167.

2. Carnot, *Code pénal*, art. 405, t. 2, n. 8

chimérique dans son ensemble, déclaré coupable d'escroquerie (1).

« Les escroqueries de cette catégorie se commettent le plus fréquemment en matière de sociétés financières et d'assurances, mais nous devons dire que ces sortes d'escroqueries peuvent également avoir été commises en vue de persuader l'existence ou le pouvoir imaginaire, et de faire naître l'espérance d'un événement chimérique : c'est seulement dans un but unique de méthode et de clarté que nous les étudions dans la classe des fausses entreprises.

B. *Escroqueries à la société*. — M. Garraud, analysant avec tant de compétence les décisions nombreuses rendues en matière d'escroqueries à la société, y découvre 3 séries d'hypothèses bien distinctes (2).

Dans une première hypothèse, il suppose un individu, qui, pour capter la confiance et obtenir des remises de fonds, a simulé une société qui est de pure imagination. Il ne saurait y avoir là, dit-il, délit d'escroquerie, parce qu'il n'y a que des allégations mensongères, à moins qu'il n'y ait eu emploi de faux nom ou de fausses qualités, ou qu'une mise en scène ne soit venue confirmer les mensonges.

1. Cass., 21 déc. 1860, D. 61, 5, 192. On pourrait multiplier les exemples. V. Cass. 5 déc. 1883. S. 84, 1, 94. Cass. 9 mai 1885. *Gaz. Pal.* 85, 2, 437.

2. Garraud, t. 5. n. 254.

Dans une deuxième hypothèse, dit-il, l'agent va plus loin, il lance des prospectus, des circulaires annonçant la constitution de cette société qui n'existe pas ; il publie dans le but de se procurer des fonds, une liste de prétendus associés. La Cour de cassation considère également comme actes ou faits extérieurs :

1° Les formes diverses, brochures, journal, prospectus, bulletins de souscription, adoptés pour la publicité ;

2° Les exemples cités à titre de démonstration, les calculs techniques, les tableaux de capitalisation ;

3° Les caractères typographiques de dimension particulière employés avec art, les dispositions de mise en page, etc., etc.

4° Les rapprochements habilement combinés entre les valeurs les plus sûres du marché financier, et celles que l'on offre au public (1).

Tous ces agissements constituent une mise en scène suffisante pour donner lieu à l'application de l'article 405. Nous trouvons même que l'emploi de la publicité par le journal et par l'affiche, devrait être une circonstance aggravante de l'escroquerie, qui la rende passible des peines criminelles (2). Car,

1. Cass., 26 juin 1885. S. 86, 1, 521.

2. Telle est l'opinion de M. Planiol, *loc. cit.*

comme le dit M. Ruben de Couder, qui a bien mis en lumière cette complicité fréquente de la presse avec les escrocs et les maîtres chanteurs, si la publicité, liée à l'existence, aux progrès du commerce moderne, dont elle est devenue l'un des besoins les plus impérieux, prête aux entreprises honnêtes, assurées dans leur avenir, une force incomparable de succès et de vitalité, elle n'est devenue que trop souvent aujourd'hui l'instrument de gens tarés, d'intrigants sans foi ni loi, qui exploitent la crédulité sans limites, que beaucoup de personnes même intelligentes et instruites ont pour tout ce qui est imprimé » (1).

Dans une troisième hypothèse, M. Garraud signale les procédés de l'escroc, devenus plus perfectionnés, en raison de la défiance croissante des gens qui placent leur argent. La publicité ne leur offrant pas à tous des garanties complètes, il a fallu, pour donner une apparence de réalité à la société, accomplir toutes les formalités extérieures, exigées par la loi : elles consistent dans le dépôt de l'acte constitutif de société chez un notaire, dans la déclaration de souscription des actions et de versement des fonds, dans la tenue d'assemblées générales, pour approuver les apports et les distributions de divi-

1. Sirey, 1885, 1, 233, note.

dendes. La plupart de ces faits constituent d'ailleurs des fraudes en matière de sociétés, prévues par la loi du 24 juillet 1867.

L'article 15 de cette loi est ainsi conçu :

« Sont punis des peines portées par l'article 405 du Code pénal, sans préjudice de l'application de cet article à tous les faits constitutifs du délit d'escroquerie :

1° Ceux qui, par simulation de souscriptions ou de versements, ou par publication, faite de mauvaise foi, de souscriptions ou de versements qui n'existent pas, ou de tous autres faits faux, ont obtenu ou tenté d'obtenir des souscriptions ou des versements;

2° Ceux qui, pour provoquer des souscriptions ou des versements, ont, de mauvaise foi, publié les noms de personnes désignées, contrairement à la vérité, comme étant ou devant être attachées à la société, à un titre quelconque.

3° Les gérants, qui, en l'absence d'inventaires ou au moyen d'inventaires frauduleux, ont opéré entre les actionnaires la répartition de dividendes fictifs. Les membres du conseil de surveillance ne sont pas civilement responsables des délits commis par le gérant » (1).

1. M. Planiol (*Revue critique, loco citato*) conteste à juste titre l'assimilation faite par cette loi de la distribution de

Les dispositions de cet article ne visent spécialement que les sociétés en commandite par actions. L'article 45 de cette loi en étend l'application aux sociétés anonymes, mais les sociétés anonymes d'assurances sur la vie, ainsi que toutes les sociétés civiles, même à forme commerciale, restent en dehors des règles de cette loi (1).

Il faudra donc leur appliquer les règles du droit commun en ce qui concerne l'escroquerie.

Il ne faudrait pas croire d'ailleurs que les seuls faits mentionnés dans l'article 15, puissent être punis des peines portées par l'article 495, lorsqu'il s'agit des sociétés en commandite par actions, ou anonymes.

Il peut se faire d'abord que certaines fraudes ne tombent pas sous le coup de la loi de 1867, mais soient prévues par l'article 405 (l'article 15 fait d'ailleurs cette réserve). Citons comme exemple, la présentation d'un compte exagéré, lorsque des manœuvres frauduleuses ont été employées pour faire croire à la sincérité des énonciations mensongères

dividendes fictifs, au délit d'escroquerie. Il y aurait plutôt ici fraude dans l'exécution d'une obligation et par conséquent abus de confiance ; car en prenant sur le capital pour donner des dividendes à leurs actionnaires, les gérants ont contrevenu à l'obligation légale de ne distribuer de dividendes qu'en cas de bénéfices réels.

1. Cass., 9 mars 1879. D. 79, 1, 315.

qu'il renferme, et si ce moyen a procuré à celui qui l'a employé, l'obtention de sommes auxquelles il n'avait pas droit (1).

Il peut aussi arriver qu'une même fraude soit punie par les deux textes précités. Le ministère public pourra ici choisir l'une ou l'autre des qualifications dans sa poursuite. Et, quant à la question de savoir si le fait jugé définitivement sous l'une de ces qualifications, peut encore être poursuivi sous l'autre, elle est résolue négativement par la jurisprudence qui applique ici la règle *non bis in idem*. C'est ainsi qu'il a été jugé qu'on ne peut retenir comme manœuvres frauduleuses, au point de vue de l'article 405, les irrégularités qui constituent des délits spéciaux prévus et punis par la loi du 24 juillet 1867, alors que ces délits ont déjà été retenus et jugés vis-à-vis des mêmes prévenus : ce serait appliquer deux peines aux mêmes faits, en leur donnant des qualifications différentes (2).

Une société nulle ne constitue pas une fausse entreprise et elle ne peut être considérée comme telle que s'il résulte des constatations souveraines de l'arrêt que cette société a été une société de fait (3).

1. Cass., 26 janvier 1871. D. 71, 1, 272.

2. Lyon, 26 mai 1887, *Mon. Lyon*, 18 juin 1887.

3. Cass., 30 avril 1891. D. 91, 1, 491.

C. — *Escroqueries en matière d'assurances.* — La disposition de l'article 348 du Code de commerce, d'après laquelle toute réticence, toute fausse déclaration de la part de l'assuré, toute différence entre le contrat d'assurances et le connaissance, qui diminueraient ou changeraient l'objet du risque, entraînent la nullité de l'assurance, n'est pas exclusive de l'action publique pour délit d'escroquerie, à raison de ces mêmes faits; si les éléments de délit d'escroquerie y sont constatés, la sanction sera double; civile et pénale (1).

Le Code de commerce prévoit néanmoins un cas où il y aura escroquerie, même en l'absence des manœuvres frauduleuses. Les articles 365, 367, 368 visent en effet l'assuré ou l'assureur qui, après la perte ou l'arrivée des objets assurés, ou du navire, et lorsqu'ils en ont acquis la connaissance, viennent cependant, à l'aide du silence dont ils s'enveloppent, et d'une fraude coupable, stipuler les conditions d'une assurance.

Le contrat d'assurances est alors nul; le coupable devra payer une double prime, et sera poursuivi correctionnellement, dit l'article 368 *in fine*. Cette dernière disposition ne peut avoir un carac-

1. Cass., 2 juin 1864, S. 64, 1, 302. Cass., 2 janvier 1863. D. 63, 1, 383. *Contrà*, Aix, 14 mars 1857, S. 57, 2, 244.

tère simplement comminatoire, et elle ne peut trouver son application que dans l'article 403 (1).

La peine de l'article 368 n'est d'ailleurs qu'une réparation civile et il a fallu ranger au point de vue pénal le contrat d'assurances dans une classe à part. Il repose uniquement sur la bonne foi, les déclarations de l'assuré forment en effet la base de la stipulation, et le plus souvent il est impossible à l'assureur de les contrôler.

Dans un tel contrat, on peut donc dire que tout mensonge tend à se confondre avec une manœuvre frauduleuse et à en revêtir le caractère.

Les assurances terrestres sont soumises aux règles du droit commun, en ce qui concerne les conditions exigées pour qu'il y ait délit d'escroquerie.

Il a été jugé, qu'il y avait escroquerie de la part de l'assuré qui, ayant été victime d'un incendie, avait présenté aux agents de la Compagnie d'assurance et aux experts chargés d'apprécier le préjudice, un état mensonger des objets mobiliers détruits, et une partie seulement des objets non consumés, la plus grande partie des objets sauvés ayant été par lui transportés dans un grenier et dissimulés dans des sacs (2).

1. Loqué, *Sic.* t. 4, p. 200 et suiv.

2. Cass. 6 mars 1886. S. 86, 1, 44. *Sic.* Bordeaux, 2 mai 1890. S. 92, 2, 217.

§ 2. — *Pouvoir et crédit imaginaire.*

A. — *Définition.* — Le pouvoir imaginaire, c'est l'autorité qu'une personne s'attribue à tort, quand par exemple elle invoque une situation sociale qu'elle ne possède pas en réalité.

Le crédit imaginaire intervient quand une personne prétend avoir une influence, des relations qu'elle n'a pas.

Le pouvoir et le crédit imaginaire consistent également, dit M. Garraud, à s'appuyer sur un pouvoir ou sur un crédit réel pour faire des promesses que ce pouvoir ou ce crédit ne peuvent réaliser (1).

C'est dans cette catégorie de faits qu'il faut ranger les promesses moyennant un prix, de faire exempter d'un service public ; de procurer un emploi ou tout autre avantage officiel. Les escroqueries de cette espèce, les plus usitées sont relatives aux promesses d'exemption du service militaire et au trafic des décorations, et en particulier de celles de la Légion d'Honneur.

B. — *Promesses d'exemption du service militaire.* — Nous ferons tout d'abord une distinction.

Si l'agent possède réellement la situation officielle qu'il invoque et le crédit qui y est attaché, ou si,

1. Garraud, t. 5, n° 256.

simple particulier, il a réellement l'influence qu'il s'attribue, il y aura ici dans le premier cas, trafic de la fonction prévue par l'article 177 C. pénal, et dans le deuxième cas, trafic d'influence prévu par l'article 177, nouveau. Loi, 4 juillet 1889. Article unique.

Une deuxième distinction doit être faite, suivant que la promesse n'a pas été accompagnée de manœuvres frauduleuses, et qu'elle émane d'un individu qui n'avait pas de qualité propre à faire croire qu'elle pouvait aboutir, ou suivant qu'elle émane d'une personne, revêtue d'une qualité réelle ou simulée, qui pouvait en imposer.

Dans le premier cas, il ne saurait y avoir escroquerie, puisqu'il n'y a pas de manœuvres frauduleuses.

Blanche admet cette solution ; aussi critique-t-il certains arrêts de la Cour de cassation qui a jugé notamment que l'individu qui se faisait remettre ou délivrer des fonds, meubles ou obligations, dispositions, billets, quittances ou décharges, sous la promesse chimérique de soustraire un conscrit au service militaire, auquel il était appelé, commettait le délit d'escroquerie (1).

1. Cass. 9 juillet 1813. Dall. Vol, n. 713. Cass. 4 avril 1839. S. 39, 1, 700. *Contrà*, Blanche, n. 175, t. 6.

Néanmoins, dans un arrêt, la Cour de cassation a adopté l'opinion contraire (1).

Dans le deuxième cas, il y aura sans aucun doute délit d'escroquerie, ainsi que le constatent de nombreuses dérisions.

Le médecin qui accepte des sommes d'argent qui devaient être le moyen et le prix de la libération de jeunes gens appelés au recrutement de l'armée, acceptation précédée d'une convention relative à la destination de ces sommes : il y a là, persuasion de l'existence d'un crédit imaginaire, et accréditant l'espérance d'un succès chimérique (2).

Il pourrait aussi y avoir trafic d'influence, si le prévenu prétendait et rendait même vraisemblable qu'une partie des sommes dont il a obtenu la remise, étaient destinées à acheter les complaisances coupables du chirurgien.

Ce fait spécial pourrait encore donner lieu à une poursuite distincte pour corruption de fonctionnaire.

L'article 405 et l'article 177 pourront donc s'appliquer également au prévenu : l'application de l'un ou l'autre de ces articles n'est pourtant pas indifférente, en ce sens que l'article 405 punit seul la tentative.

1. Cass., 11 nov. 1847. D. 47, 4, 235.

2. Cass., 4 avril 1839 précité; Cass., 14 nov. 1842. D. 42, 5, 247.

Mais doit-on considérer l'exemption du service militaire comme « une faveur quelconque accordée par l'autorité publique », dont parle la loi du 4 juillet 1889? En vain, dirait-on, que c'est tout simplement la constatation de l'inaptitude au service militaire; le mot faveur est un terme générique, qui doit s'entendre de tous les avantages qui peuvent advenir aux particuliers du fait de l'autorité publique : or, il n'est pas douteux que ce soit malheureusement une faveur très recherchée, que celle d'obtenir l'exemption du service militaire (1).

Une dernière observation doit être faite au cas où l'évènement s'est réalisé, c'est-à-dire l'exemption obtenue. Si c'est grâce au concours de l'individu qui s'en est chargé, il ne saurait y avoir escroquerie, mais il y aura trafic d'influence qui sera crime ou délit, suivant la qualité de la personne qui l'aura commis. Si l'évènement s'est réalisé, par des causes indépendantes de cet individu, l'évènement était à son égard chimérique et le crédit imaginaire, l'escroquerie aura été ainsi commise (2).

C. — *Escroqueries à la Légion d'Honneur.* — En ce qui concerne le trafic de décorations, nous avons les mêmes restrictions et observations à faire :

1. Cass. 9 mars 1895. S. 95, 1, 378.

2. Cass. 1863. D. 63 1, 488.

S'il a été jugé qu'il y avait escroquerie dans le fait, par un sénateur dénué d'influence et de crédit, de s'être fait remettre des sommes d'argent pour procurer à des tiers la décoration de la Légion d'Honneur (qu'ils n'ont pas obtenue), en recourant à l'intervention de différentes personnes, qui ont fait usage de faux noms et ont abusé de la qualité de ce sénateur pour racoler les dupes, en colorant en outre les remises d'argent sous certains prétextes, œuvres de bienfaisance, prêts fictifs, de nature à les rendre moins choquantes, et en organisant enfin une mise en scène destinée à persuader aux victimes de ces manœuvres, que leur nomination serait déterminée par l'influence et le crédit du sénateur, présentait tant au regard du sénateur que de tous ceux qui ont concouru à ses agissements, les caractères constitutifs du délit d'escroquerie (1).

Il a été jugé d'autre part que ne constituait pas le délit d'escroquerie, le fait de se faire remettre des espèces ou des valeurs comme rémunération de démarches à faire auprès des autorités compétentes pour obtenir à un candidat à la décoration la croix de la Légion d'Honneur, si la personne qui louait ainsi ses services, possédait auprès de ces autorités un crédit réel et notoire, et avait cru elle-même de

1. Cass. 16 janvier et 18 juillet 1888. S. 89, 1, 185.

bonne foi pouvoir parvenir, grâce à ce crédit, à la réalisation de ses promesses (1).

Mais le chef de l'Etat, disposant seul de la décoration, toute autre personne, quelle que soit sa situation, qui promet cette distinction en son propre nom, avec certitude, pour telle époque déterminée, ne peut, n'ayant à cet égard qu'un crédit imaginaire, que faire naître l'espérance d'un événement chimérique et si, en échange de cette promesse, elle se fait remettre des fonds, etc., elle est passible des peines édictées par l'art 405.

D. — *Autres exemples d'escroqueries de cette catégorie.* — En dehors de ces escroqueries que nous venons d'examiner, qui sont, il est vrai, les cas les plus intéressants de cette catégorie d'escroqueries, le crédit imaginaire intervient dans une foule d'autres arrêts.

Citons le fait d'un employé de l'administration de l'enregistrement de se faire remettre des sommes d'argent de contrevenants aux règlements de la voirie en leur persuadant l'existence de puissantes in-

1. Trib. corr. Seine 1 mars 1888. *Gaz. Pal.* 88, 1, 367; Paris, 26 mars 1888. *Gaz. Pal.* 88, 1, 521. Il s'agit ici de l'affaire Wilson. La cour d'appel de Paris ne l'a pas reconnu coupable, car elle pensait que l'influence notoirement puissante du prévenu s'était réellement mise en œuvre, et que les recommandations et démarches annoncés avaient eu lieu.

terventions, à l'aide desquelles il leur ferait remettre une partie des amendes, auxquelles le conseil de préfecture les a condamnés par défaut, alors que sur de simples oppositions ce conseil est dans l'usage d'accorder facilement une modération d'amende (1).

Le fait d'un individu qui, à l'aide de manœuvres frauduleuses, abuse de la crédulité d'un paysan pour le faire croire à son pouvoir de garantir contre les pertes de bétail attribuées à un sort, et pour se faire payer à l'effet de le soustraire à l'influence de la personne qui lui aurait jeté un sort (2)

Citons encore le fait par un général, sous-chef d'Etat major au ministère de la guerre, de se faire remettre des fonds par des industriels inventeurs d'une gamelle brevetée, à l'aide de manœuvres frauduleuses tendant à persuader auxdits industriels, qu'il était en son pouvoir, d'obtenir l'ajournement indéfini d'une adjudication déjà annoncée de gamelles militaires, et de les mettre ainsi à même de traiter de gré à gré avec l'administration militaire, alors qu'il savait que la remise de l'adjudication était entièrement impossible (3).

1. Cass. 19 juin 1845. S. 46, 1, 842.

2. Cass. 19 septembre 1873. S. 74, 1, 324. Voir encore. Cass. 14 août 1847. D. 47, 4, 235 ; Paris, 6 août 1875. D. 76, 2, 116 ; Cass. 15 février 1894. P. fr. 95. 1, 376.

3. Cass. 28 juillet 1888. S. 89, 1, 185.

Mais on ne saurait voir le « crédit imaginaire » dans une supposition de créances. Il a été jugé en effet, que le fait par un individu d'avoir supposé la négociation à un tiers demeurant dans une autre place, de certains effets souscrits à son ordre, et par suite du non-paiement de ces effets, d'avoir simulé des comptes de retour et d'en avoir exigé le montant des débiteurs, auxquels cette simulation était d'ailleurs connue, ne peut être qualifié d'escroquerie et puni comme tel, même accessoirement à un délit d'habitude d'usure : en vain dirait-on que, par de telles manœuvres, le créancier a fait croire au pouvoir imaginaire d'exiger ces frais, tandis qu'il n'avait pas un tel pouvoir (1).

§ 3. — *Espérance ou crainte d'un évènement chimérique.*

A. — *Définition.* — Faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre évènement chimérique, dit M. Blanche, c'est donner l'espérance ou inspirer la crainte d'un fait heureux ou malheureux qui ne doit pas se réaliser, d'un droit ou d'une obligation illusoire (2). L'exécution de cet évènement en est impossible subjectivement ou objectivement, soit parce que l'agent ne peut ou ne veut

1. Cass., 20 janvier 1845, S. 45, 1, 547 ; Blanche, t. 6, n. 168.

2. Blanche, t. 6, n. 169.

le réaliser, soit parce qu'il est irréalisable par qui que ce soit. Il semblerait tout d'abord qu'on dût confondre l'événement chimérique avec le crédit imaginaire, car à quoi bon persuader l'existence d'un tel crédit, si ce n'est afin de faire naître des espérances craintes chimériques. Mais on peut faire naître ces espérances ou ces craintes, autrement qu'en s'attribuant un pouvoir ou un crédit imaginaire. Ainsi celui qui fait croire à son créancier qu'il va le payer, et se fait remettre une quittance de sa dette, ne fait pas appel à un crédit imaginaire, pour lui persuader l'espérance, d'un paiement chimérique.

C'est le procédé d'escroquerie le plus employé, peut-être aussi grâce au vague de sa définition, permettant au juge d'y faire rentrer tous les faits entachés de dol, et même, s'il n'y avait pas de textes spéciaux réprimant ces faits délictueux, on pourrait, sous cette qualification, atteindre toutes les tromperies dans les ventes, la filouterie d'aliments, etc.

« Les auteurs des pareilles manœuvres, atteignent leur but, disent MM. Chauveau et Hélie, en flattant les sentiments les plus répandus dans l'humanité, c'est-à-dire en excitant la cupidité ou les passions par de vaines illusions ou de brillantes promesses » (1).

1. Chauveau et Hélie, t. 5, n. 2006 ; *Sic* Blanche, t. 6, n. 469.

Nous devons faire remarquer tout d'abord, que les expressions « faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès ou de tout autre événement chimérique » ne doivent pas être prises à la lettre : il suffit, pour qu'il y ait escroquerie, que des manœuvres frauduleuses tendent à persuader l'existence d'un événement chimérique, alors même qu'à cet événement ne se rattacherait aucune idée d'espérance ou de crainte pour la personne trompée (1).

En ce sens, il a été jugé qu'il y avait escroquerie commise à l'aide de manœuvres frauduleuses, susceptibles de faire croire à l'existence d'un événement chimérique, de la part de l'individu qui, après s'être fait souscrire une obligation causée pour prêt, en fournissant au souscripteur des billets à ordre et des lettres de change, obtient de la femme de ce dernier la remise des mêmes effets, sous prétexte d'en mentionner la souscription sur ses livres, et nie ensuite cette remise, bien qu'une telle fraude n'ait créé ni espérances ni craintes dans l'esprit de de la personne trompée (2).

On pourrait encore citer d'autres exemples, qui ont trait notamment à la tricherie au jeu.

Avant d'étudier séparément un certain nombre d'escroqueries les plus saillantes, rentrant d'une

1. Cass., 27 juillet 1827, Dall. J. G. Vol. 840.

2. Même arrêt.

façon plus ou moins exclusive dans cette troisième catégorie, nous citerons des espèces où les manœuvres frauduleuses ont tendu à faire naître, soit l'espérance, soit la crainte d'un événement chimérique.

B. — *Succès chimérique.* — Il y a bien persuasion d'un succès chimérique :

Dans le fait d'employer des manœuvres, tendant à donner dans un contrat de vente ou de cession, une valeur exagérée à la chose vendue, pour en obtenir un prix de beaucoup supérieur à sa valeur, et sans proportion avec ses produits (1) ;

Dans la fraude, au moyen de laquelle la maîtresse d'une maison de tolérance et une fille de cette maison ont déterminé un mineur, venu chez elle avec une forte somme d'argent, à employer cette somme au paiement des dettes de cette fille envers la maîtresse de maison, dans l'espoir d'emmener chez lui cette fille, espoir que l'intention frauduleuse de ces deux femmes rendait chimérique (2) ;

Dans le fait du notaire, qui donne faussement à son client l'assurance qu'un tiers est disposé à lui ouvrir un crédit, qui se fait remettre des effets en blanc par ce client, après avoir pris soin de prévenir

1. Cass., 31 août 1842. D., 47, 4, 235. Cass., 18 février 1865, D. 65. 1. 147.

2. Cass., 14 novembre 1867, D., 68, 5, 171.

entre les parties tout rapport qui aurait révélé la fraude, et qui emploie ces fonds dans son intérêt personnel (1).

Nous devons faire remarquer qu'on pourrait faire rentrer, à la rigueur, dans cette catégorie toutes les escroqueries commises en matière d'assurances et de sociétés, et celles relatives à l'obtention de toute faveur officielle ; et, si nous les avons classées dans une catégorie plutôt que dans l'autre, c'est qu'elles s'y rapportaient plus spécialement, et cela, dans la majorité des cas.

C. — *Accident chimérique.* — Il y a escroquerie à l'aide de manœuvres tendant à faire croire à un accident chimérique de la part :

De celui qui, en inspirant à une femme des appréhensions sur l'état de fortune de son mari, se fait remettre pendant la nuit, en l'absence de celui-ci, une partie considérable du mobilier de la communauté, sous l'espoir chimérique de le lui conserver, ainsi qu'à ses enfants (2).

De l'individu qui se fait remettre des valeurs ou promesses, comme prix de deux lettres, dont il est

1. Cass., septembre 1851, D., 51, 5, 231. V. encore Cass., 16 décembre 1871, S., 72, 1, 254. V. Dalloz, *C. Pénal.* art. 405, n. 190 et s. David, *Etude théorique et pratique sur l'escroquerie*, pages 76 à 91.

2. Cass., 8 novembre 1844, Dalloz. J. G. Vol. n. 797.

détenteur et qu'il a montrées comme établissant la reconnaissance d'une dette considérable, en menaçant de les remettre aux personnes qui pourraient s'en prévaloir, si ses propositions étaient refusées (1).

Les manœuvres frauduleuses peuvent consister en menaces tendant à inspirer la crainte d'un accident, ou d'un événement chimérique.

Aussi, ne saurait-on les confondre avec les menaces d'attentats, prévues par les articles 305 à 308 du Code pénal, et par l'article 436 du même Code, menaces qui créent pour la personne à laquelle elles s'adressent un danger réel, et sont frappées à ce titre, de peines distinctes de celles de l'escroquerie, alors même qu'elles auraient pour but, l'obtention de sommes ou valeurs.

On ne saurait non plus les confondre avec le crime d'extorsion de titres, prévu par l'article 400 § 1, crime qui implique l'emploi non pas de manœuvres frauduleuses, mais de la violence, de la force ou de la contrainte.

Avant la loi du 13 mai 1863, la menace de révélations ou d'imputations calomnieuses, appuyée de manœuvres propres à faire croire à la réalité de ces faits diffamatoires, constituait une véritable escroquerie (2).

1. Cass., 8 janvier 1841, Dalloz, J. G. Vol., n. 798.

2. Cass. 20 mai 1858. D. 58, 1, 225 ; Poitiers, 14 septembre 1858. D. 58, 2, 195.

Mais si les faits diffamatoires énoncés dans la menace, avaient été réellement commis, il n'y avait pas escroquerie, car il n'y avait pas persuasion d'un péril imaginaire.

Nous venons ainsi de parler du chantage, puni spécialement par la loi du 13 mai 1863, insérée dans l'article 400 paragraphe 2, qui prévoit les deux hypothèses énoncées, c'est-à-dire la menace de la révélation d'un fait vrai ou faux.

« Ce n'est pas la personne qui est l'objet du chantage qu'il faut considérer, dit le projet du gouvernement, c'est celle qui le pratique, qui menace, qui contraint, qui extorque à l'aide du secret qu'elle possède, et qui fait dans tous les cas la plus odieuse spéculation ; la diffamation ne divulgue aussi quelquefois que des faits vrais, et cependant la loi n'hésite pas à la punir sans se préoccuper de la vérité ou de la fausseté des allégations, ni de l'intérêt plus ou moins grand que la personne diffamée peut inspirer. *Veritas convicii non excusat* ».

Nous allons rechercher maintenant quelles particularités présente le délit d'escroquerie dans la tricherie au jeu, l'empirisme, le magnétisme, le somnambulisme, la divination, la filouterie d'aliments, le vol à l'américaine, la tromperie dans les ventes, la publication ou le colportage de fausses nouvelles et enfin les fraudes en matière de chemins de fer.

TRICHERIE AU JEU.

La tricherie au jeu, constitue t-elle une escroquerie? Il n'existe pas moins de quatre systèmes qui tranchent cette question délicate.

Dans un premier système, la Cour de cassation a décidé que la tricherie au jeu constituait une filouterie ou une tentative de filouterie, ou qu'elle n'était pas punissable, suivant les différentes hypothèses.

Elle constitue une filouterie, si le joueur déloyal s'empare des enjeux déposés sur la table ou entre les mains tierces.

Il y aura simple tentative de filouterie, s'il n'a pu s'en emparer par des circonstances indépendantes de sa volonté.

Nous ne pouvons mieux faire pour développer cette opinion que de citer les considérants d'un arrêt de la Cour suprême.

« Considérant que le vol, aux termes de l'article 319 Code pénal, est la soustraction frauduleuse de la chose d'autrui, que si la filouterie n'est qu'une variété de vol, et doit, pour constituer un délit, présenter les mêmes caractères, elle en diffère néanmoins par les moyens d'exécution, qu'elle consiste à employer l'adresse et la ruse pour s'emparer frau-

duleusement de la chose d'autrui ; qu'ainsi, en droit, comme dans le langage ordinaire, la tromperie au jeu rentre nécessairement dans les moyens de filouterie ; que se rend coupable de ce délit, non seulement celui qui après avoir trompé au jeu, se saisit et s'empare de la mise déposée comme enjeu par son adversaire, mais encore celui qui, après la partie, exige et obtient du perdant le paiement des sommes qu'il a gagnées par des moyens illicites ; que si, dans ce dernier cas, au lieu de l'appréhension directe de l'enjeu par le gagnant, il y a remise par le perdant de la somme qui lui est réclamée, cette remise n'est pas volontaire, qu'elle est le résultat de l'erreur ; qu'en payant, le perdant croit acquitter une dette, et ne fait que céder à l'influence de la fraude qui a été employée par son adversaire pour le dépouiller, qu'il n'y a donc aucune différence à établir entre ces deux cas : que dans l'un comme dans l'autre cas, il y a recours à l'adresse et à la ruse pour s'emparer frauduleusement de la chose d'autrui .

Considérant que, d'après l'article 401, la tentative de filouterie est punissable comme le délit consommé, quand elle réunit les caractères spécifiés en l'article 2 du même Code ; qu'il ne peut exister aucune distinctive entre la tentative de filouterie par tromperie au jeu, et les autres tentatives de délits,

qu'elle tombe sous l'application de la loi, quand elle a été manifestée par un commencement d'exécution, et qu'elle n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, qu'il suffit donc de rechercher si l'auteur de cette tentative a cherché à s'emparer de la somme par lui frauduleusement gagnée au jeu, ou s'il a fait tout ce qui était en lui pour y parvenir » (1).

Nous critiquerons plus loin ce système qui, d'ailleurs, a été abandonné depuis longtemps par la jurisprudence.

Mais au cas où les joueurs ont joué sur parole, il ne peut y avoir dans ce système, filouterie, pour la raison fort simple qu'il n'y a pas eu de soustraction frauduleuse. Le perdant est simplement lié par une promesse, qu'il est libre de pas tenir, puisque la loi ne reconnaît pas d'action pour les dettes de jeu. « En France, dit Portalis, les lois ont quelquefois puni le jeu comme un délit, elles ne l'ont jamais protégé comme un contrat ».

Il ne saurait y avoir non plus tentative de filouterie, puisque le joueur n'a pu songer évidemment à s'emparer des enjeux qui n'avaient pas été fournis.

Dans un deuxième système, qui a été soutenu par l'illustre Troplong, la tricherie au jeu constituerait

1. Cass. 1854. D. 20 juin 1845 ; 9 octobre 1846. Dall. R. G. vol. n. 671.

non une escroquerie, mais une filouterie dans tous les cas. Il estime même qu'il y a tentative de filouterie alors que le perdant n'aurait fait qu'une simple promesse de payer. Il emprunte un de ses meilleurs arguments, à l'étymologie du mot *filou* (autrefois les dés s'appelaient ainsi). Il voit dans le jeu un duel, où chacun des deux adversaires a des chances de perte et de gain. La tricherie ne fait que diminuer ou annihiler les chances de gain, que possède son adversaire. Il n'a pas fait naître dans l'esprit de son adversaire l'espérance de gagner, laquelle est innée à tout joueur ; il n'a fait que rendre chimérique cette espérance : et bien plus, les manœuvres employées par le tricheur seraient au contraire de nature à enlever toute confiance à son adversaire, s'il les connaissait.

Ce système doit également être repoussé, car il ne saurait y avoir filouterie, là où la remise d'argent a été faite volontairement (1). Et si les manœuvres employées par le joueur n'ont pas fait naître l'espérance d'un gain chimérique, puisque le joueur peut également perdre et gagner, le fait même de s'as-

1. Il y aurait au contraire filouterie dans le fait de l'individu donnant à jouer dans une foire, des'emparer violemment et frauduleusement de l'enjeu déposé devant lui par celui qui tient la partie et de se dérober par la fuite à ses réclamations. Caen, 1^{er} juin 1870, D., 71, 2, 227.

seoir à la table du jeu, d'accepter ce combat inégal qui n'est même que le simulacre d'un combat, ne fait-il pas naître dans l'esprit de l'autre joueur l'espérance d'un jeu loyal et honnête, qui n'est autre que chimérique ?

Mais, faut-il encore des manœuvres frauduleuses distinctes des faits de tricherie, pour que le fait incriminé devienne une escroquerie ?

Un troisième système l'exige (1). Ce système est également abandonné par la jurisprudence actuelle qui décide que le seul fait de tricher au jeu constitue une escroquerie.

Il n'est pas nécessaire, dans ce quatrième et dernier système, que le dupeur ait amené sa victime à la table du jeu ; qu'il lui ait laissé gagner les premières parties, l'engageant par cela même à continuer à jouer, soit qu'il persuade ainsi que la chance n'est pas de son côté, soit qu'il donne à son adversaire la conviction d'une habileté plus grande que la sienne propre. Nous reconnaissons néanmoins que ce quatrième système cadre mieux avec les exigences de l'article 405.

Les tricheries au jeu consistant seulement à regarder clandestinement le jeu de son adversaire, à compter des points mal à propos, ou à commettre

1. Cass., 20 janvier 1846 ; 30 mars 1847, D., 46, 1, 66 ; 47, 1, 168.

quelque tromperie du même genre, ne sauraient constituer des escroqueries, car la fraude n'est pas suffisamment caractérisée ; il en serait autrement si elles étaient le résultat de manœuvres préparées d'avance, comme le fait de marquer les cartes ou d'employer des cartes bizeautées (1).

De s'entendre avec des compères, qui usent par exemple, d'un subterfuge pour dévoiler le jeu de l'adversaire (2) ;

De faire sauter la coupe au jeu de l'écarté (3) ;

De substituer ou ajouter des cartes préparées d'avance à celles en main (4)

De pratiquer la poucette au jeu de baccara (5). Cette manœuvre consiste à augmenter le chiffre de l'enjeu à l'insu de l'adversaire au moment où le résultat de la partie est devenu certain, c'est-à-dire, ici en cas de gain assuré.

L'opération inverse, qui consiste dans le fait du joueur de retirer après la perte de la partie, l'enjeu qu'il a exposé, ne saurait constituer une escro-

1. Cass. 30 mars 1847. D. 47, 1, 168.

2. Bordeaux, 22 août 1883. S. 84, 2, 84.

3. Paris, 2 janvier 1892 (*Droit* 7 janvier 1872).

4. Cass. 6 juillet 1866. D. 67. 1. 411 ; 31 janvier 1868, D. 68, 1, 350 ; Trib Arras, 11 nov. 1890, *Gaz. trib.* 4 janvier 1891.

5. Cass. 16 déc. 1882. S, 84, 1, 349.

querie, puisque la manœuvre n'a pas eu directement pour objet de faire remettre partie de la fortune d'autrui. S'il perd, en retirant son enjeu, ou bien il commet un vol, si l'on admet que l'adversaire est devenu propriétaire de l'enjeu (1) ou bien il ne commet pas de délit, si l'on admet d'une façon absolue que la loi ne reconnaît pas le contrat de jeu (2).

Dans cette dernière opinion, le joueur, assurément malhonnête, s'est refusé à payer une dette simplement d'honneur.

Le jeu de bonneteau, doit-il être considéré comme un jeu de hasard, ou constitue-t-il par lui-même une escroquerie ?

« Le bonneteau, dit la Cour d'Orléans, se joue avec trois cartes, que le banquier montre à découvert ; il invite le joueur à suivre des yeux l'une d'elles, qui sera la carte gagnante ; il les place toutes les trois sur une table, l'envers en dessus : il les remue ensuite rapidement : le joueur indique la carte qu'il croit être celle qu'il a remarquée ; mais, cette carte étant retournée, il en trouve une autre que celle qu'il était convaincu n'avoir pas perdue de vue » (3).

1. Chambéry, 3 déc. 1891, *Gaz trib.*, 7-8 déc. 1891 ; Cass. 24 février 1892 S. 92, 1, 601.

2. Laurent, *Principes de droit civil*, t. 27, n. 213.

3. Orléans, 12 décembre 1885, *Gaz. Pal.*, 86, 1, 303.

La jurisprudence belge décide en général que le jeu de bonneteau ne constitue pas par lui-même une escroquerie, que c'est un jeu essentiellement d'adresse, et que le joueur ne peut croire sérieusement que le banquier s'expose à perdre à tous coups.

Les tribunaux français voient au contraire dans tout bonneteur un escroc, et le condamnent toujours comme tel (1) ; la Cour d'Orléans a pensé néanmoins que le bonneteau pouvait se jouer honnêtement, par exemple, si le banquier, avant de mêler les trois cartes, les plaçait effectivement sur la table dans l'ordre annoncé, et qui fait le point de départ des paris, le résultat de ces paris pouvant dans ce cas dépendre d'un événement incertain, ou de la dextérité avec laquelle le banquier bat les cartes, et le jeu renfermant ainsi un véritable aléa (2).

Nous ferons les mêmes observations sur le jeu dit des trois palets (3).

EMPIRISME ET MAGNÉTISME.

L'empirisme et le magnétisme sont des sciences se rattachant à l'art de guérir, la première reposant sur l'expérience, et la seconde employant le magnétisme comme moyen curatif.

1. Paris, 2 avril 1881, S., 82, 2, 52 ; 10 décembre 1889 ; *Droit*, 11 décembre 1889.

2. Orléans, arrêt précité.

3. Orléans, 12 déc. 1885, précité.

Disons tout d'abord que l'annonce et l'emploi du magnétisme comme moyen curatif ne suffisent pas, en l'absence de manœuvres frauduleuses, pour constituer le délit d'escroquerie (1).

Si le traitement est donné par un individu non pourvu du diplôme de docteur ou d'officier de santé, il n'y aura dans ce cas qu'exercice illégal de la médecine (2).

On ne saurait reconnaître des manœuvres frauduleuses dans les nombreuses annonces publiées par les journaux, dans les milliers de prospectus jetés à tous les vents, les affiches flamboyantes posées sur tous les murs, en un mot dans toutes les formes possibles que peut présenter une réclame savamment organisée : Tous ces moyens, peu recommandables sans doute, ne constituent que des mensonges, alors même que l'individu serait de mauvaise foi.

Mais il y aura manœuvre frauduleuse, et par suite escroquerie dans le fait du magnétiseur qui se fait remettre de l'argent pour des malades, en leur persuadant, au moyen de certificats accompagnés de signatures surprises, qu'il possédait effectivement le pouvoir de guérir (3).

1. Cass., 17 août 1843, D, 43, 2, 581.

2. Cass., 24 déc. 1852, D, 53, 1, 40.

3. Cass., 18 nov. 1865, D, 66, 5, 184. V. encore 27 nov. 1873 D., 74, 5, 232.

Dans le fait du médecin qui annonce, comme ayant le pouvoir de guérir des maladies reconnues incurables, des remèdes qu'il sait n'avoir pas cette propriété et appuie cette annonce de la publication de certificats mensongers, de guérisons, qu'il n'a fait revêtir de signatures recommandables qu'à l'aide de moyens frauduleux, tout cela dans le but de faire accepter à un prix excessif sa prescription, et les remèdes dont il est lui-même le distributeur, au détriment des pharmaciens établis dans les lieux où il opère (1).

Il est, d'un autre côté, certain que si le prévenu agissait de bonne foi, s'il se faisait illusion sur l'efficacité du traitement qu'il employait, il ne saurait être poursuivi pour escroquerie (2).

SOMNAMBULISME ET DIVINATION.

Les individus qui font métier de deviner ou pronostiquer au moyen du somnambulisme, ne commettent qu'une simple contravention de police, prévue par l'article 479 § 7. Mais cette contravention peut dégénérer en escroquerie, si elle est accompagnée de manœuvres frauduleuses, constitutives de ce délit.

1. Cass., 5 nov. 1853, D., 53, 5, 199; Paris, 1860, D., 61, 1, 58.

2. Cass., 18 août 1843, S., 43, 1, 911; Cass., 27 nov. 1873, D., 74, 5, 232.

C'est ainsi qu'il a été jugé que l'individu, qui faisait métier de donner moyennant de l'argent, avec l'assistance d'un sommanbule, des consultations aux personnes victimes de vol, à l'effet de leur en faire découvrir les auteurs, est coupable d'escroquerie, alors qu'il est constaté souverainement par les juges du fait, qu'il trompait sérieusement le public, en donnant des indications toujours inexactes, et qu'il savait devoir être telles (1).

La divination, qui est l'art prétendu de connaître et prédire l'avenir, se présente sous des formes très variées, citons l'art oublié aujourd'hui des augures, c'est-à-dire, l'inspection des entrailles ou le vol des oiseaux, la chiromancie, la nécromancie et surtout la cartomancie ou divination par les cartes.

Nous avons vu que l'article 479 § 7, punissait d'une contravention tous les individus faisant métier de pratiquer l'art divinatoire, mais ils pourront être poursuivis pour escroquerie, s'ils ont employé des manœuvres frauduleuses pour faire croire à la réalité d'un pouvoir imaginaire ou d'un évènement chimérique : « Si ces gens-là mettent un masque sur leur figure, il est du devoir de la justice de l'arracher et de le briser, » disait M. Dupin dans un de ses réquisitoires.

1. Cass., 20 juin 1855. D. 56, 2, 4 ; Paris, 7 août 1875. D. 76, 2, 117.

Il pourra souvent être délicat de distinguer les fraudes du fait d'exercice même de ces métiers, car, dans les deux cas, il y a exploitation de la crédulité, de la bêtise humaine.

La jurisprudence a décidé que lorsque des personnes seront venues librement consulter un devin, ce dernier ne peut être déclaré coupable d'escroquerie, parce qu'alors il n'a pas employé de manœuvres frauduleuses pour l'y attirer. Si au contraire, il a cherché à les attirer en employant les manœuvres frauduleuses, spécifiées par l'article 405, il pourra tomber sous l'application de cet article.

On ne saurait non plus poursuivre pour escroquerie, l'individu qui s'est borné à disposer les cartes, suivant une certaine méthode et à expliquer les combinaisons fortuites qui résultaient de cette disposition, d'après les règles de la cartomancie.

Ni le fait de la part d'une tireuse de cartes, de pronostiquer l'avenir pour de l'argent, en consultant des cartes dont elle indique la signification imaginaire à des personnes envers lesquelles elle n'emploie aucune manœuvre frauduleuse, et qui se présentent spontanément pour recevoir cette divination (1).

Quant au fait, par une tireuse de cartes, de s'être

1. Cour de Toulouse, 10 février 1854. D. 55, 2, 45 ; Metz, 11 juillet 1855. D. 56, 2, 214.

fait remettre un salaire pour dire des neuvaines, il ne constitue qu'un déplorable abus de la foi religieuse, non susceptible d'une qualification pénale(1).

Mais la jurisprudence a vu une escroquerie, dans le fait de la tireuse de cartes qui, après s'être fait remettre de l'argent par un individu auquel elle a promis la révélation de faits mystérieux, lui annonce, en consultant les cartes, qu'un de ses parents souffre dans l'autre monde, et refuse ensuite de lui rendre son argent, sous le prétexte de faire dire des messes (2).

Dans l'emploi de pratiques superstitieuses, telles que celles consistant à allumer des flambeaux dans certaines conditions présentées comme cabalistiques, pour persuader à des gens illettrés et crédules, qu'on commande aux évènements futurs et qu'on peut notamment faire revenir à une fille l'amant qui l'a délaissée (3).

GRIVELLERIE.

Avant la loi du 26 juillet 1873, qui a érigé en délit spécial l'acte par un individu de se faire servir dans des établissements à ce destinés des boissons ou des

1. Metz, 23 décembre 1857. D. 59, 5, 156.

2. Cass. 20 janvier 1872. D. 73, 1, 495.

3. Paris, 5 octobre 1871. D. 72, 1, 382; Cass. 23 mai 1806; 2 juin 1843.

aliments, alors qu'il savait être dans l'impossibilité d'en payer le prix, on décidait que la dissimulation de la part de cet individu, de son état d'insolvabilité, ne présentait pas les caractères de la manœuvre frauduleuse, constitutive du délit d'escroquerie (1). Il ne pouvait y avoir non plus filouterie puisqu'il y avait eu remise volontaire des aliments, fût-elle obtenue par fraude.

Si des manœuvres avaient été employées pour se faire servir les aliments ou boissons, l'article 403 reprenait son empire, comme dans le fait de l'individu qui s'était annoncé dans une localité sous un faux nom et sous un faux titre, a obtenu à l'aide de ces moyens la délivrance de nourriture pour lui et ses enfants par l'hôtelier chez lequel il est descendu, et à qui il avait promis la fourniture de sa maison (2).

Cette nouvelle loi, qui est venue ajouter un dernier paragraphe à l'article 401, punit d'un emprisonnement de six jours à six mois et d'une amende de 16 à 200 francs le fait de se faire servir des aliments, sachant qu'on n'a pas d'argent pour les payer. C'est le délit de grivellerie ou de filouterie d'aliments, qui doit laisser place à l'application de

1. Cass. 10 décembre 1869. B. cr. n. 258.

2. Cass. 10 février 1843.

l'art 405, si les conditions exigées par cet article se trouvent réalisées (1).

VOL A L'AMÉRICAINE.

Ces prétendus vols sont au fond de véritables escroqueries. Voici en effet comment ils se pratiquent en général. « L'escroc aborde un individu dans la rue en se présentant comme étranger. On lie conversation, on entre au café ou à l'auberge et sous un prétexte quelconque l'escroc se fait remettre le porte-monnaie de son interlocuteur, en lui laissant provisoirement une sacoche bien garnie de lourds rouleaux qui paraissent être des rouleaux d'or; l'étranger file et ne revient plus, et sa dupe s'aperçoit, mais trop tard, que les rouleaux ne contenaient que des sous ou du sable (2).

L'analyse de ce procédé nous montre en effet qu'il y a eu manœuvres de l'escroc, pour se faire remettre le porte-monnaie de sa dupe, en lui faisant croire à l'existence d'une espérance chimérique, c'est-à-dire d'une garantie sérieuse, consistant dans la remise de la sacoche.

Il n'est cependant presque jamais donné suite à ces vols, parce que l'enquête démontre toujours que

1. Nîmes, 10 mars 1887. S. 87, 2, 105.

2. Planiol, *Revue critique*, nov. 93, *loc. cit.* et l'article humoristique du *Temps*, 16 février 93.

la soi-disant victime, sans attendre le retour de son compagnon, s'était esquivée en emportant la sacoche. On ne saurait donc la plaindre; en réalité, il y a ici deux voleurs, dont l'un est un voleur volé. Cependant le tribunal correctionnel de Narbonne a eu à juger une tentative de vol à l'américaine, et a décidé que, constituaient un commencement d'exécution et une tentative d'escroquerie, les obsessions auxquelles a été en butte un individu, afin de lui faire remettre des valeurs en garantie, pendant qu'il irait chercher de prétendus billets de banque cachés par le prévenu (1).

TROMPERIE DANS LES VENTES

La tromperie dans les ventes est prévue par l'article 423 du Code pénal : mais si elle est accompagnée de manœuvres frauduleuses telles qu'elles sont spécifiées par l'article 405, elle se transforme en délit d'escroquerie.

Il en est ainsi de la part du commerçant qui, pour arriver à l'écoulement d'un produit dépourvu de valeur et non sérieux qu'il a composé, envoie chez des détaillants une personne, donnant de fausses commandes de ce produit, et indiquant pour la livraison un faux domicile, et amène le détaillant à lui ache-

1. Trib. corr. Narbonne, 20 avril 1891 (*Droit*, 21 mai 91).

ter une certaine quantité de ce produit, qu'ils ont dû garder pour leur compte (1).

La tromperie sur la nature de la marchandise vendue peut être considérée comme constituant le délit d'escroquerie lorsque, pour déterminer l'acheteur à accepter la marchandise, le vendeur a fait usage d'un faux nom ou d'une fausse qualité (2).

De même, constitue le délit d'escroquerie, et non pas seulement celui de tromperie sur la quantité de la chose vendue, le fait par un individu de s'être servi, pour livrer du vin qu'il avait vendu, en faisant usage d'une fausse qualité, de fûts à double fond construits de manière à réserver pour le vin une très minime partie de ces fûts, et à remplir avec de l'eau la plus grande partie du récipient (3).

Il y a escroquerie à l'aide de manœuvres frauduleuses, tendant à faire naître une espérance chimérique, et non pas seulement tromperie sur la qualité de la chose vendue, dans le fait d'un individu qui, après avoir présenté, en offrant de la vendre, une collection complète d'œuvres d'art ou littéraires d'une assez grande valeur, y a substitué, lors de la livraison, un amas de pièces dépareillées (4);

1. Cass., 16 juillet 1862, D., 63, 5, 155.

2. Cass., 10 déc. 1858, D., 59, 1, 96.

3. Bordeaux, 17 janvier 1887, *Rec. Bordeaux*, 87, 1, 181.

4. Cass., 29 janvier 1874, D., 75, 1, 96.

Dans le fait du marchand qui débite sa marchandise en sacs ou en caisse, et qui prend le soin de placer à la surface, des produits de qualité supérieure à celle des produits qui se trouvent au-dessous de cette première couche (1). Elle a décidé la négative, dans une espèce où elle a déclaré qu'il y avait simple tromperie sur la qualité d'un produit non alimentaire ; fait non prévu par la loi pénale. Nous croyons pourtant qu'il y a bien là une manœuvre : il y a bien une réunion de faits, une combinaison de ruses qui doivent faire considérer le fait énoncé comme une escroquerie. C'est bien dans l'intention de tromper l'acheteur que le marchand a ainsi disposé sa marchandise, il a fait œuvre de ses mains, puisqu'il faut le dire, pour persuader à son co-contractant que toutes les couches étaient semblables à la couche supérieure.

Même, depuis la loi du 9 février 1895, qui a frappé les fraudes commises en matière artistique des peines équivalentes à celle de l'escroquerie, il ne sera pas indifférent de leur appliquer, s'il y a lieu, l'article 405 ; cette nouvelle loi est en effet muette au sujet de la tentative, d'où il faut conclure que la tentative de ce délit n'est pas punissable. Nous verrons qu'il en est autrement pour l'escroquerie.

1. Douai, 12 novembre 1867, D., 71, 2, 18,

DES FAUSSES NOUVELLES.

Sous l'empire du décret du 17 février 1852 (art. 15), la publication d'une fausse nouvelle était un délit, sans qu'il y ait lieu de rechercher s'il y avait eu de la part du journaliste, mauvaise foi ou imprudence. Mais l'art. 27 de la loi sur la presse du 29 juillet 1881 subordonne le caractère délictueux de la publication à la double condition qu'elle ait causé un trouble à la paix publique et qu'elle ait été faite de mauvaise foi.

Néanmoins, la publication d'une fausse nouvelle peut dégénérer en délit d'escroquerie, par exemple :

De la part de l'individu qui parcourt les rues, en distribuant à prix d'argent un journal, qu'il annonce comme contenant une nouvelle en réalité imaginaire, alors que le journal reproduit la même nouvelle, en caractères assez apparents pour fixer les regards du public : en pareil cas l'assertion mensongère du vendeur se trouve corroborée par un fait extérieur, qui constitue une manœuvre frauduleuse, dans les termes de l'article 405 (1).

1. Cass., 19 déc. 1884. S. 85, 1, 144.

Sic Cass., 25 oct. 1886. S. 86, 1, 496. Une loi des 19-20 mars 1889 punit d'une amende de simple police, et en cas de récidive, d'un emprisonnement de 1 jour à 5 jours, le crieur qui annonce autrement que par leur titre, leur prix, l'indica-

Dans le fait du colporteur, d'offrir en vente sur la voie publique, un journal qui porte en tête, en gros caractères, une inscription énonçant un fait faux, et qui n'est même pas relaté dans le corps du journal, alors que, pour déterminer le public à acheter le journal, le colporteur annonce le fait, en ayant soin de tenir un numéro déplié, qu'il expose à la vue des passants ; une telle exhibition du journal constitue un fait extérieur, caractéristique d'une manœuvre frauduleuse, destinée à faire naître chez l'acheteur l'espérance chimérique de trouver dans le journal le récit d'un fait mensonger, et qui ne s'y trouve pas (1).

Il nous semble que la jurisprudence se montre ici bien sévère pour le crieur, qui déploie tout naturellement les journaux pour attirer l'attention des clients, de même que le commerçant quelconque expose de son mieux ses marchandises pour les vendre. Quant à l'énonciation d'un fait faux qui est écrit à l'en tête du journal en gros caractères, elle ne constitue qu'un mensonge écrit, insuffisant pour caractériser la manœuvre.

M. Ruben de Couder estime que les démonstra-

tion de leur opinion et les noms de leurs auteurs ou rédacteurs, les journaux et tous les écrits ou imprimés distribués sur les rues et lieux publics, D. 89, 4, 47.

1. Cass., 18 mai 1888. S. 89, 1, 40.

tions, les insistances du crieur vis-à-vis du public constituent la manœuvre frauduleuse, et à ce sujet, il nous trace une silhouette curieuse du crieur : « Le crieur se porte au devant de la clientèle, il la poursuit, il lui barre le passage. S'il disparaît un instant, c'est pour revenir d'un élan plus vigoureux ; il est de camp volant, et vend par coup de main. Dans sa personne, dans ses actes, il est tout de mouvement et d'attaque. Il suffit de la moindre exhibition, d'un simulacre même au besoin pour parfaire la manœuvre, au point de vue de l'escroquerie » (1).

Mais le crieur ne peut être considéré comme coupable d'escroquerie qu'autant qu'il aura su que les nouvelles étaient purement imaginaires (2).

La mauvaise foi du crieur ne se présume pas : elle doit être prouvée contre lui (3).

M. Ruben de Couder, admet difficilement la bonne foi du crieur. Selon lui « elle résiste difficilement à l'exorbitance des événements proclamés, on doit considérer la naïveté des sujets, mais il pêche d'ordinaire bien peu par ce dernier côté ».

Le crieur ne sera pas seul poursuivi pour escroquerie. Le propriétaire du journal ou le rédacteur de l'écrit pourront être poursuivis comme complices.

1. *Pand. fr.* 1886, 1, 24 (note).

2. Trib. corr. Angoulême, 27 déc. 1883. S. 84, 2, 85.

3. Aix, 3 avril 1884. PF. 86, 1, 24.

C'est ainsi que se rend complice du délit d'escroquerie celui qui, à la fois propriétaire et rédacteur du journal, en faisant la commande d'un tirage exceptionnel, et en indiquant la disposition typographique du titre du numéro incriminé, dans le but évident de faire de ce numéro l'usage auquel il a servi, aura procuré à ceux qui l'ont annoncé et vendu le moyen de commettre l'escroquerie (1).

Vainement le propriétaire du journal invoquerait les articles 42 et 44 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, pour prétendre qu'il ne pouvait être déclaré que civilement responsable du délit commis par le gérant du journal, les articles précités de la loi de 1881 ne sont applicables qu'aux délits de presse prévus par cette loi, et non aux délits de droit commun, tels que le délit d'escroquerie, qui ne change pas de caractère, parce qu'il a été commis par la voie de la presse (2).

Il est presque inutile d'ajouter que l'auteur de l'écrit et l'imprimeur ne sauraient être poursuivis que s'ils étaient de mauvaise foi, c'est-à-dire s'ils savaient quel usage en serait fait (3).

1. Cass., 18 mai 1888. S. 89, 1, 40.

2. Même arrêt.

3. Trib. corr. Seine, 26 mai 1886. *Gaz. Pal.* 86, 2, supp. 47.

FRAUDES EN MATIÈRE DE CIRCULATION SUR LES VOIES FERRÉES

Il nous reste à étudier, en dernier lieu, les fraudes en matière de circulation sur les voies ferrées.

Ces fraudes sont, en général, prévues et punies par l'article 21 de la loi des 15-21 juillet 1845 : elles peuvent cependant dégénérer en escroqueries, si elles réunissent les conditions exigées pour ce délit.

Certains tribunaux et certaines cours d'appel ont néanmoins, jusqu'à ces derniers temps, appliqué les peines de l'escroquerie à presque toutes ces fraudes.

C'est ainsi que le tribunal de Bordeaux a qualifié d'escroquerie, le fait du voyageur qui fraude la compagnie du chemin de fer d'une partie du transport, en accomplissant sans billet une fraction de parcours, et en représentant frauduleusement à la gare d'arrivée, pour échapper à la réclamation du supplément de prix par lui dû, un billet qu'un complice lui a procuré à l'usage des dernières stations (1).

Il a été décidé, dans le même sens, que le voyageur qui, ayant pris un billet de chemin de fer pour une certaine station, présente au contrôleur, comme étant à une destination plus éloignée, son billet qu'il a disposé de manière à accréditer ce mensonge,

1. Trib. corr. Bordeaux, 21 mai 1862. D. 62, 3, 45. Duverdy, n. 312.

et continue ainsi son voyage, commet le délit d'escroquerie, et non pas seulement la contravention prévue par l'article 21 de la loi du 15 juillet 1845 et par l'article 63 de l'ordonnance du 15 nov. 1846 (1).

Cette opinion ne saurait prévaloir, elle est d'ailleurs repoussée par presque tous les tribunaux.

Il a été jugé, en ce dernier sens, que le voyageur qui, après avoir dépassé la station fixée par son billet, se dérobe au paiement du supplément qu'il doit, au moyen d'une violation de la clôture de la gare à laquelle il descend, ne commet ni escroquerie, ni filouterie, mais seulement une contravention aux règlements qui régissent les chemins de fer (2).

On ne saurait décider non plus, que celui qui fait usage du permis de circulation d'un autre, a pris ainsi une qualité, qui le rende susceptible d'être condamné comme escroc.

La Cour de Cassation a décidé, en ce sens, que la fraude commise par l'individu qui, pour obtenir son admission gratuite dans un train de chemin de fer, a fait usage d'un permis de circulation délivré à un

1. Nîmes, 13 nov. 1862. D. 64, 5, 134.

2. Cass. 8 déc. 1870. *B. cr.* n. 189. La Cour d'Angers avait même jugé que dans ce fait, il n'y avait même pas une contravention aux règlements de chemins des fer. Telle est aussi l'opinion de la Cour de Bordeaux, qui a infirmé le jugement du tribunal de Bordeaux précité, dans un arrêt du 27 juin 1862. D. 62, 2, 125.

tiers, ne constitue pas le délit d'escroquerie, encore bien qu'il ait usurpé le nom et la qualité de ce tiers(1).

Certaines cours ont, au contraire, considéré ce fait comme une escroquerie (2).

Mais dans l'espèce suivante, nous croyons qu'on a reconnu à bon droit, les éléments du délit d'escroquerie :

Dans le fait d'un individu qui a obtenu d'une Compagnie de chemins de fer, la remise de billets au quart du tarif, en employant, pour persuader faussement qu'il était officier dans l'armée française, des manœuvres frauduleuses qui ont consisté dans la présentation aux guichets de cette compagnie, des pièces auxquelles il avait frauduleusement donné l'apparence de permissions délivrées par l'autorité militaire (3).

La cour suprême a considéré ici que les manœuvres frauduleuses employées par le prévenu qui a, par ces moyens, obtenu la remise de billets à prix

1. Toulouse, 7 avril 1865. D. 65, 1, 85 ; Cass., 6 mai 1865. D. 65, 1, 200 ; Aix, 5 février 1873. S. 73, 107. Voir également. Bédarride, t. 1, n. 218.

2. Cour de Poitiers, 17 janvier 1873. S. 73, 2, 206. Paris, 5 juillet 1878. S. 78, 2, 401. V. aussi, Duverdy. *Contrat de transport*, p. 319. Féraud-Giraud. *Code de transp. par ch. de fer*, t. 3, n. 268.

3. Cass., 28 février 1889. B. cr. 89, n. 83. *Contrà trib. corr. Seine*, 16 juillet 1888. (*Gaz Pal.* 88, 2, 401.

réduit, constituent une escroquerie, ces billets étant des titres qui obligeaient la Compagnie à effectuer des transports, dans des conditions déterminées.

D'autres fraudes peuvent être commises en matière de chemins de fer, celles relatives aux déclarations inexactes des colis.

On sait que les compagnies accordent personnellement à chaque voyageur, une franchise de 30 kilogrammes de bagages, par droit de place.

Le voyageur qui emprunte le billet d'un tiers pour échapper à l'obligation de payer un excédent de bagages, commet-il une contravention, ou le délit d'escroquerie ?

Il a été décidé que ce voyageur commettait le délit d'escroquerie, si aucun lien de famille ou d'intérêt commun ne l'unissait à la personne qui lui avait prêté son billet (1).

Le tribunal correctionnel de Douai, argumentant de cette décision, avait retenu le délit d'escroquerie à l'égard du titulaire d'une carte d'abonnement qui, après avoir, au moyen de sa carte, fait enregistrer des colis comme bagages, envoyait le bulletin de bagages à un tiers pour retirer les colis, sans se rendre lui-même au lieu de destination, pour lequel les bagages avaient été enregistrés.

1. Cass., 16 décembre 1882. S. 83, 1, 433 et la note ; Caen, 9 mai 1877. S. 78, 2, 49. *Contrà* Colmar, 27 sept. 1864. S. 65, 2, 9 ; Rennes, 22 avril 1868. S. 68, 2, 101.

Mais la Cour de Douai réforma ce jugement, car elle considérait avec raison que, dégagé de tout autre circonstance, le simple fait par un individu, d'obtenir au moyen de la présentation de sa carte d'abonnement, le transport gratuit de ces colis ne pouvait être considéré comme présentant les caractères d'une manœuvre frauduleuse, destinée à persuader l'existence de fausses entreprises, dans les termes de l'article 405 (1). Bien que la question soit controversée, de pareils faits n'échappent pas à toute incrimination.

La jurisprudence s'affirme de plus en plus en ce sens, que l'observation des tarifs de chemins de fer, régulièrement approuvés, est garantie par la sanction pénale de l'article 21 de la loi du 15 juillet 1845 (2).

Il a été décidé pourtant, que le fait d'un expéditeur de marchandises par chemin de fer qui, pour payer un moindre prix de transport, faisait une déclaration inexacte de la nature et de la valeur de ses marchandises, ne constituait pas une contravention qui fût réprimée par l'article 21 de la loi du 15 juillet 1845 ; les dispositions des cahiers des charges des

1. Douai, 25 nov. 1890. S. 91, 2, 61. En ce sens. M. Féolde, *Transp. par ch. de fer*, p. 399.

2. Caen, 7, août 1889. S. 90, 2, 12 ; Douai, 25 nov. 1890, précité. En sens contraire, Lyon-Caen, note, sous Cass., 16 décembre 1882, précité.

compagnies de chemins de fer relatives à cette déclaration, ne contenant de prescriptions que pour les préposés des compagnies et non pour les expéditeurs (1). Il n'y avait pas, à *fortiori*, matière à escroquerie.

Cette solution n'est pas admise par tous les auteurs. Il a été jugé dans le même sens que cette fausse déclaration constituait par elle-même une escroquerie (2).

Nous repoussons cette dernière opinion, pour la raison fort simple, qu'une simple déclaration isolée de toute démarche, de tout fait extérieur n'est autre chose qu'une allégation mensongère, et ne saurait constituer une manœuvre frauduleuse. Toutefois, la fraude concertée avec des employés d'une compagnie de chemins de fer, au moyen de laquelle un expéditeur est parvenu à faire transporter par cette compagnie, des quantités de marchandises supérieures à celles déclarées et portées sur la lettre de voiture, tout en ne payant le prix de transport que sur celles-ci, réunit tous les éléments du délit d'escroquerie (3).

1. Paris, 12 décembre 1863. S. 64, 2, 71. Bédarride, t. 1, n. 252. Jugé au contraire qu'une pareille déclaration constituait une contravention à l'ordonnance sur la police des chemins de fer. Grenoble, 29 décembre 1865. S. 66, 2, 320. *Sic Palaa, Dictionnaire des Ch. de fer*, p. 140.

2. Trib. Seine, 13 août 1862 ; Duverdy, *Cont. de transp.* p. 139 et 303.

3. Cass., 28 mars 1867. S. 68, 1, 94. Jurisprudence cons-

Il a été jugé également, qu'il y avait escroquerie. de la part d'un voyageur qui, ayant fait enregistrer un colis pour la destination portée sur son billet, s'était furtivement emparé de ce colis, lors du transbordement de bagages, fait dans une gare intermédiaire, et avait réclamé à la gare d'arrivée le colis qu'il avait emporté, en produisant le bulletin de bagages indûment conservé (1).

De la part d'un expéditeur, de remettre à une compagnie de chemins de fer, des marchandises qu'il savait avariées, et de prétendre, lors de la livraison, qu'elles n'avaient été avariées que par la faute de la compagnie, et que des dommages-intérêts étaient dus, lorsque d'ailleurs, pour donner à sa réclamation les apparences de sincérité, et pour fortifier ses allégations mensongères, l'expéditeur avait eu successivement recours, auprès de la compagnie, à l'intervention d'un mandataire, d'un expert et d'un huissier. (2)

Dans ces deux espèces, les éléments constitutifs du délit d'escroquerie sont suffisamment caractérisés.

tante en ce sens. *Sic.* Duverdy, n. 336. *Contra* Cotellet, *Leg. des ch. de fer*, t. 2, n. 91.

1. Cass., 16 janvier 1892. S. 1, 216. En ce sens, Cass., 3 décembre 1885. S. 87, 1, 238.

2. Cass., 14 mai 1892. S. 92, 1, 288. En ce sens. Lamé-Fleury, p. 168.

CHAPITRE III

REMISE OU DÉLIVRANCE DE L'OBJET CONVOITÉ.

SECTION I. — Conditions que doit réaliser la remise ou délivrance.

§ 1. Nécessité de la remise. — § 2. Il n'est pas nécessaire qu'elle ait eu lieu entre les mains de l'escroc. — § 3. Il n'est pas nécessaire que la victime ait subi elle-même les manœuvres frauduleuses. — § 4. Il faut qu'il y ait un préjudice causé. — § 5. Il n'est pas nécessaire que l'escroc ait agi *amino lucri faciendi*. — § 6. Le propriétaire qui emploie des manœuvres frauduleuses pour reprendre possession de sa chose, commet-il une escroquerie ? — § 7. La restitution fait-elle disparaître le délit ?

§ 1. — Nous avons étudié le premier élément du délit d'escroquerie, qui consiste, soit dans l'usage de faux noms et de fausses qualités, soit dans l'emploi de manœuvres frauduleuses, spécifiées par la loi. L'emploi de ces moyens frauduleux ne suffit pas pour constituer le délit d'escroquerie, il faut encore qu'à l'aide de ces moyens, l'agent se soit fait remettre ou délivrer, ou ait tenté de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, disposi-

tions, billets, promesses, quittances ou décharges. La remise ou délivrance de ces valeurs, ou la simple tentative, constitue donc le deuxième élément du délit d'escroquerie. Nous verrons bientôt que le troisième élément consiste dans le détournement de ces valeurs, ou dans la tentative de détournement.

Sous l'empire du Code de 1810, la rédaction de l'article 405 ne parlait pas de la tentative de la remise ou délivrance des fonds. Aussi se demandait-on, s'il n'était pas nécessaire qu'une remise de valeurs eût été effectuée, pour constituer, non pas seulement le délit d'escroquerie, mais encore la simple tentative de ce délit. Cette question donna lieu à beaucoup de controverses (que nous exposerons plus loin à propos de la tentative), et elle fut enfin tranchée par la loi du 13 mai 1863 ; d'après cette loi, il suffit, pour qu'il y ait tentative d'escroquerie, que l'auteur des manœuvres frauduleuses ait tenté de se faire remettre les valeurs, dans l'intention de les détourner.

Cette remise, qu'elle soit consommée ou tentée, forme toujours un élément essentiel du délit d'escroquerie, sans qu'il y ait lieu de distinguer maintenant entre l'obtention de valeurs, que l'on s'efforçait de concilier avec l'idée d'une simple tentative, et celle qui consommait le délit.

De ce que la délivrance constitue l'existence même

du délit, il s'ensuit qu'il n'y a pas escroquerie, dans le fait par un individu, de pénétrer gratuitement dans un établissement, en prenant le nom et la qualité d'un tiers, alors qu'il est constant qu'aucun billet, carte ou contre-marque ne lui a été remis et que son entrée dans l'établissement ne lui donnait le droit d'exiger aucune consommation, ni aucun autre avantage matériel (1).

Dans le fait de conserver frauduleusement des valeurs, dont la remise n'a été obtenue par aucun des moyens indiqués par l'article 405.

Il en est ainsi, par exemple, dans le fait d'un facteur d'un chemin de fer, auquel le destinataire des marchandises, qu'il vient de transporter a remis par erreur, une somme supérieure au prix du transport annoncé par la lettre de voiture, et qui nie avoir reçu ce qui a été payé en trop (2).

Dans le fait d'une des parties, d'avoir à la suite de ventes et d'échanges, supprimé un acte sous seing privé, suppression qui aurait eu pour résultat de constituer l'autre partie débitrice d'une somme de 100 francs, au-delà de celle qu'elle devait réellement (3).

1. Paris, 17 février 1892. *Gaz. Pal.* 92, 1, 295.

2. Nancy, 7 avril 1856. D. 56, 2, 137.

3. Cass., 28 décembre 1844. D. 45, 4, 248.

§ 2. — Il n'est pas nécessaire que la remise ou délivrance soit opérée entre les mains de l'auteur même ou de ses complices : il suffit qu'il y ait eu dessaisissement de la part de la victime, au profit de l'agent, même par voie de dépôt entre les mains d'une tierce personne (1).

§ 3. — Il n'est pas nécessaire que la personne, au préjudice de laquelle l'escroquerie a été commise, soit la même que celle qui a subi les manœuvres frauduleuses.

C'est ainsi que, dans cette espèce, les manœuvres frauduleuses ont été pratiquées à l'égard d'un tiers qui était chargé, non d'acquitter les sommes demandées, mais seulement d'ordonnancer les mandats, à l'aide desquels elles ont été touchées indûment (2).

§ 4. — Le délit d'escroquerie existe indépendamment du profit, que son auteur a pu en retirer, dès qu'il a causé préjudice à autrui (3) : mais en l'absence de préjudice, le délit ne peut pas exister.

Il a été décidé en ce sens, que ne constitue pas le délit d'escroquerie, le fait, par un individu de pren-

1. Cass., 9 mars 1837. *B. cr.* n. 74 ; 26 mars 1863. *B. cr.* n. 97.

2. Cass., 26 juillet 1873. *D.* 73, 1, 388.

3. Cass., 8 juillet 1865. *D.* 66, 1, 139.

dre la fausse qualité d'employé du crédit foncier, et d'employer des manœuvres frauduleuses, afin d'amener un tiers à verser une certaine somme et à contracter des engagements, pour devenir propriétaire de fractions d'obligations du Crédit foncier ; il n'y a, dans de tels agissements, que les éléments préparatoires du délit d'escroquerie, qui ne tombent pas sous le coup de la loi pénale, alors que rien n'indique que le tiers, après exécution des engagements par lui pris, n'obtiendra pas livraison à l'époque convenue, de la part d'obligation qui lui a été promise (1).

§ 5. — L'agent ne doit pas avoir été nécessairement guidé par un esprit de lucre.

Ainsi, sera condamné pour escroquerie, celui qui voulant obtenir des témoignages de reconnaissance de la part d'une jeune fille, emploie un faux nom et une fausse qualité pour intercepter une lettre, qui a été écrite par un tiers au père de cette jeune fille, pour l'informer de la conduite de celle-ci (2).

§ 6. — Si l'on a employé des manœuvres frauduleuses pour reprendre la possession d'une chose

1. Trib. corr. Clermont, 5 octobre 1889. (*Loi*, 24 octobre 1889).

2. Cass., 22 mars 1867. S. 67, 1, 90.

dont on est propriétaire, on peut, suivant les circonstances, faire un acte blâmable, mais assurément on n'est pas coupable d'escroquerie (1).

Le vol et l'escroquerie ne peuvent, en effet, avoir pour objet que la chose d'autrui.

Il a été jugé pourtant, qu'il peut y avoir obtention frauduleuse de valeurs, dans le sens de l'article 405, de la part de l'individu qui est arrivé à se faire payer une somme d'argent, qu'il prétend lui être due, un créancier ne puisant pas dans sa qualité le droit de ravir par la fraude, une chose appartenant à son débiteur.

Il a été fait application de ce principe dans l'espèce suivante, où on a considéré comme escroc, le créancier qui, au mépris de la déclaration du débiteur, qu'il entendait acquitter telle dette indiquée, avait inséré dans la quittance la mention d'une imputation sur une dette différente, et avait dissimulé cette substitution d'imputation en donnant une lecture mensongère de la quittance ainsi rédigée (2).

§ 7. — Si, après avoir obtenu la remise des valeurs, l'agent les restitue, cette restitution fait-elle disparaître le délit ?

Avant la loi des 18 avril-13 mai 1863, Chauveau

1. Cass., 12 juin 1886. *B. cr.* n. 220 ; Cf. *Blanche*, t. 6, n. 183.

2. Cass., 2 août 1866. *D.* 66, 1, 456.

et Hélie enseignaient l'affirmative (1), mais cette opinion était alors repoussée par la jurisprudence, soit que la restitution fût antérieure aux poursuites, soit qu'elle fût déterminée par la menace de poursuites, ou par l'exécution d'une des clauses aléatoires de la convention intervenue entre l'escroc et l'escroqué, soit même pour le cas où elle était spontanée (2).

Aujourd'hui, la question ne saurait être douteuse : d'une part, elle ne peut pas s'élever dans le cas où il n'y a eu qu'une tentative même punissable, puisque alors, nulle remise de valeurs n'a été effectuée ; d'autre part, lorsque l'escroquerie a été consommée par la remise des valeurs, le délit se trouve par cela même complet, et la restitution est un fait postérieur qui ne saurait effacer le délit, car c'est au moment même où se consomme le délit qu'on doit en apprécier la criminalité. On pourrait encore donner pour raison, que l'action publique est indépendante de l'action et des intérêts des parties civiles, et qu'elle peut et doit être intentée et poursuivie, malgré le désintéressement de la victime.

M. Blanche reconnaît néanmoins, qu'il pourrait y avoir dans cette restitution une preuve de repentir,

1. Ch. et Hélie, t. V, n. 2020.

2. Cass., 11 janvier 1855. D. 55, 5, 195.

dont les tribunaux auraient à tenir compte à l'inculpé (1).

SECTION II. — Nature des valeurs remises.

§ 1. Le délit d'escroquerie est un délit contre les biens. — § 2. Les expressions de la loi ne sont pas limitatives. — § 3. Signification du mot *fonds*. — § 4. Signification du mot *meubles*; de la lettre missive et du bulletin de vote. — § 5. Des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharges.

§ 1. — Aux termes de l'article 405, la remise ou délivrance doit avoir pour objet des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharges.

Le délit d'escroquerie est donc un délit contre les biens et non contre les personnes. « Aussi, dit M. Garraud (2), on ne saurait punir dans notre législation, celui qui, à l'aide de manœuvres frauduleuses, parvient à se faire épouser par une femme riche, alors que le mobile de ses agissements serait uniquement la cupidité. Nous suivons le vieil adage : « En mariage, trompe qui peut ».

Des législations en font un délit spécial, tel que le Code pénal allemand, § 17.

§ 2. — On doit considérer comme démonstrative,

1. Blanche, t. 6, n. 184.

2. Garraud, t. 5, n. 265.

l'énumération donnée par l'art. 405, qui vise tous les actes, d'où peut résulter un lien de droit, ou pouvant avoir pour résultat de porter une atteinte quelconque à la fortune d'autrui.

§ 3. — Par le mot fonds, il faut entendre des espèces et non pas des immeubles ; mais il ne faut pas confondre l'extorsion d'un immeuble avec celle d'un contrat portant sur cet immeuble : cette dernière constitue une escroquerie ; c'est ce qui a lieu, si les manœuvres frauduleuses ont eu pour objet de se faire remettre, soit les sommes d'argent qui forment le prix d'un immeuble, soit les titres qui en représentent la propriété (1).

Il a été jugé notamment que le propriétaire qui, à l'aide de baux simulés, d'allégations mensongères et de manœuvres frauduleuses, était parvenu à faire croire qu'un immeuble était d'une valeur supérieure à sa valeur réelle, et à se faire payer un prix double de cette valeur, pouvait être poursuivi pour escroquerie (2).

§ 4. — L'expression du mot *meuble* doit être prise dans son sens le plus large, et doit comprendre tous

1. Cass., 22 juin 1854. *B. cr.* n. 200. Chauveau et Hélie, t. 5, n. 2015. Garraud, t. 5, n. 266.

2. Cass., 18 vendém. an X ; P. 2, 333. En ce sens. Cass., 12 nov. 1864. S. 65, 1, 332.

les objets mobiliers, dont l'appropriation peut causer à la victime un préjudice pécuniaire, direct ou indirect.

Telle est du moins l'interprétation de la jurisprudence, qui a jugé notamment, que le mot meubles comprenait une *lettre missive* confiée à la poste, quoique ne renfermant aucune valeur, et n'opérant ni obligation, ni décharge (1).

D'autres arrêts ont également incriminé la remise de bulletins de vote. C'est ce qui a été jugé dans le fait d'un individu qui, se présentant faussement de la part et comme commissionnaire d'une personne, se fait remettre, en cette qualité, des bulletins de vote, qu'il n'aurait pas autrement obtenus (2).

Dans le fait de l'individu qui, se présentant faussement comme agent électoral d'un candidat à la députation, et comme mandataire du dépositaire des bulletins de ce candidat, se fait remettre un certain nombre de ces bulletins, pour les détruire (3).

M. Garraud critique ces décisions, elles lui semblent avoir méconnu le caractère essentiel du délit d'escroquerie qui consiste à considérer la valeur du patrimoine d'un objet, et non sa valeur morale. Car,

1. Metz, 22 mai 1867. D. 67, 2, 90.

2. Cass., 14 mars 1878. D. 78, 1, 397.

3. Rennes, 8 décembre 1881. D. 82, 2, 452.

dit-il, « prétendre que la lettre missive, le bulletin de vote appartiennent à la victime, c'est jouer sur les mots ; ce n'est pas comme bien patrimonial qu'il a été considéré par l'inculpé, qui n'a pas voulu réaliser un gain illicite, ou obtenir une valeur réelle » (1). Nous ne saurions adopter cette opinion : nous reconnaissons bien que l'intention de l'agent n'était pas de causer ici un préjudice pécuniaire, mais les juges n'ont pas à s'inquiéter du motif qui fait commettre le délit. M. Garraud dit en notre sens, plus loin, que l'intention indirecte du délinquant, le mobile qui l'a fait agir est indifférent, même serait-ce, pour faire des objets remis un bon emploi, par ex. les donner à un hospice, subventionner une œuvre, faire l'aumône (2).

S'il n'est pas douteux, d'autre part, que la lettre et le bulletin de vote soient des objets mobiliers, dont la valeur peut être minime, il n'est besoin, dit M. Desjardins, de faire entrer en ligne de compte ni le prix insignifiant auquel pourraient être vendus les bulletins comme vieux papiers, ni le prix élevé, qui devrait être payé à l'imprimeur, si l'on voulait en avoir d'autres (3).

1. Garraud, t. 5, n. 267. *Sic.* Trib. Quimperlé, 8 nov. 1881. *Gaz. Pal.* 82, 1, 458.

2. Garraud, t. 5, n. 270.

3. *Revue crit. leg. et jur.* 1883, p. 91.

Il suffit de considérer que les inculpés ont employé des manœuvres frauduleuses, pour obtenir la remise d'un objet mobilier appartenant à autrui, lequel objet a une valeur pécuniaire, si minime qu'elle soit, et qu'ainsi il a diminué pour cette part la fortune d'autrui. Nous retrouvons ainsi en ces espèces, sans doute délicates, les éléments constitutifs du délit d'escroquerie.

Nous admettons néanmoins, que les peines de l'escroquerie sont ici trop rigoureuses, et qu'il y aurait lieu notamment pour cette dernière espèce qui constitue une fraude électorale, de la faire rentrer sous la sanction d'une loi spéciale (1).

§ 5. — Nous avons vu que l'article 405 emploie dans son énumération, après les fonds et les meubles, les mots obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharges, expressions non limitatives, mais générales et absolues, qui embrassent tous les faits juridiques qui créent un lien de droit ou qui le dissolvent (2).

On fera donc entrer dans cette définition les titres quelconques, qui ont une valeur réelle pour ceux qui les possèdent.

1. Telle est l'opinion de Dalloz. D. 82. 2. 152.

2. Cass., 30 oct. 1885. B. cr. 286.

Déclaration en justice. — Ainsi, l'acte constatant une déclaration faite en justice par une partie, peut rentrer dans ces expressions; et une telle déclaration obligeant celui de qui elle émane, le fait de se faire remettre cet acte à l'aide de l'un des moyens énoncés en l'art. 405, constitue le délit d'escroquerie, alors que l'acte contenait une déclaration qui devait avoir de l'influence sur la solution d'un procès engagé avec le tiers au préjudice duquel l'acte a été soustrait (1).

Jugement par défaut. — Un jugement par défaut, obtenu par des manœuvres frauduleuses, qui ont aussi empêché d'y former opposition, est au nombre des titres, dont l'obtention peut constituer le délit d'escroquerie (2).

Il a été jugé pourtant que le débiteur qui, assigné en paiement d'une dette, dont il prétend faussement s'être libéré, produit une quittance dont il a dénaturé la portée, et obtient ainsi un jugement déboutant le créancier de sa demande, et ne se fait remettre aucune valeur, ne commet pas de délit (3).

La Cour d'Aix a pensé ici que l'obtention du jugement repoussant la demande du créancier n'équi-

1. Cass., 9 nov. 1838. S. 39, 1, 331.

2. Cass. 12 nov. 1864. D. 65, 5, 158.

3. Aix, 19 février 1877. D. 88, 2, 68.

valait pas à la remise ou à la délivrance d'une quittance ou décharge. Nous voyons bien ici une différence quant à la forme entre ces deux hypothèses; mais il importe peu que la libération du débiteur soit faite par le créancier ou par le juge, puisque le résultat est le même pour le créancier; ce dernier sera même lésé beaucoup plus dans l'hypothèse d'un jugement obtenu contre lui, car il devra en supporter les frais, qui pourront être plus ou moins considérables. La Cour de cassation est d'ailleurs en ce dernier sens : elle l'a décidé spécialement, il est vrai, au sujet de jugements condamnant à payer des sommes d'argent, mais la raison de décider est la même, quand il s'agit de jugements libératoires emportant quittance ou décharge (1).

D'autre part, nous ne saurions voir une escroquerie dans l'obtention au moyen de manœuvres frauduleuses d'un jugement par défaut, devenu définitif faute d'opposition de la part du débiteur (2).

Tombent encore sous l'application de l'article 405 :

L'obtention d'une transaction sur la production d'actes altérés (3);

La cession d'une créance avec une garantie mensongère (4);

1. Cass., 29 mars 1855. *B. cr.* 1855, p. 183.

2. Cass., 24 mars 1855, précité.

3. Cass., 3 mai 1866. *D.* 66, 5, 185.

4. Cass., 20 juillet 1865. *B. cr.* n. 150.

La souscription d'un billet, lors même que le billet ne serait payable qu'en cas de réussite de l'espérance chimérique (1);

La souscription d'une assurance, « attendu que l'article 405 atteint, par la généralité de ses termes, la souscription faite d'actes publics ou privés, obtenus par les moyens qu'il détermine, aussi bien que la remise de sommes ou valeurs (2);

L'exagération frauduleuse des produits d'un office, pour élever le prix de la cession (3).

Blanc-seing. -- La remise d'un blanc-seing, dont a abusé celui auquel il a été confié, obtenue à l'aide de moyens frauduleux.

Le délit d'escroquerie sera constitué ici avant le délit d'abus de blanc-seing, puni par l'article 406.

Sic l'individu qui s'est fait remettre par une autre personne des blancs-seings, revêtus de bons pour certaines valeurs, en lui persuadant par des manœuvres frauduleuses qu'ils lui serviraient à lui procurer de l'argent pour sa libération vis-à-vis de ses créanciers, de telle sorte qu'elle n'aurait pas à les payer, mais en réalité pour en faire usage contre elle (4).

Mandat. — Mais on ne saurait voir une escroque-

1. Cass., 17 sept. 1857. *B. cr.* n. 342.

2. Cass., 27 mars 1857. *B. cr.* n. 129.

3. Cass., 18 février 1865. *B. cr.* n. 39.

4. Cass., 7 avril 1854. *D.* 54, 5, 321.

rie dans l'obtention frauduleuse d'un mandat salarié ou non, le salaire stipulé et reçu, n'étant qu'une rémunération permise par la loi, à condition que le mandataire rende compte de son mandat.

S'il y a détournement, ou dissipation des sommes ainsi confiées au mandataire, il y aura escroquerie, et non pas simple abus de confiance, ce délit impliquant la préexistence d'un contrat passé sans le concours de l'un des moyens frauduleux de l'article 405. Ainsi, se rend coupable d'escroquerie et non d'abus de confiance, l'individu qui s'approprie des sommes qui lui ont été confiées à titre de mandat, par exemple, pour faire dire des messes, s'il n'a obtenu ce mandat qu'à l'aide de manœuvres frauduleuses (1).

Il n'est pas nécessaire que le mandat soit valable et régulier pour qu'il y ait escroquerie, car il suffit qu'il y ait remise de valeur, obtenue par l'un des moyens frauduleux énumérés par l'article 405. Il en est autrement de l'abus de confiance, en vertu du principe consacré par la jurisprudence qui subordonne l'existence de ce délit à la validité du contrat, dont on allègue la violation (2).

Une application intéressante de ce principe a été faite dans une espèce, où il a été jugé que constituait

1. Cass., 23 mai 1806. Dall. R. G. Vol, n. 798.

2. Cass., 22 mai 1856. S. 56, 1, 694.

le délit d'escroquerie le concert frauduleux et les manœuvres, à l'aide desquelles un individu, se chargeant de fournir des femmes à une maison de tolérance, se fait remettre par le tenancier de cette maison une somme destinée à payer le voyage, et disparaît avec cette somme, se soustrayant d'accord avec les femmes qu'il devait fournir, à l'exécution de l'engagement qu'il a pris (1).

Ce mandat donné par le tenancier, est évidemment nul, car on sait qu'il est de jurisprudence constante que tous les contrats relatifs aux maisons de tolérance sont nuls, par application de l'article 1133 du Code civil, comme ayant une cause illicite (2).

Un document, dont on peut tirer un profit pécuniaire, dans l'espèce un rapport d'un conseil municipal, est un élément de la fortune d'autrui dans le sens de l'article 405 (3).

Les tickets de chemins de fer le sont également : « constitue le délit d'escroquerie et non une simple contravention à la loi sur la police des chemins de fer, le fait par un individu de se faire délivrer aux guichets d'une compagnie, grâce à des manœuvres frauduleuses, des billets à prix réduits, et d'ef-

1. Trib. corr. Seine, 25 nov. 1893. (*Droit*, janv. 1894.)

2. Cass., 15 déc. 1873. S. 74, 1, 241.

3. Paris, 21 déc. 1887. *Gaz. trib.* 22 déc. 87.

fectuer ainsi des voyages en bénéficiant d'un tarif auquel il n'avait pas droit (1).

Nous avons vu plus haut en étudiant les fraudes commises en cette matière, que le même fait n'était qu'une contravention, s'il n'y avait pas concours de manœuvres frauduleuses.

La remise d'un acte de vente renfermant une stipulation de prix, donne également lieu à poursuite correctionnelle pour escroquerie (2).

Il en est de même de toutes les obligations, de toutes les conventions, qui peuvent être préjudiciables aux intérêts de celui à qui on les fait consentir; aussi des accusés de réception ne sauraient être considérés comme des quittances ou décharges dans le sens de l'article 405; car « dit M. Garraud, ils n'obligent en rien celui qui les donne, puisque les valeurs qu'il reçoit ne sont acceptées par lui que sauf encaissement, et ils n'ont pas pour conséquence de libérer celui qui les envoie (3). »

Nous devons faire observer que dans tous les cas où l'objet délivré est l'acte d'une convention, il faut distinguer, si la plainte de la victime est basée sur l'existence des moyens frauduleux, prévus par l'article 405, qui ont amené la signature et la déli-

1. Cass., 28 février 1889. (*Droit* 23 mars 1889).

2. Cass., 22 juin 1854. *B. cr.* n. 200.

3. Cass., 30 oct. 1885. *B. cr.* n. 286. Garraud ; t. 5, n. 266.

vrance de l'acte, ou bien seulement sur le dol commis dans le contrat même : dans le premier cas, il y a lieu à poursuite en escroquerie ; dans le deuxième cas, il ne sera donné qu'une simple action en nullité (1).

La Cour de cassation a adopté cette opinion, en décidant que ne caractérise pas l'escroquerie, la collusion par laquelle un vendeur et un acquéreur, à l'aide d'une contre-lettre tenue secrète, se sont ménagé la faculté de faire rescinder la vente au préjudice d'un tiers, sous-acquéreur (2).

Obligation nulle. — L'obligation nulle est-elle au nombre des titres dont la remise peut constituer l'escroquerie ?

La Cour de cassation s'est prononcée pour l'affirmative, en décidant que la nullité d'un billet pour la fausseté de la cause ou pour défaut d'autre mention essentielle, n'était pas un obstacle à l'exercice de l'action publique, en vertu de l'article 405 (3).

Cet arrêt ne fait que statuer sur un cas particulier, et il serait injuste de l'ériger en principe absolu. Sans avoir égard à l'opinion qui soutient que

1. *Sic*, Chauveau et Hélie, t. 5, n. 2228.

2. Cass., 5 messidor an XI ; S. 1803, 2, 425 ; *Sic*. Cass., 23 mars et 23 nov. 1838. S. 39, 1, 331 et 813.

3. Cass., 7 avril 1859. D. 63, 5, 158.

l'escroquerie existe, si la nullité de l'obligation se produit par un fait indépendant de la volonté du coupable, nous croyons qu'on doit faire une distinction entre les deux sortes de nullités, les nullités relatives et les nullités absolues. Les obligations entachées de nullité relative pourront seules faire l'objet de l'escroquerie, car si elles sont annulables, dans l'espèce, pour cause de dol, aux termes des articles 1116 et 1117, elles peuvent être validées par la ratification (art. 1338) et la prescription (art. 1304). Il y a donc intérêt ici à protéger la victime contre le danger qu'elle court, en exécutant la convention. Le même intérêt ne se présente pas pour les obligations entachées de nullité absolue, ou inexistantes, et l'article 405 ne saurait viser l'obtention frauduleuse de ces dernières.

Obligations et promesses verbales. — La jurisprudence et les auteurs donnent de cette question des solutions différentes.

M. Garraud (1) estime que les paroles n'engagent pas suffisamment : qu'il faut une dépossession effective de choses (*res*) ou d'actes (*instrumenta*).

Blanche, au contraire, voit dans la promesse verbale des sommes d'argent, une tentative d'escroquerie, puisqu'elle doit avoir pour conséquence finale d'ob-

1. Garraud : t. 5, n. 267.

tenir une remise effective de valeurs ou d'argent (1).

Il y a également désaccord dans la jurisprudence. La Cour de cassation a jugé d'une part : que les manœuvres employées pour surprendre la crédulité d'un témoin, et qui ont amené ce témoin à faire, par erreur, une déposition non conforme à la vérité(2) ; que le fait par un individu d'avoir obtenu d'un autre, à l'aide des manœuvres spécifiées par l'article 405, la promesse verbale d'une somme d'argent, sans qu'il soit établi qu'aucune somme d'argent lui ait été effectivement remise : ne constituent pas le délit d'escroquerie (3).

Nous pensons qu'il devrait y avoir ici tentative d'escroquerie : mais le fait s'étant présenté avant la loi du 18 mai 1863, de grandes difficultés existaient alors sur la question de la tentative.

La Cour de cassation a reconnu néanmoins, qu'au cas où l'emploi des manœuvres frauduleuses n'a d'abord conduit qu'à l'obtention d'une promesse verbale, la réception d'un effet souscrit plus tard en exécution de cette promesse, s'il est constaté qu'elle a été la conséquence directe de la fraude, constitue le délit d'escroquerie ; on ne peut objecter ici que les manœuvres ne se rapportaient qu'à la promesse

1. Blanche, t. 6, n. 182.

2. Cass., 9 sept. 1852. D. 52, 5, 525.

3. Cass., 4 mars 1842. S. 42, 1, 928.

verbale et non à la souscription du titre écrit (1).

D'autre part, et en ce qui concerne les obligations verbales, un arrêt de la Cour de Metz a décidé que la remise d'obligations, qui, aux termes de l'article 405, forme l'un des éléments de l'escroquerie, peut exister sans qu'il y ait de titre écrit.

Il y aura donc tentative d'escroquerie, dans l'effet de vendre frauduleusement, à l'aide d'un échantillon de bon blé placé à la surface de l'un des sacs, du blé échauffé et impropre à la panification, bien que la vente ait été purement verbale, et qu'il n'y ait eu ni arrhes donnés, ni prix payés, alors surtout que la preuve testimoniale du contrat est admissible, et que le blé, livré à l'acheteur, a été par lui transporté dans son grenier (2).

Nous ne voyons pas que dans le texte de l'article 405, le mot écrit soit mentionné quelque part.

En vain alléguerait-on, dans le système qui exige qu'il y ait un écrit, que le mot remettre, suppose un acte matériel, manuel, qui ne saurait être appliqué à l'obligation, promesse, ou quittance verbale.

Nous répondons que l'article 405 contient deux termes, remettre et délivrer, que le mot délivrer complète l'idée du législateur, et s'applique à un objet non tangible, à un droit. Dans le langage cou-

1. Cass , 7 avril 1859. D. 63, 5, 158.

2. Cass., 20 mars 1854. D. 54, 2, 163.

rant, on dit que le créancier a délivré une quittance verbale à son débiteur, etc. Soutenir le contraire ce serait d'ailleurs accuser le législateur d'avoir eu des singulières négligences de style, pour ne pas s'être rendu compte de la signification des mots qu'il employait.

Si à ces raisons d'ordre grammatical, on ajoute les arguments fondés sur le bon sens et l'équité, nous croyons devoir repousser la théorie de la Cour de cassation. Pour quelles raisons, en effet, distinguer les obligations verbales des obligations écrites ? Les contrats consensuels, et beaucoup de contrats commerciaux n'ont pas besoin d'être constatés par écrit pour être valables, l'obligation étant parfaite par le seul consentement des parties. Le système adverse exclurait ainsi du domaine de l'escroquerie beaucoup de faits répréhensibles. Il en est de même pour les promesses et les quittances verbales, qui ne sont pas moins excusables que si elles étaient écrites. L'agent ne nous semble pas faire preuve d'une perversité différente dans les deux cas, la différence réside en dehors de l'escroquerie, dans la preuve, qui dans la deuxième hypothèse ne sera admise au-dessus de 150 francs que s'il y a un commencement de preuve pas écrit, cette règle n'est d'ailleurs pas admise en matière commerciale, il y aura donc ici identité complète entre ce qui est écrit et ce qui est verbal.

CHAPITRE IV.

DÉTOURNEMENT DES VALEURS REMISES.

Le troisième et dernier élément du délit d'escroquerie, est le détournement de la chose remise. Ainsi l'emploi de manœuvres frauduleuses, la remise de valeurs et leur détournement, sont les trois éléments constitutifs du délit d'escroquerie.

Le détournement, c'est l'appréhension, l'appropriation des valeurs remises, ou d'une façon plus générale, c'est tout acte caractérisé de propriété à l'égard de ces valeurs. C'est ainsi que ce troisième élément manque dans le fait de celui qui emploie des manœuvres frauduleuses, pour reprendre possession de la chose dont il est propriétaire.

On peut interpréter différemment le sens et la portée exacte de ce troisième élément, tel qu'il est défini par l'art. 405 : escroquer ou tenter d'escroquer la totalité ou partie de la fortune d'autrui » : soit, comme MM. Chauveau et Hélie, qui sont à peu près les seuls à enseigner qu'en cas d'escroquerie consommée, le détournement des fonds, ou l'usage

des titres, au préjudice du propriétaire, est un élément nécessaire pour constituer le délit (1).

Soit, comme la jurisprudence et la majorité des auteurs, qui soutiennent que, si le prévenu a obtenu la remise des valeurs avec l'intention de se les approprier au détriment d'autrui, le troisième élément s'y trouve par là même compris (2).

Cette distinction pouvait avoir de l'importance, sous l'empire de l'ancien article 405, alors qu'il y avait doute sur le point de savoir si la loi n'avait pas entendu faire dépendre la tentative d'escroquerie, non seulement de l'emploi de manœuvres frauduleuses, qui n'auraient manqué leur effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de leur auteur, mais encore de la condition que l'agent eût obtenu la remise des valeurs, suivie d'un acte quelconque d'appropriation.

Mais depuis la loi du 13 mai 1863, qui a modifié les règles de la tentative d'escroquerie, cette distinction a une importance plus théorique que réelle, puisque le nouvel article 405 punit la simple tentative comme le délit consommé, et par conséquent la remise des valeurs même non suivie d'un détournement véritable. Il suffit, en effet, disent MM. Chau-

1. Chauveau et Hélie, t. 5, n. 2232.

2. Entre autres opinions, Garraud, t. 5, n. 269.

veau et Hélie, que la tentative de se faire remettre soit aussi une tentative de détournement. (1)

La loi exige qu'il y ait une double tentative pour obtenir la remise et pour arriver à la consommation du délit, c'est-à-dire il faut que l'agent, en employant les manœuvres frauduleuses pour se procurer les valeurs, doive avoir pour but de les escroquer. Nous venons ainsi d'empiéter sur l'importante matière de la tentative, en raison de la connexité étroite qu'elle présente avec le détournement, et nous aurons plus d'une fois l'occasion, dans notre étude sur la tentative, de rappeler la nécessité des trois éléments de l'escroquerie.

1. Chauveau et Hélie, t. 5, n. 2235.

CHAPITRE V

DE LA TENTATIVE D'ESCROQUERIE.

La loi des 16-22 juillet 1791 ne punissait pas la tentative d'escroquerie. Il en était de même de la loi du 22 prairial, an IV, et celle du 25 frimaire an VIII.

Elle fut incriminée pour la première fois, dans le Code pénal de 1810, qui en son article 405, punit de la même peine le délit d'escroquerie et la tentative de ce délit, « quiconque, soit... se sera fait remettre : etc... etc... et aura, par l'un de ces moyens, escroqué ou tenté d'escroquer... »

Cet article n'avait pas précisé les caractères, d'après lesquels il entendait distinguer l'escroquerie consommée de sa simple tentative ; mais, ce qui était plus grave, c'était surtout sur les caractères de la tentative punissable que ce texte donnait lieu à plus de difficultés.

Il s'agissait de savoir si la remise était un élément nécessaire de la tentative.

Ou, en d'autres termes, dit M. Garraud (1), « la tentative simple ou le délit tenté, se présentant quand les manœuvres frauduleuses employées dans le but d'escroquer, n'ont pas été suivies d'une remise de fonds, doit-elle être punie à l'égal de la tentative achevée, ou délit manqué, qui a lieu, lorsque, malgré la remise, l'escroc n'a pu réaliser les profits qu'il espérait ? »

La jurisprudence, pour n'avoir pas fait cette distinction, donna l'exemple des fluctuations les plus regrettables en cette matière : elle se prononçait tantôt pour l'affirmative, tantôt pour la négative, au hasard des espèces qui lui étaient soumises.

Une première fois, la Cour de cassation avait jugé que le seul emploi de manœuvres, non suivi de la remise des valeurs, pouvait suffire pour caractériser la tentative (2).

« Attendu, disait-elle, que la remise des fonds ou obligations représentatives de leur valeur est la consommation même du délit... et que déclarer ici la non-existence de la tentative restée sans exécution, ce serait exiger la consommation du délit, puisque la tentative accompagnée de l'exécution, c'est le délit consommé ».

Mais, sur un nouveau pourvoi dans la même af-

1. Garraud, t. 5, n. 271.

2. Cass., 24 février 1827. *S. Coll.* tome VIII, 1, 535.

faire, la Cour de Cassation, toutes chambres réunies, décida au contraire que, pour constituer soit le délit d'escroquerie, soit la tentative d'escroquerie, il fallait, avec l'emploi des moyens frauduleux spécifiés par l'article 405, le concours de la remise ou délivrance des fonds (1).

La Cour suprême appliqua cette dernière solution jusqu'en 1846 (2).

A cette date, il lui fut soumise une affaire très grave et très embarrassante, où la culpabilité évidente des prévenus semblait condamner le système trop peu sévère de la jurisprudence. « Il s'agissait, dit M. David (3), d'une société de joueurs, de grecs, qui exploitaient la crédulité de jeunes gens » et qui, à l'aide de cartes bizeautées, avaient ruiné des fils de famille. Des sommes considérables avaient été perdues et réglées, mais n'avaient pas été payées. Il n'y avait donc pas remise de fonds, comme le voulait la jurisprudence ».

La Cour de Paris fut d'abord saisie de l'affaire et décida qu'il y avait ici tentative d'escroquerie, suffisamment caractérisée par les manœuvres frauduleuses.

1. Cass., *Ch. réunies*, 29 nov. 1828. S. 29, 1, 122.

2. Cass., 28 juin 1834 ; 9 mars 1837 ; 6 sept. 1839 ; 4 mars 1842 ; Dall. R. G. Vol., n. 872 ; 20 juin 1845. D. 45, 1, 275.

3. David, *Traité de l'escroquerie*, p. 129.

Cet arrêt fut cassé, et l'affaire renvoyée devant la Cour de Rouen, qui jugea dans le même sens que la Cour de Paris.

L'affaire revint devant la Cour de cassation, qui, toutes chambres réunies, après un long débat où luttèrent d'éloquence MM. Troplong et Dupin, l'un défendant l'opinion consacrée par la Chambre criminelle, l'autre celle des cours de Paris et de Rouen, adopta cette dernière théorie, condamnant ainsi sa propre jurisprudence, en décidant qu'il y avait tentative punissable dès que, par des circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur, les fonds n'avaient pas été remis.

Nous ne pouvons mieux faire ici que de citer la péroraison saisissante du procureur général Dupin « Décidez le contraire, décidez qu'en matière d'escroquerie, la loi, pour punir, exige le succès, et alors, en déclarant que la tentative d'escroquerie, bien que poussée à un certain degré d'exécution, reste en dehors des atteintes de la partie, vous encouragerez les chevaliers d'industrie, les escrocs de profession à tenter avec audace ce qu'ils pourront risquer avec impunité. S'ils réussissent, ils saisiront leur proie qu'il sera bien difficile de leur ravir, et s'ils échouent, il n'en sera rien » (1).

Il semblait que la doctrine de la Cour de cassation

1. Cass., 20 janv. 1846. D. 46, 1, 70.

fût désormais fixée en ce sens, quand, le 12 juillet 1861, elle revint à la jurisprudence antérieure à 1846, en décidant que la remise des valeurs était une condition constitutive de la tentative d'escroquerie (1).

Si, à cette incertitude de la Cour suprême, on ajoute les divergences de la Cour d'appel, les unes adoptant cette dernière opinion (2), les autres se décidant en sens contraire (3), on comprendra combien la loi du 13 mai 1863 se faisait attendre, répondant ainsi à une nécessité sociale de bonne répression, en venant préciser les caractères de la tentative et mettre fin ainsi à cette véritable anarchie de jugements et arrêts.

D'après la nouvelle disposition de l'article 405, la tentative du délit d'escroquerie existe, dès que, par l'emploi de l'un des moyens frauduleux spécifiés, le prévenu aura tenté de se faire remettre le bien d'autrui. L'emploi d'un de ces moyens frauduleux est donc un commencement d'exécution, qui est punissable, lorsqu'il n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de l'agent, et cela même, en l'absence de la remise de l'objet convoité.

1. Cass., 12 juillet 1861. D. 61, 1, 294.

2. Bordeaux, 11 mars 1840. S. 40, 2, 294 ; Orléans, 10 février 1845. D. 45, 4, 249 ; Poitiers, 23 janvier 1861. D. 61, 2, 77.

3. Montpellier, 6 déc. 1841. S. 42, 2, 30 ; Paris, 18 janv. 1859. S. 59, 2, 7 ; Angers, 12 mars 1859. S. 61, 1, 203.

M. Garraud (1) critique cette nouvelle loi qui fait des manœuvres frauduleuses non pas l'acte préparatoire, mais le commencement d'exécution du délit. Il rappelle à ce sujet les mémorables paroles de Rossi : « Il est déjà difficile, dans un grand nombre de cas, dit Rossi, de distinguer l'escroquerie de cette adresse, de cette ruse, qui fort blâmable en elle-même, ne donne pas lieu cependant à une poursuite criminelle. Appeler les hommes à prononcer sur de simples tentatives d'escroquerie, ce serait faire de la justice humaine un jeu, une arène de métaphysique ».

Dès que la loi du 13 mai 1863 fut votée, le garde des sceaux, comprenant combien dangereuse en était l'interprétation, recommande, dans une circulaire du 30 mai 1863, aux procureurs généraux, de veiller à ce que leurs substituts, bien pénétrés de la véritable pensée de la loi, ne confondent pas avec la tentative proprement dite d'escroquerie, les manifestations de dol civil ou commercial, contre lesquelles la prudence des contractants est une sauvegarde suffisante, et dont la répression n'est pas réclamée impérieusement par l'intérêt social, l'exploitation imprudente de la crédulité publique ou les périls du commerce national menacé de discrédit ».

Depuis la loi de 1863, de nombreux arrêts ont eu

1. Garraud, t. 5, 272.

à se prononcer sur des tentatives d'escroquerie. Il a été notamment décidé, que la tentative est caractérisée par la production de comptes frauduleux à l'autorité qui doit les acquitter, lorsque ces comptes ont été visés, approuvés et certifiés par les préposés compétents (1), par la production d'un état de créances fausses ou exagérées, lorsque cet état certifié sincère, et définitivement dressé, a été déposé aux mains de personnes qui doivent opérer le paiement (2).

Il y a également tentative d'escroquerie, de la part de l'assuré qui, ayant été victime d'un incendie, fait à l'assureur une déclaration mensongère et exagérée du préjudice qu'il a subi, et cachée, pour appuyer cette fausse déclaration, une partie des objets non atteints par le sinistre (3).

La Cour de cassation, dans l'espèce suivante, reconnaît des actes d'exécution nettement caractérisés, alors que la Cour d'Aix n'y avait vu que de simples actes préparatoires.

C'est dans le fait, par un prévenu, qui n'était plus propriétaire d'un bateau qui avait cessé de naviguer, de présenter au commissaire de l'inscription maritime un rôle d'équipage fictif, en simulant des arri-

1. Cass., 19 nov. 1863, *B. cr.* n. 273 ; 9 nov. 1866 ; 21 février 1868. *B. cr.* n. 229, 49.

2. Cass., 16^e avril 1870, *B. cr.* n. 88.

3. Bourges, 10 juillet 1884. *S.* 84, 2, 160.

vées et des départs fréquents, comme s'il se fut livré à une navigation sérieuse, et d'avoir cherché à se procurer ainsi, sans l'obtenir, le visa du commissaire de l'inscription maritime et son inscription sur les registres par lui tenus (1).

Mais il a été jugé qu'il n'y avait pas tentative d'escroquerie, dans le fait de se faire porter fictivement sur le rôle d'équipage d'un bateau pilote, en vue d'acquérir éventuellement des droits à une pension de demi-solde (2).

La tentative ne résulte pas non plus, de la seule inscription sur une feuille de contrôle de journées de travail fictives, si le contremaître qui a fait ces inscriptions n'avait pas cherché à se faire remettre le prix de ses journées (3), ni du simple fait par un individu, prenant une fausse qualité, de commander à un restaurateur pour un jour suivant, un repas, alors qu'au jour indiqué, il ne se présente même pas chez ce restaurateur (4); ni du simple fait d'avoir déposé dans un bureau de poste une lettre chargée portant déclaration d'une valeur de 300 francs, alors que cette lettre ne contenait en réalité que du papier de soie, et qu'elle avait été déposée, de manière à faire

1. Cass., 7 mai 1892. D. 93, 1, 134.

2. Douai, 12 juin 1886. S. 86, 1, 492.

3. Cass., 7 février 1868. D. 68, 1, 411.

4. Amiens, 16 déc. 1887 ; *Rec. d'Amiens*, 1887, 237.

croire à une soustraction de billets en cours de route (1).

La tentative d'escroquerie doit réaliser toutes les conditions du délit d'escroquerie lui-même, sauf nécessairement, celles de la consommation. On la distinguera ainsi, comme le délit lui-même, des autres infractions, avec lesquelles on pourrait la confondre.

Il a été décidé qu'il y avait une tentative d'escroquerie et non une tentative de vol, dans le fait de l'individu qui, en réglant une dépense, substitue frauduleusement à une pièce de 10 fr. en or, déposée sur son comptoir par le marchand qui lui rend la monnaie de 20 francs, une pièce de 5 francs en or, dans le but de faire croire au marchand que celui-ci lui est encore redevable de 5 francs (2).

Il y a, de même, tentative d'escroquerie, et non chantage, dans le fait d'individus qui, profitant de la publication dans un journal d'une contravention commise par un cafetier, se sont frauduleusement concertés pour lui inspirer la crainte chimérique de voir fermer son établissement, et pour l'amener à leur remettre de l'argent, à l'effet de rémunérer ses démarches imaginaires, qu'ils promettaient de faire auprès de l'autorité administrative, en vue de prévenir cette mesure de rigueur (3).

1. Cass., 15 mai 1894, *Pand. Fr.*, 95, 1, 387.

2. Paris, 18 juillet 1887. S. 88, 2, 157.

3. Cass., 12 déc. 1874. D. 75, 1, 38.

Il y a, au contraire, tentative d'extorsion de fonds, et non pas tentative d'escroquerie, de la part de l'individu qui, s'étant fait souscrire par un mineur un billet à ordre, après s'être fait préalablement adresser par lui une lettre, dans laquelle celui-ci affirme être majeur et maître de ses droits, écrit avant l'échéance au père du mineur, pour le sommer d'avoir à remettre les fonds des billets, en le menaçant, au cas de non paiement des billets, de les faire protester et de déposer au parquet une plainte en escroquerie contre son fils (1).

Pour qu'il y ait tentative d'escroquerie, il faut donc que les manœuvres frauduleuses soient suivies d'un commencement d'exécution. Nous le trouvons encore suffisamment caractérisé, dans le fait du débiteur qui, après avoir employé des manœuvres, pour faire croire à l'insertion purement fictive de billets de banque dans une lettre envoyée par la poste à l'adresse de son créancier, a affirmé positivement que sa missive contenait bien les billets de banque en question, et qu'il était lui-même « quitte » de sa dette envers son créancier (2).

1. Paris, 23 février 1887, *Gaz. Pal.*, 87, 1, 381. Voir les nombreux arrêts rendus en matière de tentative colligés par David (133-138).

2. Cass., 2 mars 1895, *Pand. fr.*, 95, 1, 271.

CHAPITRE VI.

COMPLICITÉ DU DÉLIT D'ESCROQUERIE.

La complicité du délit d'escroquerie n'étant soumise à aucune règle particulière, est régie par les articles 59 et 60 du Code pénal, qui forment la loi générale en cette matière.

« Par conséquent, dit M. Garraud, une condamnation pour complicité d'escroquerie exige à la fois que les éléments de la tentative ou du délit consommé soient constatés vis-à-vis des complices, et que, en outre, les éléments matériels et moraux de la complicité soient spécifiés » (1).

Sera condamné comme complice, l'individu qui donne des instructions, pour commettre le délit d'escroquerie.

Ainsi, le directeur d'une société, qui donne à des agents des instructions, pour déterminer des pères de famille à verser une somme qui, dans les polices présentées à la souscription, était déclarée faus-

1. Garraud, t. 5, n. 273.

sement être suffisante pour assurer à leurs fils le bénéfice du service militaire (1).

Celui qui procure des moyens de commettre le délit :

Par exemple, l'individu qui sciemment, et dans un but de cupidité personnelle, donne à un tiers sur la solvabilité d'un individu des renseignements mensongers, au moyen desquels une escroquerie est commise au préjudice de ce tiers (2).

Celui qui est déclaré, en fait, avoir aidé et assisté l'auteur principal, ou lui avoir facilité sciemment l'exécution du délit d'escroquerie:

On peut faire rentrer dans ce mode de complicité, le fait du pharmacien, qui, sciemment, s'est associé à des manœuvres frauduleuses, ayant pour objet de donner à des malades des espérances chimériques de guérison, en promettant de fournir les remèdes à employer (3).

Le fait de la concubine, qui a pris part aux manœuvres frauduleuses, constitutives d'escroquerie et aux profits qu'elles ont procurés, en se faisant faussement passer pour la femme légitime du prévenu (4).

1. Cass., 19 juillet 1867. D. 68, 5, 192 ; Cass., 14 mars 1878. D. 78, 1, 397.

2. Cass., 24 août 1848. B. cr. n. 757 ; Lyon, 25 mars 1867. D. 67, 2, 173.

3. Cass., 4 juin 1859. B. cr. n. 755.

4. Cass., 8 juin 1860. D. 60, 5, 149.

Le fait du propriétaire d'un journal, qui, en cette qualité, a fait la commande d'un tirage exceptionnel, indiqué la disposition typographique du titre du numéro incriminé dans le but de faire de ce numéro, l'usage auquel il a servi, et a prôcuré à ceux qui l'ont annoncé et vendu, le moyen de commettre l'escroquerie (1).

Le prévenu ne pourrait invoquer ici les articles 42 et 44 de la loi du 29 juillet 1881, pour prétendre qu'il ne pouvait être déclaré que civilement responsable des délits commis par le gérant du journal : ces articles ne sont en effet applicables qu'aux délits de presse, et non aux délits de droit commun, même commis par la voie de la presse.

Mais il ne peut y avoir complicité légale d'escroquerie, si les circonstances relevées à la charge d'un prévenu ne présentent aucune participation active et personnelle au délit (2).

Un arrêt a décidé pourtant que, sont suffisamment caractérisées l'aide et l'assistance données à l'auteur principal du délit d'escroquerie, s'il existait entre tous les agents du délit une véritable association (3).

Il est également nécessaire qu'il soit constaté que la participation a eu lieu avec connaissance de cause.

1. Cass., 18 mai 1888. S. 89, 1, 40.

2. Cass., 14 mai 1847. B. cr. n. 852.

3. Cass., 8 février 1889. B. cr. n. 54.

La complicité par récel peut s'appliquer au délit d'escroquerie. Elle a été retenue à l'égard du commerçant, qui, après avoir reçu des marchandises obtenues à l'aide de manœuvres frauduleuses, employées par une entreprise commerciale fictive pour arriver à se faire livrer ces marchandises, s'est efforcé d'en dissimuler la possession, au moyen de mention mensongère sur ses livres (1).

Du créancier qui accepte, en paiement de ce qui lui est dû, des sommes qu'il sait provenir d'escroquerie (2.)

1. Cass., 24 déc. 1869. D. 70, 1, 382.

2. Paris, 19 juillet 1865. D. 66, 5, 250.

CHAPITRE VII

Dans un dernier chapitre, divisé en 14 sections, nous étudierons toutes les particularités du délit d'escroquerie, relatives aux attributions respectives de la Cour de Cassation et des juges du fond, à la poursuite, à la compétence, à la preuve, aux pénalités, etc., etc.

SECTION I. — Attributions respectives de la Cour de cassation et des juges du fond.

En raison de la difficulté, qui s'attache à l'appréciation des éléments constitutifs du délit d'escroquerie, la Cour de cassation s'est réservé le droit de contrôler les décisions du juge du fond, quant à l'appréciation des éléments constitutifs du délit d'escroquerie.

Chauveau et Hélie approuvent cette jurisprudence (1). « La matière de l'escroquerie, disent-ils,

1. Chauveau et Hélie, t. 5, n. 2240.

par la variété de ses formes et de ses actes, peut donner lieu aux appréciations les plus arbitraires, et les termes vagues et flexibles de la loi permettent de les étendre à des faits qui n'ont pas les véritables caractères du délit. Il importe donc que ces appréciations diverses puissent être soumises au contrôle d'une juridiction qui, éloignée des faits et isolée de leur influence, peut y vérifier les éléments de l'incrimination légale. L'appréciation souveraine de ces faits abandonnée aux tribunaux, qu'elle fût ou non conforme aux règles de la compétence, avait le grave inconvénient de laisser planer une fâcheuse incertitude sur les caractères constitutifs de l'escroquerie, et d'envelopper dans l'incrimination, des fraudes distinctes de ce délit. L'examen de la Cour de cassation contribuera à restituer aux faits de fraude leur véritable caractère ».

Les tribunaux correctionnels doivent donc, non seulement, déclarer l'existence de toutes les circonstances constitutives de l'escroquerie, mais encore, énoncer avec soin les faits physiques qui engendrent ces circonstances, afin que la Cour suprême pût examiner elle-même la qualification attribuée à ces faits.

Sous l'empire de la loi de 1791, dans une période qui se continue jusqu'en 1819, elle exigea des cours

et tribunaux, la consignation dans leurs arrêts et jugements, des faits qui les avaient motivés.

Il fut en effet jugé que, lorsqu'il y a condamnation pour escroquerie, il ne suffit pas que l'arrêt dise vaguement que le prévenu s'est rendu coupable d'un abus de crédulité, mais qu'il est nécessaire de détailler tous et chacun des faits qui ont constitué cet abus de crédulité, et les manœuvres à l'aide desquelles le coupable a réussi dans cette entreprise (1).

De 1819 à 1830, cette jurisprudence fut abandonnée, et le juge du fond eut l'appréciation discrétionnaire des faits constitutifs des éléments de l'escroquerie, d'où il faut induire que les juges, tout en étant tenus de constater l'existence ou la non existence des éléments légaux, n'étaient pas obligés d'énoncer en outre les faits, sur lesquels reposait leur décision, et que l'erreur portant sur ces faits ne pouvait être relevée par la Cour de cassation (2).

Mais la Cour de cassation revint à son premier système, qui est d'ailleurs le système actuel, en arguant de ce qu'elle avait mission pour statuer sur

1. Cass., 7 février 1812, S. 42, 1, 318, Conf. Merlin, *Répert. V. Escr.* n. 12.

2. Cass., 14 nov. 1819 ; 17 août 1821 ; Dalloz, R. Gén. Vol. n. 925 ; 9 sept. 1826. S. 27, 1, 536 ; Cass., 9 juillet 1830. S. 31, 1, 56.

la qualification légale qui était attribuée aux faits par les jugements, et que dès lors elle avait ici le pouvoir d'examiner si ces faits présentaient les caractères exigés par l'article 405.

M. David fait une distinction relativement au pouvoir d'appréciation du juge du fond : « Cette appréciation dit-il, est souveraine relativement à l'existence du fait en lui-même, mais quant au caractère délictueux, l'appréciation tombe sous le contrôle de la Cour de cassation » (1).

Il a été décidé que le jugement ou l'arrêt de condamnation doit, pour être suffisamment motivé, déclarer expressément les faits auxquels les juges appliquent la qualification d'escroquerie. Il ne suffirait pas de qualifier les faits sans les énoncer, et en se bornant à rappeler les caractères légaux de l'escroquerie (2).

Le Conseil de révision de Paris a cependant méconnu son pouvoir d'appréciation, quand il a décidé que le jugement qui constate que le prévenu a fait usage de la fausse qualité d'envoyé d'une personne, et que cette fausse qualité a été déterminante de la remise des valeurs, énonce suffisamment les circonstances constitutives de l'escroquerie (3).

1. David, n. 86.

2. Cass., 8 janvier 1841. S. 42, 1, 147.

3. Cass., Paris, 2 juillet 1885. (*Loi* du 28 juillet 1885).

Il a été jugé, dans de nombreuses décisions de la Cour suprême, que le jugement ou l'arrêt correctionnel ne peut régulièrement reconnaître un prévenu coupable du délit d'escroquerie, qu'à la double condition de spécifier en quoi ont consisté l'emploi d'un faux nom ou d'une fausse qualité, ou les manœuvres frauduleuses employées par le prévenu, et d'établir, pour le deuxième cas, que les manœuvres frauduleuses ont été de nature à persuader à la victime l'existence d'un crédit imaginaire, ou à faire naître dans son esprit l'espérance d'un événement chimérique (1). L'arrêt qui, après avoir spécifié les manœuvres frauduleuses, auxquelles s'est livré le prévenu, déclare qu'il a ainsi escroqué tout ou partie de la fortune d'autrui, contient la constatation expresse que la remise des fonds a eu pour cause déterminante, l'emploi des manœuvres frauduleuses (2).

C'est pour ne pas avoir observé ces règles que la Cour suprême annula beaucoup de décisions, comme insuffisamment motivées (3).

Il est également nécessaire de motiver les arrêts de jugements lorsqu'il s'agit de justifier un acquittement en matière d'escroquerie.

1. Cass., 10 mai 1850. D. 51, 5, 230 ; Cass., 3 avril 1886. *Gaz. Pal.* 86, 2, 688 ; Cass., 30 janvier 1892. *B. cr.* n. 40.

2. Cass., 1882. D. 82, 1, 384.

3. Cass., 6 février 1857. D. 57, 5, 278 ; Cass., 1852. D. 52,

C'est ainsi qu'il a été jugé, qu'il y a nullité pour insuffisance de motifs, dans le jugement qui, en relaxant un individu prévenu d'escroquerie, se borne à déclarer que les faits imputés à cet individu ne présentent pas les caractères de ce délit (1); dans l'arrêt qui prononce une condamnation pour délit d'escroquerie, en se bornant à déclarer que le prévenu a fait usage de faux noms ou de fausses qualités, sans indiquer les noms ou qualités usurpés, ni les circonstances dans lesquelles ils l'ont été, ou qui, relevant l'emploi de manœuvres frauduleuses, ne spécifie pas en quoi elles ont consisté (2).

Quant à l'intention frauduleuse qui doit accompagner les manœuvres, il n'est pas nécessaire que ces manœuvres soient expressément qualifiées de frauduleuses, le rapprochement des faits et circonstances caractéristiques de fraude qui ont accompagné ces manœuvres, pouvant équivaloir à cette qualification.

Si les faits retenus par l'arrêt impliquent néces-

5, 244 ; Cass., 1^{er} février 1872. D. 72, 1, 459 ; 22 mai 1874. D. 76, 1, 139 ; 26 sept. 1878. D. 79, 1, 487 ; Cass., 6 février 1885. *Gaz. Pal.* 85, 1, 71 ; Cass., 27 juin 1889. *B. cr.* 229, p. 363 ; 5 février 1892. *B. cr.* n. 43, p. 68 ; 21 juillet 1893. *B. cr.* n. 199, p. 308.

1. Cass., 6 juin 1840. *B. cr.* n. 163.

2. Cass., 23 nov. 1894. D. 95, 1, 302.

sairement une intention frauduleuse, de la part du prévenu, la Cour de cassation a le pouvoir d'annuler l'arrêt, si, par suite, le juge n'a pu écarter cette intention, sans démentir ses propres déclarations (1).

Ainsi donc, l'appréciation à laquelle il appartient aux juges du fond de se livrer, à l'égard des faits soumis à leur examen, n'est souveraine, qu'autant que les déductions tirées de cet examen ne sont pas en contradiction flagrante avec le caractère légal qui appartient à ces faits ; c'est, pour ces raisons, que doit être annulé l'arrêt qui, après avoir constaté à la charge du prévenu des faits constituant les manœuvres frauduleuses et autres conditions caractéristiques du délit d'escroquerie, leur donne une autre qualification, et excipe de la bonne foi du prévenu pour l'acquitter (2).

Il n'y a pas les mêmes raisons pour exiger qu'une condamnation aux dommages-intérêts soit motivée, si elle dépend d'un délit d'escroquerie régulièrement constaté.

Un arrêt a décidé qu'il n'est pas nécessaire que la condamnation à des dommages-intérêts soit explicitement motivée, lorsqu'elle a ses motifs dans un délit d'escroquerie déclaré constant, qu'elle est

1. Cass., 28 mai 1887. S. 88, 1, 185.

2. Cass., 7 mai 1857. D., 57, 1, 317 ; 14 mai 1881. S. 82, 1, 331 ; 28 mai 1887, précité.

un accessoire de la condamnation principale, et qu'elle se réfère de droit aux mêmes bases et aux mêmes motifs (1).

En ce qui concerne la tentative d'escroquerie, la circulaire du garde des sceaux du 30 mai 1863, prescrit aux tribunaux de relater minutieusement les faits, sans lesquels la Cour de cassation ne pourrait pas discerner si la condamnation se fonde sur l'escroquerie caractérisée, ou sur des mensonges qui échappent à la rigueur de la loi ».

Les caractères de la tentative doivent-ils être déterminés par les articles 2 et 3 du Code pénal?

Dans un premier système, qui adopte l'affirmative, on décide que la tentative, dans le cas même où la loi l'incrimine, n'est punissable, qu'autant qu'elle est caractérisée ; il est donc nécessaire ici, que le jugement de condamnation en constate les caractères, qui seuls justifient l'application de la peine (2).

Dans un autre système, qui adopte la négative, on décide que les tentatives de délits peuvent être déclarées punissables, sans qu'il soit nécessaire que le jugement de condamnation constate l'existence des circonstances déterminées par l'article 2, cet article n'étant relatif qu'aux tentatives de crimes. Spé-

1. Cass., 17 août 1821, (précité).

2. Cass., 20 janvier 1846. D. 46, 1, 66 ; 20 mai 1858. D. 58, 1, 225.

cialement le juge correctionnel n'est pas tenu de mentionner dans son jugement que la tentative du délit d'escroquerie qu'il punit, est caractérisée, comme l'exige l'article 2 (1).

En matière de complicité du délit d'escroquerie, il a été jugé, qu'elle devait être appréciée suivant les règles établies par les articles 59 et 60 C. p. Il est donc nécessaire que les éléments du délit soient constatés vis-à-vis du complice et qu'en outre les actes de participation de celui-ci soient spécifiés.

Mais les constatations, sur lesquelles se fonde une Cour d'appel, pour déclarer dans une poursuite pour complicité d'escroquerie, que le prévenu a agi en pleine connaissance de cause en se rendant complice par aide et assistance, sont souveraines et échappent au contrôle de la Cour de cassation (2).

SECTION II — De la poursuite. — Législations étrangères.

Comme tout délit ou crime, l'escroquerie peut donner naissance à une double action, l'action publique et l'action civile. Ces deux actions étant indépendantes l'une de l'autre, le ministère public peut poursuivre d'office le délit d'escroquerie.

1. Cass., 23 février 1851. D. 52, 5, 508.

2. Cass., 4 juillet 1889. B. 243, p. 388.

Il en est autrement dans certaines législations, notamment en Hongrie, en Danemark, en Italie, où la poursuite est subordonnée à la plainte de la partie lésée ; néanmoins, dans ce dernier pays, la poursuite a lieu d'office, si le préjudice dépasse 2000 francs, et si la victime est une administration publique ou un établissement de bienfaisance.

Dans le Code pénal allemand, le ministère public peut poursuivre d'office la répression du délit d'escroquerie, sauf dans le cas où le fait de tromperie (betrug), aura été commis envers des proches, tuteurs, précepteurs, ou envers des personnes dont le coupable est le domestique, l'homme de service à gages ou le pensionnaire.

SECTION III. — Compétence.

L'escroquerie étant un délit, doit être poursuivie devant le tribunal correctionnel ; même commise par la voie de la presse, elle ne saurait tomber sous l'application de la loi du 29 juillet 1881, qui ne prévoit que les délits de presse proprement dits et non les délits de droit commun.

§ 1. — *Compétence à raison du fait.*

Si le délit d'escroquerie est connexe à un crime,

le juge compétent pour connaître du crime, l'est aussi pour connaître du délit.

Ainsi, le juge correctionnel devant lequel un prévenu poursuivi pour escroquerie, élève une exception d'incompétence, fondée sur ce que le fait à lui imputé, constituerait le crime de faux, ne peut rejeter cette exception, en se déclarant compétent par le motif que la poursuite ne vise que le délit d'escroquerie, si d'ailleurs, il constate que le faux a été dans l'espèce, un des éléments principaux et effectifs de l'escroquerie, et qu'il y est intimement lié (1).

Mais le tribunal correctionnel saisi pour délit d'escroquerie ne pourra statuer sur un nouveau délit, qui n'a été révélé que par les débats de l'audience ; soit par exemple sur le délit de vol, alors que les faits constitutifs de ce dernier délit sont distincts et auraient été commis envers d'autres personnes dans des lieux différents et à des époques différentes (2).

Soit également sur une nouvelle prévention qui, à certains égards, concerne le même fait, si d'ailleurs elle ne se rattache pas nécessairement à l'inculpation seule énoncée dans l'ordonnance de mise en prévention, et dans la citation (3).

La raison en sera ici dans le respect pour les droits

1. Cass., 22 janvier 1881. S. 82, 1, 142.

2. Poitiers, 23 janvier 1861. D. 61, 2, 77.

3. Cass., 23 août 1861. D. 61, 1, 448.

de la défense : mais il en serait autrement, si le prévenu consentait formellement à être jugé sur le délit non spécifié dans la citation.

Toutefois, ce consentement doit être expressément constaté : il ne peut résulter notamment de ce que le prévenu a comparu, s'il était en état d'arrestation.

En application de la règle que le criminel tient le civil en état, M. Carnot enseigne que si, devant un Tribunal civil saisi d'une demande en nullité d'un acte, le souscripteur maintenait que des manœuvres frauduleuses de la nature de celles que précise l'article 403, ont été employées contre lui pour lui escroquer sa signature, le tribunal civil devrait surseoir jusqu'à ce qu'il ait été statué par les tribunaux répressifs sur la plainte en escroquerie (1).

§ 2. — *Compétence à raison du lieu.*

Nous avons examiné la compétence à raison du fait, il reste à étudier la compétence à raison du lieu.

Les délits d'escroquerie commis en France peuvent être poursuivis devant les tribunaux français, alors même qu'ils ont été commis, soit par un Français contre un étranger, soit par un étranger contre un Français, soit même par un étranger contre un

1. Carnot, t. 2, p. 334, n. 15.

étranger : cette règle est d'ailleurs applicable à tous crimes et délits.

Quant à la question de savoir si le tribunal compétent est celui du lieu où les manœuvres frauduleuses ont été consommées, ou bien celui du lieu où la remise a été opérée, elle a été résolue dans le premier sens, par un arrêt de cassation (1).

L'escroquerie est réputée commise en France, et les tribunaux français sont compétents pour en connaître lorsque les manœuvres frauduleuses, et la remise des fonds ont eu lieu en France (2).

Elle est encore réputée commise en France, lorsque les manœuvres frauduleuses ont été pratiquées en France, et que les fonds ont été expédiés de France encore que les fonds aient été encaissés en pays étranger (3).

Il suffit même que les éléments frauduleux, qui sont l'un des éléments essentiels du délit d'escroquerie, aient été accomplis en France, pour que le juge français soit compétent pour connaître du délit, encore bien qu'il ne soit pas établi que les

1. Cass., 20 août 1852. D. 52, 5, 132. *Sic.* Faustin-Hélie. *Traité de l'Inst. cr.* Compétence, page 258.

2. Cass., 2 août 1883. S. 85, 1, 509. En ce sens. *Journ. Dr. crim.* 1869, art. 8748, p. 37. *Contrà* Faustin-Hélie. *Traité de l'Instr. cr.* t. 2, p. 688.

3. Cass., 11 mars 1880. S. 81, 1, 329,

remises de fonds qui ont consommé définitivement l'escroquerie, aient été réalisées en France (1).

Dans l'hypothèse inverse, si les manœuvres frauduleuses ont été pratiquées à l'étranger et ont produit leur réalisation en France, il semblerait logique que les tribunaux français dussent se déclarer incompétents. Il a été cependant attribué compétence aux tribunaux français, alors même qu'il s'agit de manœuvres frauduleuses, ayant eu lieu en pays étranger, mais ayant eu pour effet des obligations passées en France (2).

SECTION IV. — De la preuve.

La preuve des circonstances constitutives du délit d'escroquerie peut se faire, par tous les moyens possibles, par témoins, et même par simples présomptions, soit qu'elle ait trait à la remise d'une somme supérieure ou inférieure à 150 francs, puisque l'article 1341 du Code civil, qui n'admet la preuve testimoniale de l'existence d'une convention qu'autant qu'il s'agit d'une somme supérieure à 150 francs, n'est pas applicable dans les cas où il y a eu dol ou fraude (art. 1348 C. civil), soit qu'il s'agisse de remises de valeurs ou de conventions, qui ne peu-

1. Cass., 11 août 1882. S., 85, 1, 184.

2. Colmar, 27 janvier 1824. Dall. R. G. Vol. n. 901.

vent être prouvées par témoins, d'après les règles du droit civil.

C'est que l'existence de la remise ou de la convention, n'a pas le caractère d'un fait civil, indépendant du délit d'escroquerie, mais forme l'un des éléments constitutifs de ce délit, à raison de l'indivisibilité qui le rattache aux moyens frauduleux, à l'aide desquels les remises de valeurs ou de convention ont été consenties.

La preuve par témoins peut être invoquée, même contre et outre le contenu d'un acte écrit, dès qu'elle tend à établir l'existence de l'escroquerie, qui a été mise en usage pour en déterminer la confection (1).

Contre une transaction passée par acte authentique, sans qu'il y ait ici violation de l'art. 1319 du C. civil(2).

Et même, malgré l'autorité de la chose jugée, la preuve testimoniale peut être admise à l'égard des manœuvres frauduleuses qui ont déterminé l'obtention d'un jugement par défaut (3).

SECTION V. — Des peines.

Le délit d'escroquerie est puni d'un emprisonne-

1. Cass., 4 déc. 1846, *B. cr.* n. 304 ; 17 février 1843. *B. cr.* n, 63.

2. Cass., 23 nov. 1838. *S.* 39, 1, 813.

3. Cass., 24 mars 1855. Dalloz, *R. G.* Vol. n. 904.

ment d'un an à cinq ans et d'une amende de cinquante francs à trois mille francs.

A l'emprisonnement et à l'amende, l'article 405 ajoute une peine accessoire, en disposant que les coupables pourront en outre être interdits pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, des droits mentionnés en l'article 42 du Code pénal.

Sous la loi du 19 juillet 1791, l'emprisonnement était de deux ans et l'amende ne pouvait excéder 5000 livres.

Dans la législation actuelle, l'admission des circonstances atténuantes donne aux juges la faculté, selon l'article 463, de ne prononcer que l'une ou l'autre de ces deux peines et même de les abaisser jusqu'aux taux de simple police (1).

Quant à l'interdiction légale, c'est une peine facultative qui peut être prononcée accessoirement à la peine principale, même dans le cas où le prévenu, par suite de circonstances atténuantes, n'est condamné qu'à une amende (2) ; mais elle ne peut être prononcée dans le cas où le juge s'est décidé à n'appliquer que des peines de simple police (3).

Le juge correctionnel ne peut prononcer, contre

1. Cass., 9 juillet 1813 ; Dall. R. G. n. 912.

2. Cass., 14 mars 1878. S. 79, 1, 94.

3. Chauveau et Hélie, t. 5, n. 2028 ; Carnot, t. 2, p. 326, n. 22.

les escrocs, d'autres peines, telles que la peine accessoire de la surveillance de la haute police (1). (Hâtons-nous d'ajouter que la loi du 27 mai 1885 a, dans son article 19, supprimé la surveillance de la haute police et l'a remplacée par la défense faite au condamné de paraître dans les lieux, dont l'interdiction lui sera signifiée par le gouvernement avant sa libération.)

Il a été jugé également, qu'il y avait excès de pouvoir, dans la décision du juge correctionnel, qui, prononçant contre un huissier, une condamnation pour escroquerie, ajoute au chef relatif à l'interdiction temporaire des droits énumérés dans l'article 42 du Code de procédure, l'énonciation suivante « et notamment de l'exercice des fonctions d'huissier dont il était investi (2) ».

Il a été jugé pourtant, que le jugement qui condamne un individu aux peines portées par l'article 405, pour avoir, soit à l'aide de fausses qualités, soit au moyen de manœuvres frauduleuses, trompé les acheteurs sur la nature de la marchandise vendue, peut prononcer en outre la confiscation des marchandises saisies (3).

Nous ne croyons pas que la Cour de cassation ait

1. Cass., 9 juillet 1859. D. 59, 1, 333.

2. Cass., 30 avril 1863. D. 63, 1, 326.

3. Cass., 27 mai 1854. Dall. R. G. n. 911.

violé ici la règle du non cumul des peines, car l'article 435 est inapplicable aux peines accessoires, dont la confiscation fait partie « les peines complémentaires, dit M. Garraud, sont indépendantes de la peine la plus forte, dont parle l'article 365 ; elles doivent donc être prononcées, même quand elles ne sont édictées que par la disposition qui prononce la peine la plus faible » (1).

Quant à l'impression et à l'affichage des jugements, rendus en matière d'escroquerie, la loi des 19-22 juillet 1791 (titre II, art. 34), les considérait comme des peines, que le juge ne pouvait se dispenser de prononcer ; elles étaient de droit en cette matière (2).

Mais le Code pénal de 1810 ne renfermant pas de dispositions analogues sur ce point, les tribunaux correctionnels ne pourraient d'office les ordonner, ni même sur les conclusions du ministère public : ils ne pourraient être accordés que sur la demande de la partie civile, et à titre de réparation du préjudice moral qui lui aurait été causé par le délit.

SECTION VI. — De la récidive et de la relégation.

Depuis la loi du 26 mars 1891, la récidive de dé-

1. Garraud, *Traité élémentaire du Droit criminel*, n. 298.

2. Cass., 16 mars 1809. *Dall. R. G. Vol. n. 920.*

lit à délit n'est punissable qu'autant que la deuxième infraction est le même délit que celui qui a motivé la première condamnation, ou l'un de ceux qui lui sont assimilés par les deux derniers paragraphes de l'article 58 nouveau.

Il faut donc, pour qu'il y ait lieu à l'application des peines de la récidive correctionnelle, que l'infraction qui sert de premier terme à la récidive, et que la deuxième infraction soient de même nature. Il n'y a d'exception que pour les délits de vol, escroquerie et abus de confiance, qui sont, au point de vue de la récidive, considérés comme étant un même délit (1) (Code pénal, art. 58, § 3).

En conséquence, l'individu condamné une première fois pour vol à l'emprisonnement, et condamné de nouveau pour escroquerie ou tentative d'escroquerie, moins de cinq ans après l'expiration de la première peine, est en état de récidive légale (2).

Après plusieurs condamnations, et moyennant certaines conditions déterminées par la loi du 27 mai 1885, le récidiviste encourra la relégation ; mais toute infraction assimilable à l'escroquerie, prévue par un autre texte que l'article 405 ; par exemple par l'article 15 de la loi du 24 juillet 1867, ne cons-

1. Cass., 27 janvier 1809 ; 25 avril 1862, D. 63, 5, 423.

2. Paris, 7 avril 1891. S. 91, 2, 240.

tituera pas l'escroquerie au point de vue de la relégation (1).

SECTION VII. — Des peines de l'escroquerie dans certaines législations étrangères.

Dans presque toutes les législations étrangères, le vol, l'escroquerie et l'abus de confiance sont punis des mêmes peines, et les peines sont graduées suivant la valeur de l'objet que l'auteur de l'infraction s'est approprié frauduleusement. Il en est ainsi dans le Code pénal anglais, autrichien ; dans le Code pénal hongrois du 28 mai 1878 où l'escroquerie devient un crime, si le préjudice dépasse 50 florins ; dans le Code mexicain qui punit l'escroquerie de la même peine que le vol sans violence et l'abus de confiance ; jusqu'à 5 piastres (25 francs), la peine est d'une simple amende du triple ; de 500 à 1000 piastres, la peine est de deux ans de prison ; au-dessus de 1000 piastres, on ajoute un mois de prison par chaque fraction de 100 piastres :

Certains Codes suivent le système français, en ce sens, qu'ils ne précisent pas le chiffre au-dessus et au-dessous duquel la peine est à raison de la valeur de l'objet soustrait, augmentée ou diminuée. Le Code italien (30 juin 1889, art. 413) distingue certaines

1. Garraud, t. 5, n. 274.

catégories d'escroqueries suivant la qualité de l'escroc ou de sa victime, et leur applique des pénalités différentes.

C'est ainsi que l'escroquerie commise entre simples particuliers est punie de la réclusion qui peut être portée à trois ans, et d'une amende de plus de 100 livres, tandis que si le délit est commis (1) par des avocats, procureurs ou administrateurs dans l'exercice de leurs fonctions (2); au détriment d'une administration publique ou d'un établissement de bienfaisance publique; (3) sous le prétexte de faire exonérer quelqu'un du service militaire, le coupable est puni de la réclusion d'un an à cinq ans et d'une amende de plus de 300 livres.

Le Code pénal des Pays-Bas du 3 mars 1881, art. 326-8, punit l'escroquerie d'un emprisonnement de 3 ans au plus; les fraudes commises en matière d'assurances ne sont punies par ce Code que d'un an de prison au plus; sauf au cas où l'assuré a incendié la chose assurée au détriment de l'assureur la peine de l'emprisonnement sera ici de 4 ans au plus.

En Belgique (C. pénal, du 8 juin 1867 § 496) ce sont les mêmes pénalités qu'en France, sauf pour l'amende qui s'élève de 16 à 300 francs.

En Allemagne (Code pénal 31 mai 1870, art. 263) l'escroquerie est punie de l'emprisonnement et d'une

amende de 1000 thalers au plus. Le coupable est en outre privé de l'exercice des droits civiques (1).

SECTION VIII. — Du non cumul des peines en matière d'escroquerie.

La règle du non cumul des peines, consacrée par les articles 365 et 379 du Code pénal, s'applique aux crimes et délits, et non aux contraventions.

On a donc dû appliquer uniquement la peine de l'escroquerie, qui est la peine la plus forte, dans le fait d'un individu condamné à la fois pour délit d'escroquerie et pour infraction à l'article 36 de la loi du 21 germinal an II sur la distribution et le débit illégal de remèdes et préparations pharmaceutiques (2).

D'après l'article 4 de la loi du 3 septembre 1807, l'individu déjà condamné à l'amende pour délit d'usure, subissait encore un emprisonnement de deux ans au plus, s'il résultait de la procédure qu'il avait commis une escroquerie. Donc, avant la promulgation du Code pénal qui ne l'a pas d'ailleurs

1. Nous devons faire remarquer ici que le mot *betrug*, par lequel le Code pénal allemand qualifie l'escroquerie, s'applique non seulement aux escroqueries, entrant dans les termes de l'article 405 du Code français, mais en outre à des actes dommageables de tromperie, commis à l'aide de simples affirmations mensongères.

2. Amiens, 10 février 1854. S. 55, 2, 62.

abrogée, cette loi autorisait le cumul des peines des délits d'usure et d'escroquerie. Vint ensuite la loi du 19 décembre 1850 qui, complétant celle de 1807, décida que l'individu prévenu des délits d'usure et d'escroquerie, subirait, outre les peines portées par l'article 405, une amende qui ne pourra excéder la moitié des capitaux prêtés à usure ; la même disposition est applicable aux autres délits qui sont venus se joindre à l'usure (1).

Ainsi, en cas de connexité du délit d'usure avec le délit d'escroquerie, il y a identification des deux délits, et formation d'un délit complexe soumis à l'appréciation du même tribunal.

SECTION IX. — Des restitutions et dommages-intérêts.

Nous avons vu que l'action publique pouvait aboutir, soit à une condamnation, soit à un acquittement : il nous reste à parler de l'action civile, qui peut s'exercer, soit devant les tribunaux correctionnels accessoirement à l'action publique.

Elle s'exerce dans l'intérêt de la partie lésée, en vue d'obtenir soit la restitution des objets escroqués, soit en outre des dommages-intérêts :

La restitution peut être ordonnée d'office par le tribunal correctionnel, au profit d'une personne qui

1. Cass., 14 nov. 1862. D. 63, 5, 394; 14 mai 1880. D. 81, 1, 239.

n'a pas conclu, et même qui n'est pas partie dans l'instance. Il en est autrement des dommages-intérêts. Sous l'empire de la loi du 19 juillet 1791 (article 35) et du Code de brumaire an IV, l'individu condamné aux peines de l'escroquerie, devait l'être nécessairement à la restitution des objets escroqués, et à des dommages-intérêts, s'il y avait lieu (1).

Mais l'article 405 ayant gardé le silence sur les restitutions et les dommages-intérêts, c'est la règle générale, telle qu'elle est établie par les articles 51 C. pénal et 366 (l. cr.), qui recevra ici son application ; le tribunal correctionnel ne pourra donc allouer des dommages-intérêts, que sur les conclusions de la partie civile, et il ne sera pas nécessairement obligé de les prononcer, dans tous les cas.

SECTION X. — De la règle, « non bis in idem ».

En matière civile, comme en matière pénale, la règle *non bis in idem* ne s'applique que s'il y a identité d'objet, de cause et de personne entre l'action déjà jugée, et celle qu'on veut recommencer.

| Il n'y aura donc pas lieu à l'application de cette règle, parce qu'il y a qualification nouvelle donnée, dans l'arrêt suivant qui a décidé que 1° bien qu'il soit intervenu une ordonnance de non-lieu sur l'in-

1. Cass., 14 germinal an VIII. Dall. R. G. Vol. n. 913.

culpation de faux, la pièce arguée de faux peut être prise comme élément des manœuvres frauduleuses caractéristiques de l'escroquerie ; 2° l'individu acquitté par le tribunal correctionnel d'une poursuite pour délit d'escroquerie, commis au moyen d'un jeu de hasard sur la voie publique, peut, sans violation de la chose jugée, être poursuivi devant le tribunal de police, à raison du même fait de tenue d'un jeu de hasard sur la voie publique, considéré non plus comme instrument de fraude, mais comme constituant la contravention prévue par l'article 475 § 5 Code pénal (1). Il en est encore ainsi bien que le ministère public n'ait fait aucune réserve lors de la première poursuite (2).

Mais il y aurait violation de la règle *non bis in idem*, dans le fait de retenir vis-à-vis d'un ou de plusieurs prévenus, comme manœuvres frauduleuses, au point de vue de l'article 405, les irrégularités qui constituent des délits spéciaux prévus et punis par la loi du 24 juillet 1867, alors que ces délits ont déjà été retenus et jugés vis-à-vis des mêmes prévenus ; ce serait appliquer deux peines aux mêmes faits, en leur donnant des qualifications différentes (3).

1. Douai, 24 nov. 1859. Dall. R. G. Vol. n. 875.

2. Cass., 1^{er} août 1861. D. 61, 1, 500.

3. Lyon, 26 mai 1887, *Mon. Lyon*, 18 juin 1887.

« En principe, dit M. Ortolan, le droit d'action publique et le droit d'action civile, étant deux droits distincts, l'épuisement de l'un ne saurait emporter l'épuisement de l'autre » (1).

Il en résulte que si l'action civile peut se trouver éteinte par le désintéressement de la partie lésée, l'action publique n'en doit pas moins suivre son cours, et aboutir à la condamnation du prévenu (2).

Mais la chose jugée au civil a autorité au criminel entre les parties qui ont figuré dans l'instance civile, et qui sont, devant la juridiction criminelle, l'une, poursuivie et l'autre partie civile.

Ainsi, lorsqu'un acte de vente a été déclaré valable par un jugement du tribunal civil qui n'est plus susceptible de recours par les voies ordinaires, le tribunal correctionnel, saisi d'une prévention d'escroquerie dirigée contre une des parties stipulant à cet acte, et fondée sur ce qu'elle l'aurait obtenu de l'autre à l'aide de manœuvres frauduleuses, ne peut, sans violer l'autorité de la chose jugée, statuer sur l'action civile de celle-ci en réparation des dommages qu'elle aurait éprouvés par suite de ce même acte (3).

De même, le tribunal correctionnel doit repous-

1. Ortolan, *Eléments de droit pénal*, t. 2, n. 1811.

2. Cass., 4 avril 1839. *G. Pal.* 1843-459. *Sic*, Mangin, *De l'act. publ.*, t. 1, n. 31.

3. Cass., 4 oct. 1856. *D.* 56, 1, 432.

ser toute action qui a déjà été intentée devant un autre tribunal, soit qu'elle ait été jugée par ce dernier, comme dans le cas où l'individu, victime d'une escroquerie par le fait de laquelle il a acheté un fonds de commerce pour un prix exagéré, a intenté devant le tribunal de commerce une action en restitution de sommes payées, et en dommages-intérêts, soit même avant la prononciation du jugement (1).

La chose jugée au criminel n'a autorité au civil, que lorsqu'elle exclut nécessairement l'existence du fait qui sert de base à l'action civile, et l'acquiescement prononcé par la justice criminelle ne peut faire obstacle à l'action civile ultérieure, à raison du fait qui servait de base à l'action publique, qu'autant que le juge criminel a nié clairement ce fait, et que la demande à fins civiles, serait nécessairement inconciliable avec sa déclaration (2).

Il n'y a donc pas violation de ce principe, dans l'arrêt qui décide qu'une action en dommages-intérêts peut être intentée au civil postérieurement à l'acquiescement du prévenu, si la déclaration de non-culpabilité n'exclut pas nécessairement l'idée du fait, dont le prévenu acquitté est appelé à répondre devant la juridiction civile (3).

1. Cass., 27 août 1863. D. 64, 1, 58.

2. Cass., 15 avril 1864. D. 64, 2, 94.

3. Cass., 4 avril 1855. D. 55, 1, 105.

**SECTION XI. — L'article 380 C.P. est-il applicable
au délit d'escroquerie ? (1).**

Dans un premier système, qui ne peut revendiquer en sa faveur qu'un jugement du tribunal de la Seine, on décide que l'article 380, ne parlant que de soustractions, doit être limité aux vols proprement dits et ne peut s'appliquer à l'escroquerie (2).

La jurisprudence admet le système contraire. Nous en trouvons d'excellentes raisons dans les considérants d'un arrêt rapporté par David :

« Attendu qu'en admettant que tous les caractères qui constituent l'escroquerie, se trouvent réunis dans l'action de Barousse, il y aurait toujours lieu à le faire profiter de l'immunité introduite par l'article 380 du Code pénal ; qu'en déclarant que les soustractions commises par les maris au préjudice de leurs femmes ne donneraient lieu qu'à des réparations civiles, le législateur a fait assez connaître

1. L'article 380 est ainsi conçu : « Les soustractions commises par des maris au préjudice de leurs femmes, par des femmes au préjudice de leurs maris, par un veuf ou une veuve quant aux choses ayant appartenu à l'époux décédé ; par des enfants ou autres descendants au préjudice de leur père ou mère ou autres ascendants, par des pères et mères ou autres ascendants au préjudice de leurs enfants ou autres descendants, ou par des alliés au même degré, ne pourront donner lieu qu'à des réparations civiles. ».

2. Trib. corr. Seine, 6 février 1877. D. 77, 3, 93.

par le terme générique qu'il a employé, aussi bien que par le chapitre dans lequel il a écrit cette disposition, qu'elle s'applique à toutes les atteintes portées à la propriété ; qu'il serait impossible de comprendre que le privilège accordé aux personnes qui y sont énumérées, pour le cas de vol, ne s'étendît pas à celui de l'escroquerie ; que, lorsque la loi a puisé son principal motif pour le premier, qui est un acte matériel, une simple voie de fait, dans le désir d'empêcher le ministère public de s'ingérer dans les affaires domestiques, cette raison a bien plus de force, alors que son action ne peut s'exercer qu'à la condition de pénétrer dans les secrets les plus intimes de la famille, afin de découvrir les fraudes, les artifices, les embûches, à l'aide desquelles le mari est parvenu à surprendre la confiance de sa femme, pour lui inspirer les espérances chimériques qui la font consentir à l'acte reprehensible qu'il obtient de son inexpérience ou de sa légèreté ; que si l'article 380 s'applique au mari, celui qui est poursuivi comme son complice, doit également profiter du bénéfice de sa disposition, puisqu'on ne peut trop comprendre qu'il y ait eu complicité d'un délit qui n'existe pas, et que là où il n'y a pas d'auteur principal, ceux qui l'ont aidé dans son action échappent à la répression comme lui-même » (1).

1. Toulon, 9 avril 1851. S. 51, 2, 350. David, p. 177, n. 90.

SECTION XII. — De la Prescription.

Le délit d'escroquerie n'étant soumis à aucune règle particulière en matière de prescription, il y a lieu de lui appliquer la disposition générale de l'article 638 (C. inst. cr.), qui fixe à trois ans la durée de la prescription de l'action civile résultant d'un délit.

La prescription ne commençant à courir que du jour où le délit a été commis, il a été jugé en matière d'escroquerie, que la prescription ne commencerait à courir que du jour de la remise ou de la délivrance de l'argent ou des valeurs, le délit n'étant réputé commis que du moment de cette remise ou délivrance (1).

Mais, si l'escroquerie a pour objet des titres obligatoires tels qu'une lettre de change, la jurisprudence n'est pas d'accord pour fixer le point de départ de la prescription.

D'une part, il a été jugé que la prescription court dès le jour où les titres ont été acquittés (2).

D'autre part, il a été jugé que la prescription court dès le jour où les titres ont été remis (3).

C'est cette dernière solution qui prévaut. Il a en-

1. Paris, 1^{er} juin 1843. S. 43, 2, 277.

2. Cass., 27 janvier 1824. Dall. *Rép. G.* Vol. n. 937.

3. Cass., 10 février 1853. S. 53, 1, 672.

core été décidé qu'en matière de remise de fonds faite en vue de la constitution d'une société, le point de départ de la prescription de l'escroquerie doit être, non la date des versements opérés par les souscripteurs, mais celle de leurs souscriptions (1).

En matière de tentative d'escroquerie, la prescription peut commencer avant la remise des valeurs, puisque cette condition n'est pas exigée pour la constituer.

De ce que plusieurs escroqueries de même nature ont été commises par le même individu, au préjudice des mêmes personnes, et par les mêmes moyens, il ne s'ensuit pas qu'elles constituent un seul et unique délit : chaque escroquerie constitue un délit particulier, à l'égard duquel la prescription court du jour de sa perpétration (2).

Lorsque l'escroquerie s'identifie avec le délit d'habitude d'usure, les faits d'escroquerie ne sont soumis eux-mêmes qu'à la prescription du délit d'habitude d'usure (3). Il résulte de là que le fait d'escroquerie fût-il antérieur de trois ans, peut être poursuivi, lorsque des faits d'usure plus récents font revivre le fait ancien d'usure, auquel cette escroquerie se rattache (4).

1. Trib. corr. Seine, 3 juillet 1888 (*Loi*, 24 juillet 1888).

2. Paris, 1^{er} juin 1843, précité.

3. Cass., 22 août 1844. S. 45, 1, 394.

4. Cass., 5 août 1826. S. 27, 1, 179.

Il en serait autrement si les faits d'usure étaient eux-mêmes atteints par la prescription ; le délit d'escroquerie le serait alors également (1).

SECTION XIII. — L'art. 2279 C. civ. est-il applicable à l'escroquerie ?

La revendication accordée pendant trois ans, par l'article 2279 C. civil à celui qui a perdu ou auquel il a été volé une chose, contre celui dans les mains duquel il la trouve, est-elle applicable au cas d'escroquerie ?

La jurisprudence est en désaccord sur ce point. Il a été décidé d'une part que l'article 2279 était applicable au cas d'escroquerie (2).

Mais la Cour de cassation et la majorité des auteurs, à l'opinion desquels se sont ralliés actuellement toutes les Cours et tribunaux, décident que la revendication des objets détournés par suite d'escroquerie n'est pas autorisée contre le possesseur de bonne foi (3).

1. Cass., 14 nov. 1862. D. 63, 5, 395.

2. Paris, 13 janvier 1834. D. 34, 2, 144 ; Bordeaux, 3 janvier 1859. D. 59, 2, 164. *Sic.* Troplong. *Prescript.* II, n. 1069.

3. Cass., 20 mai 1835. D. 35, 1, 338. Rouen, 10 mars 1836. S. 36, 2, 193. Paris, 9 janvier 1862. D. 62, 5, 247. *Sic.* Laurent, t. 32, n. 595. Aubry et Rau, t. 2, 183.

Cette opinion se fonde d'abord sur un argument historique : « En restreignant la recevabilité de la revendication aux seuls cas de perte ou de vol, disent MM. Aubry et Rau (*loc. citat.*), les rédacteurs du Code sont évidemment partis de cette idée, consacrée par notre très ancien droit, que, si la revendication peut être exceptionnellement admise, lorsque la dessaisine a été involontaire, c'est-à-dire comme l'énoncent les établissements de Saint-Louis, lorsque le possesseur n'a rien fait pour perdre la saisine, elle doit au contraire être refusée quand la dessaisine a été volontaire, auquel cas il ne reste au possesseur privé de sa chose qu'une action personnelle contre celui à qui il l'a remise ».

Or, en cas d'escroquerie, le propriétaire s'est trouvé dépossédé par son propre fait, et lui accorder la revendication contre les tiers ne serait-ce pas les rendre victimes de l'imprudence du propriétaire trop confiant ?

En cas de perte ou de vol, au contraire, le propriétaire a été dépouillé de sa chose par un fait qui ne lui est pas personnel.

Dans cette opinion, on argumente, en second lieu, de ce que les exceptions sont de droit étroit et ne peuvent être étendues d'un cas à un autre, sous prétexte d'une analogie plus ou moins fondée entre le vol et l'escroquerie ; cette extension de l'article

2279 nous semble aussi contraire à l'intention du législateur qui dans maintes dispositions a voulu assurer la prompte transmission des valeurs mobilières.

SECTION XIV. — Distinction du faux et de l'escroquerie.

L'article 405 porte, comme disposition finale, les mots suivants : le tout, sauf les peines plus graves, s'il y a crime de faux.

Nous avons vu plus haut quelle confusion existait dans notre ancien droit et même dans la législation de 1791, entre l'escroquerie commise par l'emploi de faux noms et de fausses qualités, et le crime de faux : La loi du 7 frimaire an II les distingua nettement pour la première fois, et il semble bien résulter de la règle posée par cette loi et non contredit^e par l'article 405, que l'usage purement verbal d'un faux nom ou d'une fausse qualité ne peut constituer le crime de faux, sauf s'il est destiné à servir à la rédaction d'un acte destiné à le constater ; mais il peut constituer une escroquerie, s'il réunit d'ailleurs les conditions constitutives de ce délit (1).

L'existence du délit d'escroquerie n'est pas nécessairement subordonnée à la condition qu'il y ait simple usage verbal d'un faux nom ou d'une fausse

1. Cass., 17 mai 1811 ; 4 nov. 1813 ; 18 août 1831 ; 25 juin 1840. Dall. R. G. Vol. n. 741.

qualité, il peut arriver que ce délit résulte, à l'exclusion du crime de faux, de l'usage par écrit d'un faux nom ou d'une fausse qualité.

C'est ainsi qu'il a été jugé qu'il y avait simple escroquerie dans le fait d'un individu qui, dans une fausse lettre missive par lui fabriquée, prend un faux nom et une fausse qualité et parvient par ce moyen à obtenir une remise de valeurs à titre de libéralité, sans qu'il doive en être tenu compte par le prétendu signataire de la lettre (1).

Dans l'altération par surcharges des chiffres portés sur les carnets ayant pour objet d'établir la situation respective d'un fabricant et de ses ouvriers, quant aux matières fournies par le premier, et aux marchandises ouvragées livrées par les seconds (2).

Dans la fabrication frauduleuse et la fabrication des bons d'aliments créés par une société philanthropique et dont cette société reçoit le prix au moment où l'on s'en dessaisit (3).

Il y aura lieu, au contraire, à poursuite pour faux, disent MM. Chauveau et Hélie, lorsque l'acte dans lequel le faux nom a été pris par écrit, peut produire une obligation quelconque et cause préjudice à au-

1. Cass., 25 sept. 1834. *B. cr.* 345. *Sic*, Cass., 20 mars 1813 ; 31 août 1844. *Dall. R. G. Faux*, n. 2 et 3.

2. Cass., 14 février 1868. *S.* 68, 1, 418.

3. Cass., 14 août 1879. *S.* 80, 1, 483.

trui, ou lorsque cet acte est destiné à constater les faits qui s'y trouvent consignés (3).

En application de cette règle, il a été jugé qu'il y avait crime de faux et non simple délit d'escroquerie, dans le fait de l'apposition frauduleuse du nom d'un tiers sous un acte d'obligation (4), dans le fait de la fabrication d'une lettre de change sous un nom supposé et idéal, la fausse signature d'une personne non existante constituant le crime de faux de l'article 147. C. pénal (5).

3. Chauveau et Hélie, t. 5, p. 379.

4. Cass., 18 fév. 1843 ; 5 sept. 1834. Dall. R. G. Vol. n. 741.

5. Cass., 1^{er} oct. 1825. D. R. G. Vol. n. 741. Sic. Cass., 8 avril 1843. S. 43, 1, 619.

VU : *Le Président de la thèse,*

PLANIOL.

VU : *Le Doyen de la Faculté,*
COLMET DE SANTERRE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
Chapitre. I. — Historique.	3
§ 1. Définition de l'escroquerie.	3
§ 2. L'escroquerie en droit romain.	4
§ 3. L'escroquerie dans l'ancien droit français.	5
§ 4. L'escroquerie dans l'ancien droit intermédiaire	6
§ 5. Code Pénal de 1810, article 405.	8
§ 6. Loi du 13 mai 1863,	9
§ 7. Comparaison de la législation française avec certaines législations étrangères.	11
Chapitre II. — Moyen frauduleux. — Du dol.	12
Section I. — Usage de faux noms ou de fausses qualités	16
§ 1. Principale différence de ce premier moyen avec les manœuvres frauduleuses.	16
§ 2. Historique de ce premier moyen	17
§ 3. Définition du faux nom.	18
§ 4. Du surnom	19
§ 5. Du prénom	19
§ 6. De la fausse qualité.	20
§ 7. Du faux mandataire.	20
§ 8. Du faux propriétaire.	21
§ 9. Du faux créancier.	22
§ 10. De la fausse capacité civile.	24
§ 11. Du faux commerçant.	26
§ 12. Autres exemples de fausse qualité	27
§ 13. De la qualité perdue.	27
§ 14. Usurpation tacite d'une fausse qualité.	28

§ 15. De l'usage abusif d'une qualité vraie. . .	29
§ 16. Des conditions que doit réaliser l'emploi d'un faux nom ou d'une fausse qualité. . .	29
A. Intention frauduleuse.	29
B. L'emploi d'un faux nom ou d'une fausse qualité doit être la cause déterminante des manœuvres frauduleuses.	31
§ 17. Cas où l'emploi d'un faux nom ou d'une fausse qualité coesiste avec l'emploi des manœuvres frauduleuses.	33
§ 18. La question de savoir si le nom ou la qualité de l'inculpé lui appartient réellement est-elle une question préjudicielle? . . .	34
Section II. — Des manœuvres frauduleuses. . .	35
§ 1. Définition du mot manœuvres.	35
§ 2. Dans quels cas il n'y a pas manœuvres . .	36
A. Cas où il n'y a même pas de mensonge. .	36
B. Des menaces.	37
C. Des mensonges verbaux.	38
D. Des mensonges écrits.	41
E. Des fausses promesses.	41
F. Des réticences	42
§ 3. Des actes extérieurs accompagnant les mensonges.	43
A. Intervention d'un tiers.	43
B. Production d'un écrit.	44
§ 4. Des allégations mensongères émanant d'une personne dont les paroles à raison de sa qualité inspirent confiance.	45
§ 5. Examen de certaines espèces délicates . .	46
§ 6. Conditions que doivent réaliser les ma- nœuvres frauduleuses.	48
A. Intention frauduleuse	49
B. Faut-il que les manœuvres soient de na- ture à déjouer une prudence ordinaire? . .	50
C. Il faut qu'elle aient été la cause directe et immédiate de la remise.	52
D. Il n'est pas nécessaire qu'elles aient été pratiquées à l'égard de celui qui a délivré les valeurs.	52

E. Connexité des manœuvres.	53
Section III. — But des manœuvres frauduleuses.	53
§ 1. Fausse entreprise.	55
A. Définition.	55
B. Escroqueries à la société.	57
C. Escroqueries en matière d'assurances.	63
§ 2. Pouvoir ou crédit imaginaires	65
A. Définition.	65
B. Promesses d'exemption du service militaire.	65
C. Escroqueries à la Légion d'Honneur	68
D. Autres exemples d'escroqueries de cette catégorie.	70
§ 3. Espérance ou crainte d'un événement chimérique	72
A. Définition.	72
B. Succès chimérique.	75
C. Accident chimérique.	76
Tricherie au jeu.	79
Empirisme et magnétisme	86
Sommambulisme et divination	88
Grivellerie	91
Vol à l'américaine.	93
Tromperie dans les ventes	94
Des fausses nouvelles	97
Des fraudes en matière de circulation sur les voies ferrées	101
Chapitre III. — Remise ou délivrance de l'objet convoité.	108
Section I. — Conditions que doit réaliser la remise ou délivrance.	108
§ 1. Nécessité de la remise	108
§ 2. Il n'est pas nécessaire qu'elle ait eu lieu entre les mains de l'escroc	111
§ 3. Il n'est pas nécessaire que la victime ait subi elle-même les manœuvres frauduleuses	111
§ 4. Il faut qu'il y ait préjudice causé.	111
§ 5. Il n'est pas nécessaire que l'escroc ait agi <i>animo lucri faciendi</i>	112
§ 6. Le propriétaire qui emploie des manœuvres	

vres frauduleuses pour reprendre possession de sa chose, commet-il une escroquerie ?	112
§ 7. La restitution fait-elle disparaître le délit ?	113
Section II. — Nature des valeurs remises . . .	115
§ 1. Le délit d'escroquerie est un délit contre les biens.	115
§ 2. Les expressions de la loi ne sont pas limitatives.	115
§ 3. Signification du mot <i>fonds</i>	116
§ 4. Signification du mot <i>meuble</i> . De la lettre missive et des bulletins de vote.	116
§ 5. Des obligations, des positions, billets, quittances ou décharges ; de l'obligation nulle, des obligations et promesses verbales. . .	119
Chapitre IV. — Détournement des valeurs remises .	131
Chapitre V. — Tentative d'escroquerie.	134
Chapitre VI. — Complicité du délit d'escroquerie. .	144
Chapitre VII. — Section I. — Attributions respectives de la Cour de cassation et des juges du fond.	148
Section II. — De la poursuite. Législations étrangères	156
Section III. — Compétence.	
§ 1. Compétence à raison du fait	157
§ 2. Compétence à raison du lieu.	159
Section IV. — De la preuve	161
Section V. — Des peines.	162
Section VI. — De la récidive et de la relégation. .	165
Section VII. — Des peines de l'escroquerie dans certaines législations étrangères.	167
Section VIII. — Du non-cumul des peines en matière d'escroquerie	169
Section IX. — Des restitutions et dommages-intérêts	170
Section X. — De la règle <i>non bis in idem</i> . . .	171
Section XI. — L'art. 380 C. pén. est-il applicable au délit d'escroquerie ?	175
Section XII. — De la prescription.	177
Section XIII. — L'art. 2279 est-il applicable à l'escroquerie	179
Section XIV. — Distinction du faux et de l'escroquerie	181



